

CERAT

Catalogue des ouvrages
1968 - 2004

Directeur de la publication :
Olivier Ihl, Directeur du Cerat

Coordination de l'ouvrage :
Philippe Warin

Base de données bibliographiques :
Marie-Françoise Pillonel

Secrétariat — Composition :
Claudette Gorodetzky

Graphisme :
Jean-Noël Moreira

Couverture :
La Bibliothèque, Vieira da Silva Maria-Elena

ISBN : 2 902360 18 5
Dépôt légal : 4^e trimestre 2004

Avant-propos

Présentation

Première partie : thématique des ouvrages

1 — Sociétés, solidarités	p. 13
2 — Territoires, identités	p. 21
3 — Représentation politique	p. 27
4 — Syndicalisme	p. 33
5 — Institutions politiques et administratives	p. 39
6 — Réorganisation des pouvoirs	p. 49
7 — Unification européenne, transformation des États nationaux	p. 57
8 — Politiques européennes, européanisation des politiques	p. 63
9 — Europes	p. 71
10 — Mise en œuvre des politiques publiques	p. 77
11 — Sociologie de l'action publique	p. 85
12 — Sociohistoire du politique et sciences de gouvernement	p. 99
13 — Mots et discours du politique	p. 107
14 — Libre cours	p. 113

Deuxième partie : séries et autres publications

— Aménagement du Territoire	p. 120
— Revue Prévenir	p. 124
— L'état du mal-logement en France. Rapports annuels	p. 125
— Actes des Séminaires du Programme	
— Gis Risques collectifs et situations de crise du CNRS	p. 128
— Travaux édités par l'Administration	p. 140
— Ouvrages du CIVIL - 1990-1994	p. 143
— Coordinations de numéros de Revues	p. 147

Index

— Index des auteurs membres du CERAT	p. 151
— Index thématique des ouvrages	p. 153
— Chronologie des ouvrages	p. 164

Au moment où le CERAT forme avec deux autres laboratoires du CNRS, une nouvelle Unité mixte de recherche, PACTE, un inventaire des ouvrages publiés par les membres du laboratoire a paru nécessaire. Aussi ce Catalogue des ouvrages du CERAT, 1968-2004, s'apparente-t-il à un bilan du patrimoine construit individuellement et collectivement, parfois avec des collaborations extérieures, presque toujours avec l'aide indispensable des secrétaires et documentalistes du Centre.

Le Catalogue permet de retrouver en partie celles et ceux qui sont passés au CERAT. Il apporte également, nous l'espérons, une possibilité de lecture de l'activité scientifique du Centre sur plusieurs années. L'entrée thématique permet de mesurer la diversité des problématiques et en même temps les domaines de spécialité du CERAT. En suivant la production dans un ordre chronologique, on aperçoit des renouvellements de problématiques mais aussi, par endroits, la réémergence de certaines questions. Des thèmes sont communs à un grand nombre de chercheurs et enseignants/chercheurs, d'autres sont portés par quelques spécialistes. Les enseignants/chercheurs ont des domaines de prédilection tandis que les chercheurs couvrent la plupart des thèmes. En retraçant une partie importante de la production du laboratoire, le Catalogue participe au travail de mémoire réalisé par le CERAT à l'occasion de son 40^{ème} anniversaire. Il complète en particulier l'ouvrage coordonné par Anne-Cécile Douillet et Jean-Paul Zuanon, *Quarante ans de recherche en sciences sociales. Regards sur le CERAT 1963-2003*.

On retrouve ici les ouvrages, les séries publiées par des chercheurs et enseignants/chercheurs du CERAT ainsi que les numéros de revues qu'ils ont pu coordonner. Quelques auteurs ont abordé d'autres domaines d'écriture et publié des romans ou des œuvres théâtrales. Ces plumes apportent une touche différente au catalogue. Ne prétendant pas à l'exhaustivité, nous avons laissé de côté les nombreux ouvrages édités par des auteurs extérieurs au CERAT et auxquels les chercheurs du Centre ont apporté leurs contributions, comme les livres publiés dans des collections dirigées par des membres du CERAT. Ne figurent pas non plus dans le Catalogue, les nombreux rapports de recherche, d'études et d'enquêtes (autour de 600, au total) qui ont pourtant fortement marqué la vie du laboratoire depuis sa création, et dont certains auraient pu faire l'objet d'une édition. Sont également absents de l'inventaire une trentaine d'*Actes de colloques*, *Journées d'études* et autres *Séminaires* organisés par les membres du CERAT mais non publiés. En revanche, des titres ont pu échapper à notre vigilance. La question se pose surtout pour les premières années du CERAT, puisque le service Publications — tenu par Marie-Françoise Pillonel — n'a été mis en place qu'en 1978, à l'initiative de François d'Arcy, alors directeur du laboratoire. L'inventaire remonte jusqu'à 1968, alors que le CERAT a été créé en 1963.

La réalisation du Catalogue a demandé un travail particulièrement important, pour compléter les listes existantes, vérifier les références, obtenir les résumés manquants, et pour mettre le tout en forme. Marie-Françoise Pillonel et Claudette Gorodetzky doivent être particulièrement remerciées. Ce document est essentiellement le fruit de leur travail. Merci également à Hélène Jacquemoud d'avoir participé à la relecture du texte.

Une telle recension a pu être réalisée grâce aux nouveaux outils de gestion bibliographique, qui ont permis de traiter un matériau conséquent compte tenu de la longue période et du nombre d'auteurs concernés. L'organisation par thèmes est indispensable, mais elle est loin d'être simple. L'exercice a ses règles, pour autant il ne suit pas une seule logique. Le travail étant maintenant lancé, il pourra être actualisé et amélioré par ceux qui le souhaitent.

Une première partie présente les notices de plus de deux cents ouvrages édités par des maisons d'éditions ou par des presses universitaires françaises ou étrangères. La thématique proprement dite concerne les ouvrages académiques – travaux scientifiques ou manuels universitaires – répartis sur quatorze thèmes. La section *Libre cours* présente des ouvrages portant sur un sujet original ou un parcours singulier. Pour chacun des thèmes, ainsi que pour la section *Libre cours* avec une rubrique Littérature/Théâtre, les notices sont classées par ordre chronologique croissant (mois, année d'édition). Pour les ouvrages ayant fait l'objet d'une ou plusieurs rééditions, la date de l'édition la plus récente a été retenue; la date de la première édition étant mentionnée en fin de référence.

La deuxième partie du catalogue constitue un ensemble plus hétérogène puisqu'elle concerne cent vingt publications de différents types, certaines présentées avec résumés d'autres sans. On y trouve en effet : deux séries d'ouvrages relativement anciens, celle des *Annuaire*s et celle des *Cahiers de l'Aménagement du Territoire*; la série de la Revue Prévenir; une série de *Rapports annuels sur le mal-logement*; la série des *Actes des Séminaires du Programme/Gis Risques collectifs et Situations de Crise du CNRS*; des *Travaux édités par l'Administration*; les *Ouvrages du Civil – 1990-1994*; des *coordinations de numéros de revues*. Pour chaque série les références sont triées par ordre chronologique croissant.

En fin de Catalogue, deux index et une chronologie apportent les compléments indispensables pour en faciliter un bon usage :

- *Index des auteurs membres du CERAT*
Il s'agit des 89 auteurs cités dans l'ensemble du Catalogue, et qui sont membres du CERAT au cours de l'année d'édition de leur(s) ouvrage(s).
- *Index thématique alphabétique des ouvrages*
Cet index porte uniquement sur les ouvrages cités dans la première partie; avec, pour chaque thème, un classement alphabétique de chaque référence par auteur. Pour les ouvrages à plusieurs auteurs, le nom de l'auteur CERAT a été positionné en premier pour un meilleur repérage.
- *Chronologie des ouvrages*
Seuls les ouvrages cités dans la première partie sont mentionnés dans cette chronologie. Pour 2004, sont signalés les ouvrages parus et à paraître d'ici la fin de l'année.

Marie-Françoise Pillonel,
Service Publications

1^{ère} partie → Thématique des ouvrages

1 →	Sociétés, solidarités
2 →	Territoires, identités
3 →	Représentation politique
4 →	Syndicalisme
5 →	Institutions politiques et administratives
6 →	Réorganisation des pouvoirs
7 →	Unification européenne, transformation des Etats nationaux
8 →	Politiques européennes, européanisation des politiques
9 →	Europes
10 →	Mise en œuvre des politiques publiques
11 →	Sociologie de l'action publique
12 →	Sociohistoire du politique et sciences de gouvernement
13 →	Mots et discours du politique
14 →	Libre cours

1 →

Sociétés, solidarités

Le social pour objet d'études : groupes et familles en mouvement, espaces de vie et de travail, territoires de luttes, peurs et insécurités, face à l'emploi qui se dérobe, pour l'insertion des jeunes.

La famille, idées traditionnelles, idées nouvelles

Pierre Bréchon

Les changements de mœurs et de société touchent profondément l'institution familiale. Les idées sur le mariage, le couple, la femme, l'éducation, mais aussi beaucoup d'aspects de la vie économique, sociale et politiques sont en cause dans cette évolution. Et la famille ne laisse personne indifférent. On en parle beaucoup aujourd'hui, pour la défendre ou la critiquer, pour la sacraliser ou la démythiser. Parler de la famille n'est jamais neutre. On en parle de manière différente suivant les courants de pensée dont on est marqué, parfois sans le savoir. L'auteur clarifie les discussions actuelles sur la famille en exposant successivement et en confrontant ces grands courants dont elles dépendent : traditionalisme, marxisme, anarchisme, personnalisme. Les idées sur la famille que l'on croit nouvelles ont des racines plus anciennes, les idées reconnues d'habitude pour traditionnelles continuent d'imprégner la pensée et la pratique. Ce livre montre comment ces courants opposés sont présents chez les penseurs contemporains et servent de base à des politiques familiales. On les trouve, plus qu'en filigrane, dans les prises de positions politiques ou simplement dans la diversité de l'opinion publique. Plus profondément encore ils jouent un rôle important dans nos réactions et prises de position les plus quotidiennes.

2^e éd., Paris, Centurion, 1978, 200 p.

1^e éd., 1976, 197 p.

Manufrance, radiographie d'une lutte

Pierre Kukawka

L'objet de cette recherche sur le conflit Manufrance consiste à étudier à propos d'une crise économique et sociale qui frappe une grande entreprise stéphanoise, les comportements, les volontés et les pouvoirs réels de la municipalité de Saint-Étienne. Cette radiographie d'une lutte qui s'étend sur quatre années (1975-1979) est fondée sur des articles de presse, des documents écrits (municipaux, syndicaux, politiques, économiques) et des entretiens. Ce livre pose des interrogations sur le rôle de l'État et des collectivités locales face aux luttes de la classe ouvrière en France.

Paris, Editions Sociales, Notre Temps/Société, 1980, 302 p.

Les agricultures différentes

Pierre Muller, Jean Le Monnier (Eds)

Un ouvrage collectif réalisé à partir d'une expérience de recherche-action en Isère. Les stratégies « d'agriculture différente » sont analysées comme une tentative d'extension de la sphère de compétence paysanne et de recherche de plus d'autonomie. Elles sont également restituées par rapport à l'ensemble de l'agriculture française. Avec la modernisation de l'agriculture, l'agriculteur devient de plus en plus un professionnel de l'agriculture. A partir de 1968, le monde paysan commence à mesurer les conséquences de cette modernisation qui développe alors les premières réactions de contestation de ce modèle d'agriculture d'entreprise.

Grenoble, La Pensée Sauvage, Peuple et Culture, 1984, 141 p.

Communes et sécurité

Claude Domenach, Jacqueline Gatti-Montain

Cet ouvrage s'intéresse aux problèmes de sécurité nés de la montée de la délinquance et à leur traitement au niveau local. Il s'adresse à tous ceux — responsables politiques, professionnels, ou bénévoles — qui veulent agir pour une société urbaine plus solidaire. Après avoir étudié ce qu'est la demande sociale de sécurité, notamment le sentiment d'insécurité. Il envisage le rôle traditionnel limité des communes.

Paris, Les Editions Ouvrières, Pouvoir Local, avril 1986, 231 p.

Des manivelles au clavier

Familles ouvrières en mouvement

Alain Jeantet, Henri Tiger

Construit comme un récit à partir de biographies d'ouvriers, ce livre analyse le processus d'automatisation qui transforme l'atelier d'usinage dans lequel ils travaillent. Deux types de questions en structurent la trame. Concernant la sociologie : les histoires individuelles peuvent-elles nous introduire à l'histoire sociale dont elles sont parties prenantes ? Peut-on comprendre le rapport des individus à leur travail, sans le resituer dans la chaîne des enjeux qui nourrissent leur itinéraire social et celui de leur lignée ? Concernant l'automatisation : comment évoluent des métiers traditionnels comme ceux de l'usinage lorsque, du fait de leur informatisation, le rapport à la matière qui les définissait jusque-là semble se distendre démesurément ? Comment opérer cette articulation entre savoirs pratiques et savoirs formalisés qu'il semble aujourd'hui, techniquement et socialement, indispensable et urgent de réaliser ?

Paris, Syros Alternatives, Alternatives Sociales, Série Synthèse, 1, mars 1988, 152 p.

Les entrepreneurs ruraux

Agriculteurs, artisans, commerçants, élus locaux

Pierre Muller, Françoise Gerbaux, Alain Faure

Cet ouvrage va à l'encontre de quelques idées reçues en proposant une autre lecture de la modernité rurale. Les campagnes françaises sont aujourd'hui le théâtre d'une multitude d'innovations qui quelquefois préfigurent ce que pourrait être la France du XXI^e siècle. Le chapitre 1 est consacré à « l'exploitation rurale » : combinaison, par des agriculteurs, de différentes formes de production et de services ruraux, le tout mis au service d'une stratégie commerciale originale. Le chapitre 2 aborde la même question à propos des professions rurales non agricoles : hôteliers, commerçants, professionnels du tourisme qui inventent des formes parfois nouvelles d'emploi pour survivre ou se développer. Le chapitre 3 dresse le portrait robot d'une figure qui prend de plus en plus de place à la campagne : le « petit » maire entrepreneur qui cherche à dynamiser sa commune par ses initiatives de développement. Le chapitre 4 propose une analyse plus globale de cette « campagne entreprise » et de l'enjeu qu'elle représente pour la société moderne.

Paris, L'Harmattan, Alternatives rurales, janvier 1989, 189 p.

Sociologie du politique

Patrick Lecomte, Bernard Denni

Ni manuel d'initiation, ni essai de théorisation, cet ouvrage propose un guide-itinéraire pour parcourir et déchiffrer ce territoire aujourd'hui ouvert à l'expérience des citoyens comme à l'investigation des scientifiques. Il en livre une approche compréhensive et synthétique, fondée sur trois orientations analytiques. Un concept : au-delà de son image caricaturale au miroir de la politique-spectacle, le politique s'enracine au cœur de l'univers anthropologique, dans la dialectique du conflit et de l'ordre constitutive des sociétés humaines. Une méthode : dimension vitale de la personnalité comme de la collectivité, le politique doit être appréhendé par une sociologie aussi attentive aux acteurs qu'aux mécanismes du pouvoir, aux systèmes de la tradition qu'aux États de la modernité. Une problématique : effet de l'organisation de chaque société mais aussi opérateur-clé de sa reproduction, il peut être expliqué par ce jeu d'interaction entre production sociale de politique et régulation politique du social.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Libres Cours, septembre 1990, 242 p.

Le sentiment d'insécurité

Sebastian Roché

L'ouvrage étudie d'abord les travaux anglo-saxons et français les plus fameux, les orientations théoriques et principaux résultats. Ensuite, appuyé sur une lecture renouvelée des statistiques criminelles ainsi que sur des données de sondage malheureusement un peu fragmentaires, il propose de lier la genèse de l'inquiétude et la montée de la délinquance (thèse banale dans l'esprit public, mais souvent contestée par les universitaires). Sur la base de résultats empiriques inédits, l'auteur introduit l'idée que le réseau de sociabilité joue un rôle central en entourant l'individu et opérant comme un filtre de ses expériences sociales, notamment de ses victimations. Il montre comment et pourquoi le thème de l'insécurité peut glisser du registre de la vie quotidienne et devenir un enjeu politique partisan, et réfléchit alors à la montée du Front National sur la base du rapport à la délinquance et aux incivilités et on analyse alors le rôle de médiation sociale que remplit le parti de J. M. Le Pen. Les derniers chapitres présentent les logiques de l'inquiétude (rapport au corps, rapport à autrui, rapport aux normes), et montrent que c'est en faisant un détour par la « culture de civilité » qui s'est établie avec l'État de droit et par la revendication du monopole de la violence légitime (par l'État) qu'on peut comprendre pourquoi l'inquiétude s'est fixée sur la délinquance plutôt que sur un autre risque, et pourquoi sa politisation fut si intense.

Paris, Presses Universitaires de France, Sociologie d'aujourd'hui, mars 1993, 311 p.

Insécurité et libertés

Sebastian Roché

L'augmentation de la violence depuis les années 60 est bien réelle, et d'autant plus intolérable qu'une ample partie de la population ne dispose d'aucune réponse face à ce phénomène. Le plus spectaculaire est la multiplication de ce que l'auteur nomme les « incivilités ». Sont rassemblés ici des chiffres et des données qui établissent qu'on ne saurait soutenir l'idée commode que la peur, c'est l'imaginaire plus la rumeur. Les logiques fortes de la société moderne pèsent dans le sens de l'insécurité. La question n'est pas d'opposer au laxisme l'imprécation sécuritaire, mais de mesurer le déclin du contrôle social et des solidarités.

Paris, Seuil, L'épreuve des faits, mai 1994, 196 p.

L'art et le politique

Essai sur la médiation

Jean-Jacques Gleizal

La médiation peut constituer une clé de lecture de l'art contemporain. Elle permet aussi de penser une nouvelle relation de l'art au politique. L'art contemporain est en effet une énigme pour beaucoup. La question se pose, non seulement de son sens, mais de son existence. L'art n'est-il pas devenu affaire de médias, voire de marché ? N'a-t-il pas perdu sa qualité d'art au profit de conceptualisations de plus en plus subtiles ? De plus en plus sollicité par les pouvoirs publics, ne risque-t-il pas de perdre son autonomie ? Partant de l'art, l'ouvrage analyse ici l'hybridation de ces paramètres : le social, le politique, le juridique. L'art contemporain ne serait-il pas, à la croisée des chemins, la médiation nécessaire entre ces domaines, jouant ainsi son propre rôle, à la fois critique et régulateur ? Passant en revue les mouvements artistiques actuels, l'auteur dresse le tableau de leurs traits distinctifs : tous, chacun à leur manière, manifestent le lien entre la subjectivité et la sphère publique où ils s'inscrivent : « L'art met en relation et est mis en relation ».

Paris, Presses Universitaires de France, La politique éclatée, octobre 1994, 262 p.

Le travail

Histoire, perspectives

Jean-William Dereymez

Il s'agit d'une approche globale des questions touchant au travail et à son évolution depuis deux siècles en France. L'exclusion par le chômage est devenue l'une des principales plaies sociales tandis que la durée du travail ne cesse d'alimenter les débats sur les moyens de combattre ce nouveau « fléau ». Dans le même temps, le travail ne paraît plus constituer, comme autrefois, le fondement de la société et de l'économie. La civilisation des loisirs semble triompher, certains parlant de la « fin du travail ». Se pencher sur l'histoire du travail, sur l'évolution de l'organisation du travail, des différentes formes de division du travail, du rôle et de la place de l'entreprise, des conditions de travail, des rémunérations du travail, sur le non-travail enfin, apparaît donc indispensable pour mieux comprendre la société qui nous entoure.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, L'Economie en Plus, novembre 1995, 190 p.

La société incivile Qu'est-ce que l'insécurité ?

Sebastian Roché

L'analyse montre que la délinquance et le sentiment d'insécurité ont pris leur essor bien avant l'écllosion d'une crise économique et sociale qui n'a certes pas arrangé les choses mais ne suffit pas à expliquer le phénomène. L'aliment principal du sentiment d'insécurité est la multiplication des « incivilités » : les mille petites agressions quotidiennes qui nous gâchent la vie, et pas seulement en banlieue. L'insécurité ordinaire n'est pas le crime, mais un mal-vivre nourri de ces désordres. L'État est contraint d'avouer son impuissance au moment où il est le plus sollicité. La « société incivile » devra s'interroger sur elle-même et ne pas se contenter d'interpeller les gouvernements dépassés.

Paris, Seuil, L'épreuve des faits, mars 1996, 245 p.

Créer son emploi en milieu rural Les chemins de traverse de la pluriactivité

Brigitte Biche, Françoise Gerbaux, Jean Le Monnier, et Jacques Perret

L'homme de demain sera-t-il pluriactif ? Oui répondent certains spécialistes se référant par exemple au développement des nouvelles technologies de l'information. Mais l'homme d'aujourd'hui est déjà pluriactif puisque de nombreux ruraux empruntent cette voie. Comment font-ils ? Comment sortent-ils des sentiers battus ? Tel est l'objet de ce livre qui analyse les nouvelles stratégies de création d'emploi dans le monde rural. Mobilisés par une passion, poussés par la volonté de choisir leur mode de vie, ou au contraire contraints par un contexte où l'offre d'emplois salariés est parfois inexistante, ces nouveaux entrepreneurs s'écartent des pratiques dominantes. Ils s'appuient provisoirement sur le salariat pour créer leurs activités. Ils transgressent les frontières traditionnelles et inventent de nouveaux métiers. Ils combinent différentes compétences et innovent. Combien sont-ils ? Leurs pratiques sont loin d'être marginales. Une analyse statistique originale montre que, pour certaines catégories, combiner plusieurs types de revenus est fréquent. Autant d'informations qui devraient rapidement nous conduire à ajuster nos représentations du travail à la réalité des mutations en cours.

Paris, L'Harmattan, Alternatives Rurales, septembre 1996, 172 p.

Structures familiales et développement local

Emmanuel Matteudi

Comment expliquer les dynamiques économiques en milieu rural montagnard ? A quelles logiques profondes obéissent les processus de développement ? Pourquoi assiste-t-on à des espaces dynamiques, innovants, à côté de territoires en crise ? Pour répondre à de telles interrogations, l'auteur part de l'idée que la capacité d'initiative et d'entreprise d'une société est largement influencée par son histoire et les formes passées de son organisation économique, culturelle et sociale. L'ouvrage s'appuie sur l'exemple de plusieurs communes savoyardes situées en Tarentaise et dans le Beaufortain. Il met en évidence, pour chacune d'entre elles, l'existence de structures familiales et agraires traditionnelles particulières et montre en quoi ces paramètres anthropologiques ont des effets étonnants sur les formes de développement local et sur les stratégies professionnelles de la population au cours du temps. Fruit de cinq années de recherche sur le terrain, cet essai propose une lecture nouvelle des dynamiques rurales et met en évidence le rôle déterminant des identités culturelles dans la compréhension des formes souvent contrastées du développement économique et social de nos sociétés.

Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, février 1997, 336 p.

Les jeunes, l'insertion, l'emploi

Bernard Charlot, Dominique Glasman (Eds)

Cet ouvrage est issu des travaux présentés à la Troisième Biennale de l'éducation et de la formation, La Sorbonne, Conservatoire National des Arts et Métiers, avril 1996. Il s'organise en cinq parties : l'insertion des jeunes, une question nouvelle ; l'insertion, problème des entreprises ; « inséreurs » et « insérables » ; parcours d'insertion ; l'insertion et la construction de soi. Il rassemble des contributions de chercheurs spécialistes de la question mais aussi celles d'acteurs de terrain, politiques ou professionnels.

2^e éd., Paris, Presses Universitaires de France, Pédagogie d'Aujourd'hui, février 1999, 341 p.
1^e éd., 1998, 341 p.

La société d'hospitalité

Sebastian Roché, Jean-Louis Schlegel

Ce livre tente de cerner ce qui est devenu un problème central de la vie quotidienne de bien des gens : l'insécurité, et le sentiment d'insécurité qui l'accompagne. Il ne concerne pas seulement quelques cités de banlieue, et il n'est pas seulement dû à des bandes de jeunes à la dérive. Il ne s'explique pas seulement par des raisons sociales (chômage, exclusion). Vols, agressions, incivilités de toutes sortes ont connu à partir des années 60 une croissance vertigineuse dans toutes les sociétés riches, où les biens de consommation courante abondent. Tous les lieux publics, de rassemblements ou de passages, sont touchés : rues, transports, écoles, centres commerciaux... Jean-Louis Schlegel a posé à Sebastian Roché les questions les plus simples : qui, où, pourquoi ? Quels auteurs pour quelles victimes ? Que font la police, la justice ? Prévention ou répression ? Surtout : comment contrer l'insécurité ? N'est-il pas urgent de se donner pour objectif une société d'hospitalité, c'est-à-dire une société où l'accueil de tous irait de pair avec des règles à respecter par tous ?

Paris, Seuil, mars 2000, 161 p.

La délinquance des jeunes

Les 13-19 ans racontent leurs délits

Sebastian Roché

50 à 80% des délits sont commis par 5% des délinquants. Et 5% seulement de ces mêmes délits sont traités par la justice. L'auteur a eu accès aux archives et données concernant la délinquance des jeunes et a recueilli le témoignage de ces derniers. Il explique pourquoi la délinquance est devenue facile et précoce, et comment cette facilité nourrit l'idée – fautive – d'une violence légitime. Cette délinquance n'est nullement l'apanage des adolescents défavorisés : la frustration scolaire, par exemple, est un facteur de risque plus significatif que l'origine sociale. Une corrélation enfin transparente est établie entre l'évolution de la structure familiale et celle de la délinquance. L'auteur est un solide adversaire du politiquement correct. S'il constate une « surdélinquance » des jeunes d'origine étrangère, il soutient en même temps que la délinquance n'est pas une lutte sociale. La facilité de commettre des délits est un obstacle au souci de combattre collectivement l'injustice.

Paris, Seuil, L'épreuve des faits, octobre 2001, 303 p.

Le règne des loisirs

Loisirs culturels et sportifs, dynamiques sociospatiales

Armel Huet, Guy Saez (Eds)

La civilisation des loisirs a cessé d'être une utopie. Mais cette réalité devenue quotidienne – et non plus seulement exceptionnelle – bouleverse les représentations sociales, les fondations et le fonctionnement des institutions. Le loisir, désormais, constitue dans nos sociétés développées un temps social qui contribue à redéfinir tous les autres. L'emprise des loisirs modifie ainsi la relation au travail, le statut socio-professionnel des individus, les règles d'appartenance au groupe, la hiérarchie sociale des goûts... Le règne des loisirs concerne notre vie de citoyen et nos aspirations à une société plus juste, alors qu'il est souvent présenté comme le triomphe de l'idéologie néolibérale mondialisée. A ce titre, l'action publique est face à des choix politiques décisifs dans chacun des domaines qui la constituent : culture, vie artistique, sport, vie associative, médias. Les enjeux d'un aménagement des territoires et des temps de loisirs, distribués entre de multiples autorités publiques et privées, appellent les responsables à un effort accru d'imagination, de coopération et de coordination pour une meilleure régulation de la « société culturelle » qui émerge en ce début de siècle.

La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube / DATAR, Monde en cours, Bibliothèque des territoires, septembre 2002, 237 p.

Sociologie politique de l'insécurité

Violences urbaines, inégalités et globalisation

Sebastian Roché

La démocratie se renforce tandis que les violences se multiplient. De 1950 à 1980 la protection sociale se généralise, le système scolaire s'ouvre à tous, la police couvre le territoire et les inégalités sociales semblent se réduire. Pendant le même temps, la France et les pays les plus riches du monde connaissent, surtout dans leurs grandes villes, une croissance étonnante des incivilités, de la délinquance et de la criminalité. Avec les années 1980 et 1990, la crise économique est venue ajouter son cortège de difficultés : précarité de l'emploi, chômage, effet ghetto, communautarisme. Les villes qui étaient le berceau de la civilisation, deviennent son tombeau. L'État ne peut plus, à lui seul, garantir la sécurité. Les causes de l'insécurité ne sont pas là où ses manifestations sont médiatisées, dans les banlieues. Les désordres plongent certes leurs racines dans les difficultés économiques, mais aussi dans ce à quoi nous sommes tous le plus attachés, c'est-à-dire l'individualisme des valeurs et modes de vie. On a de moins en moins besoin des autres comme individus concrets et de plus en plus comme éléments d'un système (les contribuables, les assurés, etc.) et la solidarité en souffre. La violence est inséparable de ce dont nous sommes les plus fiers en tant que citoyens : la démocratie et les garanties offertes par la loi, le fait de pouvoir remettre nos problèmes à des policiers, des magistrats et des travailleurs sociaux. Publié pour la première fois en poche, ce travail de recherche et de référence souligne la double nécessité de refuser la démagogie médiatique ou politique d'une part, de renforcer l'analyse des causes profondes d'un malaise et d'un mal de vivre croissants d'autre part.

Paris, Presses Universitaires de France, Quadrige, Essais Débats, janvier 2004, 283 p. éd. augmentée.

1^e éd., 1998, PUF, Sociologie d'aujourd'hui, 283 p.

2 →

Territoires, identités

Être d'un lieu, le vivre, l'écrire et le parler. Se ressembler ici et ailleurs.
La territorialité, une question centrale de la sociologie.

Vénissieux de A à V. 1921-1931

Bernard Bouhet, Philippe Videlier

Dire la banlieue entre les deux guerres à travers le miroir de l'informatique, c'est à l'aide des chiffres et des données brutes retrouver la structure intime d'une population mais aussi décrire sa vie propre. Dans Vénissieux de A à V, le monde ouvrier, la cité industrielle, ses entreprises, ses habitants, nous apparaissent dans leur évolution et déjà dans leur modernité. Des agriculteurs de la lettre A aux Usines de la lettre U, en passant par le N comme Nationalités, on rassemble le puzzle qui constitue la banlieue d'hier et nourrit les interrogations d'aujourd'hui.

Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1983, 295 p.

Lyon tel qu'il s'écrit

Romanciers et essayistes lyonnais. 1860-1940

Bernard Poche

Une importante production écrite existe à Lyon entre 1860 et 1940 : romans, essais, évocations de la ville, littérature populaire et folklorique. Très lue, souvent citée, elle permet de repérer différents groupes sociaux auto-référentiels, à travers les définitions qu'ils donnent d'eux-mêmes et de leur écart aux autres groupes. L'introduction de limites intermédiaires, 1910 et 1920, permet de déceler des mutations : décadence de la « grande bourgeoisie » rentière, montée et évolutions de la bourgeoisie d'affaires issue de la finance et de la bourgeoisie marchande de la soierie, couches populaires anciennes et intellectuels qui s'en dégagent, apparition du prolétariat industriel. L'étude des thèmes et des mythes révèle la permanence des langages contextuels et l'utilisation des images symboliques de la ville.

Lyon, Presses Universitaires de Lyon, octobre 1990, 216 p.

Paris-Rouge 1944-1964

Les communistes français dans la capitale

Jean-Pierre A. Bernard

Paris est pour les communistes français un faisceau de représentations s'il est aussi un lieu d'affrontements et d'enjeux politiques. Ce livre est un essai d'inventaire de ces représentations et de ces sensibilités. Tentative de reconstruction d'un imaginaire : les géographies réelles et symboliques du Parti dans Paris, la vie quotidienne des communistes dans Paris, différente par les signes, les codes, selon qu'il s'agissait des jeunes, des femmes, des étrangers ou des gens du monde. La période (1944-1964), de la Libération à la mort de Maurice Thorez, est l'âge d'or des communistes dans Paris, avec le début d'un déclin d'abord insensible et doux, au milieu des années cinquante. La rénovation urbaine, la société de consommation et de loisirs écartent progressivement le Parti de Paris, ne laissant subsister que la rhétorique et les métaphores d'une ville associée pour un temps encore à la Révolution et au Peuple. Plus pour longtemps. Le communisme dans Paris, c'est le temps perdu, sans le temps retrouvé.

Seysssel, Champ Vallon, Epoques, collection d'histoire, avril 1991, 211 p.

L'espace fragmenté

Éléments pour une analyse sociologique de la territorialité

Bernard Poche

Une histoire de la sociologie française fait apparaître le souci permanent d'écartier les questions liées à l'espace et au monde physique, dans le but de ne donner que des concepts généraux transposables à toutes les situations. La discipline en est arrivée ainsi à une certaine sclérose paradigmatique, résultat de son refus d'analyser de l'intérieur la réalité sociale. La prise en compte du paradigme de la représentation, dérivé des sociologies de l'interaction et des langages symboliques, permet de situer les unes par rapport aux autres quatre « positions » : l'individu, le groupe, le monde matériel et les formes expressives. L'espace en particulier se trouve à leur entrecroisement ; la sociologie de l'espace apparaît alors comme une des variétés de la sociologie de la connaissance.

Paris, L'Harmattan, juin 1996, 275 p.

L'Ardèche et la Drôme

Activités, territoires et politique

Henri Guibourdenche, Jean Marcou (Eds)

S'intégrer dans la dynamique de la société contemporaine sans être marginalisés ni perdre leur identité est la question cruciale posée aux départements de l'Ardèche et de la Drôme à l'approche du XXI^e siècle. Cet ouvrage tend à y répondre en étudiant d'abord les hommes, les équipements et les activités, c'est-à-dire les forces qui ont intérêt à s'épauler entre elles, d'un département à l'autre ; puis les territoires ou bassins sur lesquels les hommes tissent divers réseaux de relations dont l'efficacité suppose une coopération intercommunale et interdépartementale, qui est aussi en rapport avec les comportements électoraux et les pratiques administratives des deux départements.

Paris, La Documentation Française, Les études de La Documentation Française, Série société, juin 1997, 243 p.

Le monde bessanais

Société et représentation

Bernard Poche

Le monde bessanais résulte de l'élaboration, par les habitants de cette commune de haute montagne, d'un discours autonome qui dit leur histoire, construit leurs mythes, produit le compte rendu de leur mode de vie et de leur relation au monde extérieur. Une enquête s'étendant sur dix ans a permis de rétablir les définitions de situation successives correspondant à la première moitié du XX^e siècle, en particulier grâce à l'utilisation de la langue locale. Elle conduit à proposer une théorie de la société locale auto-référentielle basée sur la mise en œuvre d'un langage propre et sur l'établissement d'une position permanente de parité avec le contexte social qui l'entoure.

Paris, CNRS Editions, Sociologie, février 1999, 370 p.

Les identités en débat : intégration ou multiculturalisme ?

Hélène Greven-Borde, Jean Tournon (Eds)

Au-delà d'une indispensable réflexion sur la notion de culture, le présent volume pluridisciplinaire, issu d'une rencontre internationale, se propose d'éclairer diversement la problématique des identités collectives et du sentiment d'appartenance : situation d'intégration ou d'extériorité vécues au niveau individuel et par le groupe culturel ; approches inspirées en France et dans l'ex-bloc communiste par la culture de l'État-nation ; enfin regards sur quelques sociétés pluralistes de forte immigration : le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, où se définit et se développe la cohabitation de communautés ethniques et culturelles. En quatre parties : Culture et Groupe – Quêtes d'identité – Multiculturalisme : principes et difficultés – Médiation culturelles.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, septembre 2000, 362 p.

Les deux Paris

Les représentations de Paris dans la seconde moitié du XIX^e siècle

Jean-Pierre A. Bernard

Il ne s'agit pas ici d'une histoire de Paris au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle mais d'un parcours forcément buissonnier et lacunaire à travers les représentations de Paris. Représentations de Paris, telles que les exposent la chronique, l'article de Paris (un genre), clichés répétés à satiété, écume de la littérature (infinie) sur Paris, de Paris, produite par des chroniqueurs, écrivains mineurs, oubliés, qui à leur façon alimentent cette source intarissable, ce fleuve, cet océan, ce verre d'eau (les images reviennent) qu'est l'écriture de Paris. C'est ainsi que s'est constitué ce qu'on a pu appeler le mythe de Paris dont l'origine se trouve bien au XIX^e siècle dans la littérature. Mythe d'un Paris toujours un dans son essence : ça c'est Paris, mais aussi toujours divisé en deux. Il y a deux Paris, comme il y a deux corps de Paris, un corps matériel et un corps spirituel, symbolique, un corps mortel comme un corps immortel. Paris est un, unique, Paris se divise aussi en deux. Il y a deux Paris dans l'ordre de la représentation : Paris du jour et Paris de la nuit, Paris de l'opulence et Paris de la misère, Paris du capital et Paris de la révolution. Paris du dessus et Paris du dessous, Paris masculin et Paris féminin, Paris des vivants et Paris des morts... Écrire, dire ce qu'est Paris, avec parfois la passion de la liste, de l'inventaire, c'est aussi une façon de dire, d'écrire ce qu'il n'est pas : la province, Berlin, New York, Londres surtout. Un fragment, un rien de l'écriture de Paris renvoient à Paris comme tout, et Paris en tant que totalité peut déjà se lire dans le fragment ou le rien. Dire, écrire l'essence de Paris, sa quintessence, c'est aussi en dire, en écrire les existences dans Paris, celles des individus éphémères et celles, plus durables, stylisées en types, en physiologies. Écrire sur Paris, c'est écrire sur le temps à Paris.

Seysssel, Champ Vallon, Epoques, collection d'histoire, février 2001, 297 p.

Être jeune en Isère (1939-1945)

Jean-William Dereymez (Ed), préface de Pierre Giolitto

En tant que tel, le phénomène de la jeunesse a généré une abondante littérature, tant sociologique, qu'historique ou romanesque. Pourtant, malgré cette pléthore, certains aspects de l'histoire du groupe que constituent les jeunes demeurent encore peu connus. Cet ouvrage, de concert avec le volume *Être jeune en France, 1939-1945*, paru conjointement, se consacre à les sortir de l'ombre où les a confinés l'histoire. L'étude des jeunes durant la Seconde Guerre mondiale, tout particulièrement dans ce

département de l'Isère qui constitua l'un des grands théâtres d'affrontements de l'Occupation, permet à travers recherches et témoignages, de se poser la question de l'unicité ou non d'une « génération de la guerre ». Malgré la diversité des origines, des parcours, des engagements, au-delà des sollicitations extérieures, tant de la part de l'État français que de celle des mouvements collaborationnistes ou des organisations de Résistance, n'exista-t-il pas une communauté de situation, donc de destin ? Les témoignages, tous inédits, notamment ceux de Marc Ferro, directeur d'études à l'École des Hautes Études et de Jean Leclant, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, ainsi que les études historiques fouillées qui figurent dans ce volume, permettent de mieux comprendre ce que fut la vie difficile, dangereuse, exaltante des moins de vingt-cinq ans entre 1939 et 1945.

Paris, L'Harmattan, Mémoires du XX^e siècle, avril 2001, 200 p.

Être jeune en France (1939-1945)

Jean-William Dereymez (Ed), préface de François Bedarida

En tant que tel, le phénomène de la jeunesse a généré une abondante littérature, tant sociologique, qu'historique ou romanesque. Pourtant, malgré cette pléthore, certains aspects de l'histoire du groupe que constituent les jeunes demeurent encore peu connus. Cet ouvrage, de concert avec le volume *Être jeune en Isère, 1939-1945*, paru conjointement, se consacre à les sortir de l'ombre où les a confinés l'histoire. L'étude des jeunes durant la Seconde Guerre mondiale permet, à travers recherches et témoignages, de se poser la question de l'unicité ou non d'une « génération de la guerre ». Malgré la diversité des sollicitations extérieures, tant de la part de l'État français que de celle des mouvements collaborationnistes ou des organisations de Résistance, n'exista-t-il pas une communauté de situation, donc de destin ? Les témoignages, tous inédits, ainsi que les études historiques fouillées qui figurent dans ce volume, permettent de mieux comprendre ce que fut la vie difficile, dangereuse, exaltante des moins de vingt-cinq ans entre 1939 et 1945.

Paris, L'Harmattan, Mémoires du XX^e siècle, avril 2001, 352 p.

Le patrimoine saisi par les associations

Hervé Glevarec, Guy Saez

Le goût pour le patrimoine est une véritable passion française. Loin d'être réductible à une politique d'État, il s'exprime quotidiennement, en tous lieux, et mobilise des amateurs qui en font l'objet de leur vie associative. Que font ces associations quand elles se saisissent du patrimoine ? En réalité, l'investissement autour du patrimoine est polymorphe, et la pluralité des usages sociaux est à la mesure de l'élargissement, sans limites perceptibles, de la notion. A la fois cadre de la mémoire, catégorie historique et esthétique, bien commun du groupe local, emblème territorial, dimension de l'action collective, le patrimoine est l'instrument d'un réaménagement de l'ordre du monde. A travers une enquête sur trois départements, cette recherche met à jour les ressorts sociologiques de l'intérêt patrimonial comme activité d'amateurs, dont l'investissement obéit autant au plaisir de faire qu'à la dette contractée envers les ancêtres et au devoir de transmission auprès des jeunes. Devant la fuite du temps, l'oubli, la disparition d'un monde ancien, le regard reste néanmoins lucide : à rebours du passéisme, il motive une dynamique sociale plus que jamais consciente d'avoir à réinventer chaque jour, inlassablement, sa mémoire et son territoire.

Paris, La Documentation Française, ministère de la Culture et de la communication, Questions de Culture, 2002, 412 p.

Un air de famille

Jacques Barou, Jean-Claude Duclos (Eds)

Les quartiers, ces fragments de ville à dimension humaine, où les habitants ont plus qu'ailleurs la sensation d'être chez eux, sont des lieux imprégnés de mémoire. Souvenirs et sensations les rendent familiers à ceux qui les habitent – citadins de diverses conditions et origines, qui s'y sont succédés pendant des générations pour y travailler, y flâner, y vivre – mais aussi parfois à ceux qui les traversent et qui ont l'étrange impression d'être en terrain connu. A travers le regard d'ethnologues et de photographes, cet ouvrage s'attache à décrire et à mettre en parallèles deux quartiers de deux villes européennes, Berriat à Grenoble et Terézváros à Budapest. Il prolonge l'exposition *Un air de famille* présentée au Musée dauphinois d'octobre 2003 à mars 2004.

Seyssinet, Editions Libris, octobre 2003, 118 p.

Le goût de Paris

Jean-Pierre A. Bernard

Choix de textes littéraires (XV^e - XXI^e siècles) à propos de Paris, regroupés en trois volumes : *Le Mythe*, *Le Temps*, *L'Espace*.

Paris, Le Mercure de France, octobre 2004, à paraître.

Ethnicité et politique

Jean Tournon, Ramon Maiz (Eds)

À travers des études d'élections (notamment les présidentielles françaises de 2002), de partis politiques (notamment israéliens), de mobilisations des appartenances ou des minorisations, l'on s'efforce de montrer à la fois les racines et les effets de la conscience ethnique dans des contextes extrêmement différents et son implication variable dans la vie politique, en particulier par rapport au nationalisme des États ou de l'idéal civique.

Paris, L'Harmattan, *Racisme et Eugénisme*, 2004, à paraître.

3 →

Représentation politique

Les sondages et les urnes, à différentes échelles, en France et en Europe. Études électorales, approches de l'influence des élections sur la vie politique, analyses de l'opinion politique, débats scientifiques sur les modalités anciennes et nouvelles de la représentation.

Les sondages peuvent-ils se tromper ?

Frédéric Bon, Michel Antoine Burnier, Nonna Mayer

Mai 1974. Pour la troisième fois de leur histoire les Français élisent leur président au suffrage universel. Un mois avant le scrutin, la Sofres voit Giscard d'Estaing devancer légèrement Chaban-delmas au premier tour. L'Ifop au contraire, donne Giscard battu. Les oracles sont en désaccord. Qu'est-ce à dire ? Les sondages peuvent donc se tromper. Oui, cela arrive. Pour leur avoir fait confiance en 1970, le britannique Wilson a perdu le pouvoir. Et, en 1965, en France lorsque les instituts ont lâché leur incroyable « prédiction » – de Gaulle, l'invulnérable de Gaulle allait être mis en ballottage ! – personne ou presque n'a remarqué que l'évaluation des chances respectives des deux autres candidats, Mitterrand et Lecanuet, était fautive, complètement fautive. Si les sondages se trompent, ils peuvent nous tromper. C'est très dangereux. Mais s'ils ont raison, et ils ont raison dans la plupart des cas, ne sont-ils pas plus dangereux encore ? N'influencent-ils pas nos comportements dans l'isolement ? Et si une cuillerée de potage suffit pour connaître la saveur d'une marmite entière, est-il bien nécessaire de continuer à organiser à grands frais des élections générales. Faut-il brûler les sondages ? Faut-il en réserver les résultats à un petit groupe d'initiés appartenant à la classe politique ? Toutes ces questions ont été posées aux États-Unis bien avant de l'être en France. Elles ont trouvé des réponses que l'auteur, spécialiste de sociologie politique, animateur de soirées électorales de la télévision, livre dans cet ouvrage après avoir démontré la mécanique un peu mystérieuse des sondages, des estimations et des « fourchettes ». Alors ? Science ou magie ? Science, répond Frédéric Bon. Science indispensable à la connaissance de notre société mais science, il est vrai, encore balbutiante.

Paris, Calmann-Levy, Questions d'actualité, 1974, 215 p.

Les élections en France

Histoire et sociologie

Frédéric Bon

Les élections, on en parle, beaucoup, et on les connaît très mal. Une consultation au suffrage universel fait intervenir les traditions historiques, les structures sociales, la logique propre au système politique et les propriétés des modes de scrutin. Ce livre présente, sous une forme synthétique, une histoire du suffrage universel en France depuis 1848 ; une description critique des divers modes de scrutin et de leurs propriétés ; une analyse des grandes forces électorales en France et de leur évolution dans la Cinquième République. On trouvera en annexe des données globales sur les principales consultations depuis 1936 et des statistiques détaillées, par circonscription, de scrutins récents, permettant d'analyser, au soir de chaque élection, les évolutions et les changements.

Paris, Seuil, 1978, 237 p.

La représentation

François d'Arcy (Ed)

Ouvrage réalisé à partir des travaux de la Table Ronde n° 1: Modalités anciennes et nouvelles de la représentation, Deuxième Congrès National de l'Association Française de Science Politique, Grenoble, 25-28 janvier 1984. Elire librement les gouvernements, est-ce la pierre de touche de la démocratie ? Concevons en tout cas que le lien de représentation qui s'établit entre gouvernants et gouvernés reste des plus mystérieux. Et tout d'abord parce que le mot même de représentation, par la multiplicité de ses significations et de ses usages, décourage l'analyse. Une réflexion de science politique sur la représentation ne peut cependant se limiter à repérer des dogmes du gouvernement représentatif. Il faut réexaminer le concept sous ses différentes approches philosophiques, juridiques et sociologiques pour comprendre comment les institutions politiques, mais aussi les entreprises, les associations fonctionnent «à la représentation». Et du même coup mesurer la portée de la crise de la représentation dénoncée dans ces institutions.

Paris, *Economica, Politique Comparée*, juin 1985, 250 p.

Que le meilleur perde Eloge de la défaite en politique

Frédéric Bon, Michel Antoine Burnier

Si aujourd'hui, en 1986, de nombreux citoyens ne comprennent plus rien aux jeux électoraux et au comportement des gouvernants, c'est qu'ils sont victimes d'une étrange illusion. Considérant l'agitation qui s'empare de la classe politique à l'approche d'un scrutin, ils en ont trop rapidement conclu que le projet majeur de nos dirigeants était d'accéder au pouvoir, ou de s'y maintenir, et le propos cardinal des différents partis de gagner les élections. Et pourtant, une observation attentive de la réalité prouve qu'il s'agit exactement de l'inverse. L'objectif profond des hommes politiques, ce n'est pas la victoire, c'est la défaite.

2^e éd., Paris, Balland, mai 1986, 222 p.

1^e éd., décembre 1985, 194 p.

Régions : le baptême des urnes

Pascal Perrineau (Ed)

En 1986, la région connaissait le baptême des urnes. 115 ans après les élus départementaux, 102 ans après les élus municipaux, les conseillers régionaux étaient élus au suffrage universel direct. A l'initiative de l'Observatoire Interrégional du Politique et de l'Association Française de Science Politique, un colloque sur les premières élections au suffrage universel direct s'est tenu, à Paris, les 5 et 6 mai 1986. L'ouvrage « Régions : le baptême des urnes » a été réalisé à partir des travaux de ce colloque pour lequel Pascal Perrineau était rapporteur général. Cinq thèmes essentiels y sont abordés : la consécration démocratique de la région ; les candidatures ; la campagne ; les résultats ; les nouvelles majorités régionales.

Paris, Editions Pedone, Série Vie Locale, février 1987, 254 p.

Les cadres du RPR

Pierre Bréchon, Jacques Derville, Patrick Lecomte

Fondé sur l'exploitation d'une enquête auprès des délégués aux Assises RPR de novembre 1984, cet ouvrage définit et analyse les attributs caractéristiques des cadres et militants qui assurent le fonctionnement de l'organisation chiraquienne. Il répond à trois questions principales : dans quels milieux sociaux, professionnels et culturels se recrutent-ils ? Comment et pourquoi se sont-ils engagés dans l'action politique et dans le militantisme de parti ? Quelles sont leurs attitudes politiques, leurs références idéologiques et leurs rapports au « patrimoine historique » du gaullisme ?

Paris, Economica, La Vie Politique, mai 1987, 205 p.

La France qui vote

Frédéric Bon, Jean-Paul Cheylan

Droite contre gauche, cinq « grands courants » et quelques petits, bulletins nuls et blancs, abstentions et non-inscrits : tout un monde de signes est ici déchiffré par la carte, qui est loin d'être innocente, et qui parle. L'analyse géographique révèle des liens souvent indécelables autrement entre attitudes politiques, clivages sociaux, différences économiques et cultures régionales. D'un esprit neuf par sa conception et ses méthodes, ce livre apporte des éclairages inattendus sur les deux gaullismes, les avatars du vote socialiste, l'implosion du vote communiste, les recompositions de la droite traditionnelle et la réalité de l'extrême droite, en nous découvrant les respirations mêlées de cinq France électorales.

Paris, Hachette, Pluriel, octobre 1988, 464 p.

La France aux urnes Cinquante ans d'histoire électorale

Pierre Bréchon

Les partis politiques, dans leur diversité, expriment les clivages et les conflits inhérents à toute vie collective. A travers leurs programmes et par le moyen du suffrage universel, ils offrent aux citoyens la possibilité de décider des orientations qui conditionneront la vie de tous et de choisir les hommes chargés de les mettre en œuvre. Ils sont contemporains du développement des systèmes démocratiques dans lesquels les batailles électorales ont pris le pas sur les révolutions violentes et où progressivement le langage des urnes a remplacé celui des armes. Cet ouvrage offre une histoire électorale des grandes familles politiques françaises depuis 1945 ; utilisant les outils de la géographie électorale et de la sociologie politique, il met en lumière leurs permanences et leurs évolutions. Il permet aussi de comprendre les liens entre une conjoncture politique, une stratégie partisane et un résultat électoral qui enregistre l'état de l'opinion publique.

Paris, La Documentation Française, Les études de La Documentation Française, Notes et Etudes documentaires, 4966, février 1993, 168 p.

La France présidentielle.

L'influence du suffrage universel sur la vie politique

Nicolas Wahl, Jean-Louis Quermonne (Eds)

1995 marquera, à la fois, le trentième anniversaire de la première élection du président de la République au suffrage universel et la sixième expérience de ce mode de scrutin. Œuvre commune d'universitaires américains et français, ce livre traite de l'impact de ce genre d'investiture sur la vie politique française. Il examine le déroulement de la campagne électorale, de la sélection des candidatures à la proclamation des résultats. Il cherche à évaluer la puissance politique que cette source de légitimité confère au chef de l'État, lorsque la majorité présidentielle se trouve confortée par la majorité parlementaire. Au-delà de cet effet immédiat, La France présidentielle essaie de mesurer les conséquences de ce type d'élection sur la société politique. Tout semble lui être subordonné : de la bipolarisation du système de partis à l'élaboration des politiques publiques, sans négliger l'effet de mimétisme perceptible au niveau des communes, des départements et des régions. La dimension comparative permet de relativiser la singularité du phénomène en l'étudiant par référence à la pratique américaine et à la pratique britannique.

Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, février 1995, 278 p.

L'Allemagne de Gerhard Schröder

Sylvie Lemasson (Ed)

Les élections législatives du 27 septembre 1998 ont marqué une césure politique, en mettant fin à seize ans de gouvernement Kohl. Le SPD, sous le mot d'ordre du « nouveau centre », revient au pouvoir, allié aux verts, qui participent pour la première fois au gouvernement fédéral. En termes de politique étrangère, l'Allemagne assume les responsabilités que son rang international lui confère : elle fait moins preuve de retenue dans la défense de ses intérêts et n'hésite pas à intervenir aux côtés de ses alliés au Kosovo. Sur le plan économique, la nouvelle majorité dispose d'une marge de manœuvre plus restreinte, car son engagement social se heurte à sa conception théorique libérale. La démission du ministre des finances, Oskar Lafontaine, partisan d'une politique keynésienne, illustre ces contradictions. A la fin de 1999, l'intervention du chancelier pour sauver de la faillite un groupe de BTP sera interprétée comme un inflexion à gauche, qui lui vaudra un regain de popularité dans son parti. Cette période est aussi marquée par le scandale des caisses noires de la CDU, qui clôt définitivement l'ère Kohl. Le chancelier tire indirectement avantage de cette situation au terme d'une année où les élections régionales lui avaient été défavorables. Ce dossier publie le texte intégral du « manifeste Blair-Schröder » sur le « nouveau centre » et la « troisième voie ».

Paris, La Documentation Française, Problèmes politiques et sociaux, 837, 14 avril 2000, 92 p.

L'implantation du socialisme en France au XX^e siècle

Partis, Réseaux, Mobilisation

Jacques Girault (Ed), Jean-William Dereymez, Frank Georgi, Denis Lefebvre, Frédéric Sawicki, et Danielle Tartakowski

Il s'agit des Actes de la Journée d'Études du CRESC (Centre de Recherches sur l'Espace, les Sociétés et les Cultures) - Université Paris 13, Villetaneuse, 20 mai 1999. Pour l'implantation du socialisme, aucun échange d'expériences à partir de cette problématique n'avait été tenté. Historiens et spécialistes de science politique confrontent, dans cet ouvrage, leurs hypothèses, leurs méthodes et leurs résultats. Le spécialiste du socialisme européen, Donald Sassoon de l'Université de Londres, tire les conclusions de cette journée d'études à caractère pluridisciplinaire. En ne séparant pas les organisations partisans de leur contexte social et culturel, une histoire sociale apparaît avec l'examen de la mobilisation des électeurs, des relations avec les organisations syndicales, mutualistes, coopératives ou associatives, des politiques municipales entre autres. Le triptyque, partis, réseaux, mobilisation, caractérise les interrogations regroupées en quatre thèmes, les lieux, les élus, les mobilisations, les discours.

Paris, Publications de la Sorbonne, mai 2001, 369 p.

Les partis politiques

Quelles perspectives ?

Dominique Andolfatto, Fabienne Greffet, Olivier Laurent (Eds)

Objet classique de la science politique, les partis politiques ont été quelque peu délaissés par la recherche depuis une vingtaine d'années. Ce désintérêt relatif est indissociable d'une recomposition des formes d'engagement et de participation politique, du déclin de la visibilité des idéologies et d'une certaine crise des modes de la représentation collective. Pourtant, les partis politiques ne sont pas morts. Si la vision idéal-typique du parti de masse a été malmenée ces dernières années, les partis inventent ou découvrent de nouvelles pratiques et tentent de s'adapter à une société de gouvernance multi-niveaux. Ce livre propose de les questionner sous différentes perspectives : cadres d'analyse confrontés aux réalités contemporaines, fragmentation et individualisation des organisations, brouillage et construction des identités, contraintes juridiques pesant sur les partis. Il fait le pari d'un état des lieux, empirique et théorique, volontairement pluraliste, et interroge de nombreux sujets, parmi lesquels : l'invention d'une social-démocratie à la française, les restructurations du néo-gaullisme, la mouvance chevènementiste, la place des adhérents dans les partis, l'audience des « alternatifs », la parité, faire la politique sur internet, pourquoi l'extrême droite gouverne en Autriche...

Paris, L'Harmattan, novembre 2001, 267 p.

L'alternance au pouvoir

Jean-Louis Quermonne

Apparue au XIX^e siècle en Grande-Bretagne, l'alternance au pouvoir a d'abord été liée au bipartisme. Elle s'étend désormais en Europe continentale et aux États-Unis en corrélation avec la bipolarisation des forces politiques. Après en avoir analysé la nature, les conditions d'exercice et sa relation avec la légitimité démocratique, l'ouvrage examine ses différentes modalités : au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Allemagne. Et dans une dernière partie, il traite de l'alternance au pouvoir en France, en particulier sous la Cinquième République où, sous forme présidentielle ou parlementaire, elle est survenue sept fois depuis 1981.

Paris, Montchrestien, Clefs, avril 2003, 155 p.
éd. précédente 1995, PUF, Que sais-je ?, 128 p.

4 →

Syndicalisme

Les syndicats de salariés en France : examen clinique des organisations et bilan de santé du syndicalisme. Des monographies et des fresques historiques, incluant aussi des travaux sur le syndicalisme étudiant. Des regards croisés sur la réactivité des syndicats et des syndiqués face aux grands changements socioéconomiques et aux événements politiques.

La fin des syndicats ?

Dominique Labbé, Maurice Croizat

Depuis 1945, il n'y a jamais eu aussi peu de syndiqués en France. A partir d'une enquête auprès des anciens syndiqués de la CFDT, les auteurs décrivent la crise très grave que traversent tous les syndicats français. Jusqu'à la fin des années 1970, les militants tissaient un réseau informel et créaient sur le lieu de travail une ambiance propice à la syndicalisation. Aucune nouvelle génération militante n'est venue relayer ces syndicalistes lorsqu'ils ont abandonné leur action. Il reste quelques professionnels du syndicalisme mais, du fait de l'institutionnalisation de leurs fonctions, ils ont déserté les bureaux et les usines. Leur division et leurs engagements partisans les discréditent aux yeux de nombreux salariés. Faute d'une base militante suffisante, le « syndicalisme d'électeurs » semble à son tour condamné. En conclusion, les auteurs doutent que les syndicats puissent trouver leur salut dans une professionnalisation accrue.

Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, 1992, 236 p.

La CFDT. Organisation et audience depuis 1945

Antoine Bevort, Dominique Labbé

A l'aide d'un matériau largement inédit, ce livre tente de répondre à cinq questions. Comment la CFDT est-elle organisée ? L'organisation interne, ses principes et son évolution sont présentés de manière détaillée. Qui sont ses dirigeants et ses militants ? Les générations successives de dirigeants ainsi que la sociologie des militants sont décrites. Comment la CFDT est-elle financée ? Ses finances et ses budgets révèlent un système centralisé et uniformisé où les ressources annexes jouent un rôle croissant. Combien a-t-elle d'adhérents et qui sont-ils ? Les effectifs depuis 1945 sont analysés dans le détail. Enfin : qui vote pour elle ? Le livre décrit l'électorat de la CFDT et le compare avec celui des autres organisations. En conclusion, l'ouvrage analyse les facteurs de la syndicalisation en France et explique pourquoi ce pays devient un désert syndical.

Paris, La Documentation Française, Document Travail-Emploi, nouvelle série, juillet 1992, 260 p.

Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie

Jean-Yves Sabot

En 1956, *Le Figaro* baptisait l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF), « grand syndicat unique de la classe étudiante ». L'apogée est daté ; il conserve cependant un intérêt pour l'étude de la génération de la guerre d'Algérie. Le syndicalisme étudiant représenté par l'UNEF n'est pas propre à cette génération. Au contraire, il acquerra tout son prestige quand celle-ci aura passé la main. Par contre, son hégémonie à l'Université, son inspiration idéologique, son rôle, son fonctionnement, le contexte politique lui confèrent une identité, qu'il ne possède pas entièrement avant le conflit, qu'il perd partiellement avec lui. Cette « existence » éphémère se pose comme le vecteur d'une formation particulière, originale et sans égal dans l'histoire de

l'UNEF : sous son impulsion, une génération entre en politique et, dans son cadre très strict, une future élite se forme au métier politique et à la gestion des affaires publiques. L'auteur entreprend de cerner les modalités de socialisation syndicale d'une génération étudiante en période de guerre coloniale à partir d'exemple de deux associations locales (Associations Générales d'Etudiants) de l'UNEF, Grenoble et Dijon ; il vérifie également la pérennité d'un modèle d'apprentissage du politique à travers la trajectoire individuelle des dirigeants locaux et nationaux : sur la base d'un certain nombre d'histoires de vie, une relation est établie entre l'exercice de responsabilités dans le cadre des AGE et les vocations politiques ou administratives qui se sont épanouies quelques années plus tard.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, avril 1995, 276 p.

Syndicats et syndiqués en France depuis 1945

Dominique Labbé

Combien de syndiqués en France ? Pas plus de 2,1 millions, soit un salarié sur dix. Il y a 25 ans, ils étaient 4 millions, soit plus du quart des salariés de l'époque. En une génération, la France a connu une sorte de révolution silencieuse : la quasi-disparition du syndicalisme des lieux de travail. Cet ouvrage le démontre en répondant à quelques grandes questions. Comment ont évolué les effectifs des différentes organisations ? Quels étaient les bastions et les points faibles du syndicalisme ? Quels services les syndicats rendaient-ils à leurs adhérents ? Comment sont-ils organisés et qui choisit les membres dirigeants ? Pourquoi ont-ils perdu tant de membres ? Certes les temps ont changé et sont aujourd'hui moins favorables au syndicalisme mais cet ouvrage démontre que la principale explication de l'effondrement réside dans les moyens que la loi, les administrations et les grandes firmes mettent à disposition des syndicats. Grâce à ces moyens, les dirigeants et les militants ont pu donner libre cours à leurs divisions et aux jeux partisans tout en ignorant les changements de l'économie et de la société françaises et en se désintéressant des adhérents et des salariés.

Paris, L'Harmattan, Logiques politiques, décembre 1996, 164 p.

La CGT. Organisation et audience depuis 1945

Dominique Andolfatto, Dominique Labbé

Le second demi-siècle de la CGT est décrit à partir de documents originaux et de témoignages inédits. La première partie présente l'organisation d'ensemble : les principes généraux, les cellules de base, les unions locales et départementales, les fédérations. La seconde partie décrit le gouvernement de la confédération : l'organisation de la direction, les services de la confédération, le personnel dirigeant. La troisième partie analyse l'audience aux élections professionnelles, sociales et prud'homales, les effectifs syndiqués ventilés par régions et par branches. La CGT est frappée d'un déclin continu depuis plus de vingt ans. Parmi les causes de ce déclin, deux sont propres à la CGT : la ligne sectaire suivie depuis 1978 et la chute du communisme. Au-delà, la CGT est atteinte par la crise du modèle syndical français.

Paris, La Découverte, Recherches, novembre 1997, 303 p.

Un demi-siècle de syndicalisme en France et dans l'Est

Dominique Andolfatto, Dominique Labbé (Eds)

Actes de la journée d'études du 15 mai 1997 à Nancy. Les études sur le syndicalisme mettent au premier plan de nouveaux objets : les conséquences de la crise industrielle, l'audience et l'implantation des organisations (notamment l'apparition de l'extrême-droite), le fonctionnement interne, la sélection des dirigeants, la négociation, la gestion des œuvres sociales, la communication...

Nancy, Presses Universitaires de Nancy, Droit, Politique, Société, 1998, 191 p.

La fin de l'Homme du fer

Syndicalisme et crise de la sidérurgie

Gilles Nezosi

Chaque profession a ses lieux, ses représentants et ses symboles. Les sidérurgistes, comme les mineurs ou les métallos, n'échappent pas à la règle. Longwy (Meurthe-et-Moselle) est ainsi connue pour être l'un de ces bastions ouvriers. Frappée par les plans Barre et Fabius de restructuration de la sidérurgie, la ville fait la une de l'actualité sociale en 1978 et en 1984. A deux reprises, Longwy et sa population sont présentées comme l'incarnation des luttes des sidérurgistes. Longwy la rouge - les journalistes se plaisent ainsi à la présenter - fait alors figure de symbole et d'exemple d'une classe ouvrière attachée à son métier, à ses usines et à sa région. Pourtant, aujourd'hui, quelques années à peine après la dernière mobilisation, ces périodes semblent déjà appartenir au passé. Des usines, il ne reste que quelques vestiges disséminés au milieu de friches industrielles que l'on essaie, vaille que vaille, de combler. Le renversement des perspectives longwiciennes est, à l'image de son paysage, radical. Il interroge cependant sur la validité même de la présentation du bassin et, à terme, sur la puissance réelle ou supposée de sa classe ouvrière sidérurgique... C'est autour de ces questions que s'est centré ce livre. A travers l'étude de sa principale organisation syndicale, la CGT, on dressera un portrait de cette classe ouvrière sidérurgique. La mise à jour des faiblesses anciennes de l'Homme du fer permettra de substituer à l'analyse dynamique du groupe une analyse en terme de déclin.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, juin 1999, 303 p.

La crise du paritarisme

Gilles Nezosi (Ed), Dominique Labbé

Le paritarisme désigne la gestion commune de certains organismes sociaux (sécurité sociale, assurance chômage, retraites complémentaires, etc) par les syndicats de salariés et les organisations patronales. En décidant de mettre un terme, au plus tard le 31 décembre 2000, à sa participation à l'ensemble des organismes paritaires de protection sociale tels qu'ils fonctionnent actuellement, le Medef entend tout à la fois engager un débat de fond sur les principes de l'État-providence et dénoncer la confusion des responsabilités entre l'État et les partenaires sociaux, qui caractérise, selon lui, l'évolution du paritarisme en France. Pourtant, en dépit de ses limites et d'une histoire ambiguë, le paritarisme a permis d'associer les organisations représentatives des salariés à la définition des politiques sociales depuis la Libération. L'actuelle période de remise à plat du système permet de se pencher sur l'histoire et le mode de fonctionnement original et complexe d'un pan entier de notre protection sociale.

Paris, La Documentation Française, Problèmes politiques et sociaux, 844, septembre 2000, 74 p.

Sociologie des syndicats

Dominique Andolfatto, Dominique Labbé

Développement de la négociation en entreprise, regain des conflits sociaux, gestion et avenir des garanties collectives... Autant de sujets qui mettent les syndicats au premier plan. Pour autant, ces derniers demeurent mal connus et leur rôle semble souvent se réduire à une protestation vaine. Ce livre éclaire leurs fonctions économiques et sociales, avant de décrire le paysage syndical français, issu d'une double tradition et aujourd'hui morcelé à l'extrême. Malgré tout, certaines caractéristiques communes apparaissent lorsque l'on étudie l'univers intérieur des syndicats, leur organisation, les militants, le mode de direction, les budgets... Cette description met en lumière les décalages avec les réalités du travail, mais aussi les limites de l'action, voire les impasses dans lesquelles le syndicalisme à la française semble s'être enfermé. En dépit des évolutions affichées, celui-ci serait-il devenu « l'homme malade de l'Europe sociale » ?

Paris, La Découverte, Repères, 304, novembre 2000, 123 p.

Regards sur la crise du syndicalisme

Dominique Labbé, Stéphane Courtois (Eds)

Le déclin du syndicalisme européen est particulièrement sensible en France, où moins d'un actif sur dix est syndiqué aujourd'hui. Depuis des années, le syndicalisme traverse en effet une grave crise, conséquence de son histoire idéologique et de la déstabilisation du salariat liée aux mutations économiques de ces dernières décennies. En même temps que cette crise entraîne une moindre protection des salariés, elle prive un grand nombre d'entreprises d'un intermédiaire précieux. Outre les défis traditionnels qui se présentent depuis toujours aux syndicats, la concrétisation de l'Europe est source pour eux de nouvelles difficultés, mais sans doute aussi de pistes intéressantes à explorer. De ce point de vue, les années qui viennent seront certainement cruciales pour l'avenir du travail et des relations sociales en France.

Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, octobre 2001, 221 p.

Les syndicats en France

Dominique Andolfatto (Ed)

CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA, SUD... l'offre syndicale proposée aux salariés est particulièrement riche en France. Mais, paradoxalement, leur taux de syndicalisation est l'un des plus faibles des pays industrialisés. Comment expliquer, dès lors, cette forêt de sigles syndicaux ? Qui représentent, plus exactement, les syndicats ? Quelle est leur audience respective ? En tant qu'organisations contribuant à la régulation sociale, à quels grands enjeux contemporains sont-ils confrontés ? Les auteurs répondent à ces interrogations en montrant d'abord que le paysage syndical français se structure autour de deux traditions – issues du mouvement ouvrier et du catholicisme social – autour desquelles gravite toute une constellation d'organisations catégorielles. Puis, ils apprécient les évolutions et les stratégies des diverses organisations avant de brosser un tableau précis des audiences syndicales par catégorie sociale et par grand secteur d'activité. Leur propos se focalise ensuite sur le rôle de médiateur social du syndicalisme à travers les questions de la négociation collective et du paritarisme, l'une et l'autre étant à la recherche d'un souffle nouveau afin de mieux répondre aux défis posés par l'avenir des garanties collectives et, plus largement, par la démocratie sociale. Enfin est étudiée la lente adaptation des syndicats français à l'eupéanisation des relations du travail et au contexte de la mondialisation.

Paris, La Documentation Française, Les études de la documentation française, 5188, avril 2004, 176 p.

5 →

Institutions politiques et administratives

Les appareils d'État des démocraties occidentales, institutions politiques, institutions administratives. De l'ordre et des libertés : Justice constitutionnelle, police, Droits de l'homme. Maintenir la cohésion sociale et politique, favoriser les échanges et la coopération : une obligation politique permanente pour reconnaître la pluralité, donner du sens commun, produire les règles du jeu politique. Enjeu commun aux États et aux collectivités locales.

Le fédéralisme canadien et la question du Québec

Maurice Croisat

Le référendum sur l'avenir politique du Québec est l'aboutissement d'une série de crises qui affectent l'organisation et le fonctionnement du fédéralisme canadien. Depuis plus d'un siècle, l'armature constitutionnelle, les processus d'adaptation des relations fédérales-provinciales, les antagonismes entre le Canada anglais et le Canada français sont des sources de tensions qui n'ont jamais été résorbées. Le recours au référendum bouleverse les traditions canadiennes faites de compromis provisoires et d'évolution coutumière et pose en termes nouveaux la crise du fédéralisme et l'avenir politique du Canada.

Paris, Editions Anthropos, 1979, 397 p.

L'administration dans son Droit

Genèse et mutation du droit administratif français

Paul Allies, Jacqueline Gatti-Montain, Jean-Jacques Gleizal, Danièle Lochak, et al.

Le droit administratif est généralement considéré comme une des branches fondamentales du droit public. Née au XIX^e siècle, cette discipline a fait l'objet d'un grand développement sous l'impulsion de juristes aussi éminents que L. Duguit ou M. Hauriou. Mais, depuis, elle a connu un certain déclin, les juristes positivistes en réduisant les dimensions, la pensant et l'enseignant d'un point de vue technique et descriptif. Dans cet ouvrage, le collectif de droit administratif de l'association Critique du Droit se propose, peut-être de renouer avec la tradition, en tout cas de mettre en valeur les divers aspects de la discipline, que ces derniers soient historiques, idéologiques ou politiques. A cette fin, il commence par analyser la constitution du droit administratif qui, liée à celle de l'État administratif, a vu le jour, en France, en des temps reculés de l'Ancien régime. Puis, il tente une description des mutations du droit de l'administration à propos duquel on parle souvent trop hâtivement de crise. Au total, les auteurs de l'ouvrage se refusent à voir dans le droit administratif un simple droit du contrôle et de la liberté décelant plutôt l'ambivalence d'une matière qui est aussi bien là pour organiser l'action de l'administration que pour protéger les administrés. La perspective de Critique du Droit consiste à replacer le droit dans les sciences sociales. C'est bien aussi l'option de cet ouvrage de droit administratif qui, rédigé par des juristes, n'en ouvre pas moins la voie à une approche interdisciplinaire du juridique.

Paris, Publi-Sud, Critique du droit, 1985, 303 p.

Le désordre policier

Jean-Jacques Gleizal

À une époque dite d'insécurité et où la police occupe le devant de la scène, il importe de renouveler la littérature scientifique sur les institutions du maintien de l'ordre. Les approches utilisées dans cet ouvrage sont historiques, juridiques, sociologiques et de science politique. Pour l'auteur, la police s'est constituée historiquement comme une administration centralisée et bureaucratique. En principe rationnelle, ayant pour but de maintenir l'ordre, l'institution policière se nourrit en réalité du désordre social. L'auteur essaie de répondre à un certain nombre de questions : qui

commande dans la police ? Quelle est la réalité et le sens de la guerre des polices ? La police peut-elle être contrôlée par la justice ? Ses analyses plongent aussi dans la plus brûlante actualité. En effet, depuis 1981, la police défraie la chronique, Mitterrand s'appuie sur les gendarmes contre les policiers. Defferre cherche à mettre au pas les commissaires de police. Mais surtout la gauche entreprend une très vaste politique de modernisation de l'institution. Étrange paradoxe : comment le pouvoir de gauche en arrive à impulser la réforme d'une institution à laquelle il était plutôt hostile et contribue en fin de compte à la renforcer ? Mais derrière les rapports entre la gauche et la police, on perçoit ceux qui existent, de façon plus générale, entre le pouvoir et les forces de l'ordre. Suivant en cela les auteurs anglo-saxons, l'auteur pense que la police n'est pas un quatrième pouvoir même si son contrôle par le pouvoir politique demeure problématique.

Paris, Presses Universitaires de France, octobre 1985, 202 p.

Les mécanismes de régulation sociale

La justice, l'administration, la police

Gérard Boismenu, Jean-Jacques Gleizal (Eds)

À une époque où l'on redéfinit la place de l'État dans nos sociétés, notamment dans le domaine économique, on laisse souvent dans l'ombre les institutions qui lui donnent pourtant sa physionomie concrète. L'objectif de ce livre est de faire le point sur les trois institutions clés que sont les tribunaux, l'administration et la police. Il réunit des études de chercheurs français et québécois qui examinent les transformations qu'ont connues récemment ces institutions dans leurs pays. De la confrontation des résultats de leurs recherches respectives, les auteurs dégagent les tendances actuelles du rôle de l'État dans la régulation sociale. En France comme au Québec, ils relèvent entre autres l'évolution de plus en plus marquée vers une gestion technicienne des rapports sociaux et l'autonomie grandissante de l'administration et de la police dans la mise en œuvre des mécanismes de contrôle social.

Montréal et Lyon, Editions du Boréal, Presses Universitaires de Lyon, avril 1988, 257 p.

L'appareil administratif de l'État

Jean-Louis Quermonne

L'ouvrage porte sur l'analyse comparée des systèmes d'administration publique en France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis. Il comporte trois parties : l'appareil bureaucratique ; l'appareil corporatif ; l'administration en question. L'Administration publique française est confrontée, plus que toute autre, à un sérieux problème de reconversion. Comment gérer une société toujours plus complexe avec un appareil fondé sur la concentration du pouvoir au sommet ? On trouvera dans ce livre une analyse concrète, et délibérément comparatiste de l'appareil bureaucratique et corporatiste de l'État. Mais aussi une réflexion sur les grands défis que celui-ci doit relever et d'abord celui-ci : quelles réformes mettre en œuvre pour éviter que l'administration, prise en tenaille entre l'émergence des collectivités territoriales et la montée en puissance de la communauté européenne, ne soit gravement déstabilisée ?

Paris, Seuil, Points Politique, 1991, 329 p.

Deux versions actualisées publiées en Espagne : Traduit du français en catalan par Joachim Colominas I Ferran, L'organització Administrativa de l'Estat, Barcelone, Escola d'Administración Pública de Catalunya, Estudis, 14, 1993, 282 p. Traduit du français en espagnol par Joachim Colominas I Ferran, La Organización Administrativa del Estado, Barcelone, Escola d'Administración Pública de Catalunya, Estudis, 14, 1995, 290 p.

Le Canada, d'un référendum à l'autre **Les relations politiques entre le Canada et le Québec (1980-1992)**

Maurice Croisat, Franck Petiteville, Jean Tournon

Cet ouvrage analyse les relations entre le Québec et le reste du Canada, à partir des racines historiques et intellectuelles du conflit entre « les deux peuples fondateurs ». Il retrace et explique les péripéties de ces relations lors du référendum québécois du 20 mai 1980, du rapatriement de la Constitution canadienne de 1982, des Accords du Lac Meech et de l'échec de leur ratification en juin 1990, et enfin du référendum canadien du 26 octobre 1992 sur les accords de Charlottetown.

Bordeaux, Association Française d'Etudes Canadiennes, 2, décembre 1992, 136 p.

La police en France

Jean-Jacques Gleizal

Paraissant en même temps que le *Thémis* sur la police, cet ouvrage a pour objectif de synthétiser les connaissances sur la police en France et surtout de situer l'institution policière dans la perspective actuelle du changement de l'administration et de l'État.

Paris, Presses Universitaires de France, *Que sais-je ?*, avril 1993, 127 p.

La police **Le cas des démocraties occidentales**

Jean-Jacques Gleizal, Jacqueline Gatti-Domenach, Claude Journes

L'ouvrage présente l'état des recherches sur la police en France et dans les démocraties occidentales. Il se situe dans une perspective de science politique, mais est aussi historique, sociologique et juridique. Il comprend une importante bibliographie sur le sujet.

Paris, Presses Universitaires de France, *Thémis Droit Public*, avril 1993, 390 p.

Le droit des collectivités locales

Jacqueline Domenach Gatti-Montain

Présentation générale des règles juridiques qui régissent les collectivités locales depuis la réforme de la décentralisation. Analyse des principaux domaines du droit des collectivités locales : statut des élus locaux, compétences des collectivités locales, principes d'organisation, intercommunalité, fonction publique locale, contrôle sur les collectivités territoriales, finances locales.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, *Le Droit en Plus*, mai 1993, 159 p.

Le juge administratif à l'aube du XXI^e siècle

Guy Gardavaud, Henri Oberdorff (Eds)

Faire le point sur l'état de la justice administrative était indispensable en cette fin de siècle. Elle est confrontée à plusieurs défis : le nombre du contentieux et donc le temps, les nouvelles pratiques administratives et leur contentieux, l'intégration européenne. Comment elle s'organise pour répondre à ces nouvelles exigences. Institution spécifique de la justice française, le juge administratif vient de connaître successivement plusieurs réformes importantes aussi bien institutionnelles que procédurales. Après une rétrospective sur les dix dernières années, sont abordées les perspectives d'évolution pour le juge administratif compte-tenu de l'apparition d'un contentieux de masse et ses effets sur le temps juridictionnel, de la demande d'un juge plus administrateur, du développement du partenariat dans l'action publique et le droit. Le juge administratif doit aussi intégrer de plus en plus la jurisprudence des juges constitutionnel et européen. Mesurer les mutations qu'il subit, analyser les nouveaux défis qu'il doit relever à l'aube du XXI^e siècle est la finalité de ce livre et du colloque qui en a permis la réalisation. Cet ouvrage fait ainsi mieux connaître la juridiction administrative, ses juges, sa culture et sa jurisprudence.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Ecole doctorale Droit, Science politique, Relations internationales, novembre 1995, 480 p.

La coopération décentralisée

Les collectivités locales dans la coopération Nord-Sud

Franck Petiteville

Depuis le début des années 1980, un nombre croissant de collectivités locales françaises s'engagent dans la coopération avec leurs homologues des pays en développement. Au terme d'une décennie d'essor du phénomène, la totalité des régions françaises, un tiers des départements, la plupart de nos grandes villes et plus de 200 communes se révèlent ainsi impliqués dans la « coopération décentralisée » en Afrique, en Amérique latine, en Asie. Les villes françaises font ainsi valoir leur expertise en matière d'ingénierie urbaine et de décentralisation auprès des grandes métropoles du tiers-monde. Forts de leur propre expérience du développement local, les régions et les départements français privilégient une coopération économique qui va du transfert de technologie vers les nouveaux pays industriels à la coopération agricole avec l'Afrique subsaharienne. Les communes françaises, quant à elles, multiplient les jumelages avec des communes africaines, et élaborent une coopération intégrée qui n'a plus rien de folklorique. Ce phénomène dit de « coopération décentralisée pour le développement » traduit l'émergence d'une nouvelle forme de coopération Nord-Sud dont il convenait de prendre toute la mesure. Cet ouvrage en livre une analyse pionnière et exhaustive.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, décembre 1995, 281 p.

Institutions et vie culturelles

Jacques Perret, Guy Saez (Eds)

Sous forme de 22 notices l'ouvrage examine le rôle de l'administration centrale de la culture et des services déconcentrés, celui des opérateurs locaux (communes, régions, départements). Il présente également une synthèse sur les domaines de l'action culturelle (archives, musées, bibliothèques, danse, patrimoine) ainsi que sur les aspects économiques et juridiques de la vie culturelle. Il inclut une bibliographie sélective.

Paris, La Documentation Française, Les notices, septembre 1996, 152 p.

Justice constitutionnelle et systèmes politiques

États-Unis, Europe, France

Jean Marcou

Cet ouvrage procède à une analyse de la dynamique qui a vu la justice constitutionnelle s'implanter et s'affirmer dans les systèmes politiques. Cette analyse s'appuie d'abord sur les deux temps forts de cette dynamique, l'apparition de la justice constitutionnelle aux États-Unis puis en Europe, pour isoler ensuite l'étude du cas français qui présente un certain nombre de spécificités intéressantes. Dans de nombreuses régions du monde, cette fin de siècle a été marquée par la revendication de l'État de droit. La justice constitutionnelle, dont la tâche première est de veiller à ce que les lois respectent la Constitution et les droits fondamentaux, apparaît comme l'un des éléments majeurs de ce processus d'encadrement juridique des systèmes politiques. Les Constitutions nées au cours des dernières décennies de l'effondrement de dictatures ou de la fin du monde communiste ont plébiscité le juge constitutionnel sous des formes et des procédures diverses. En France aussi, le succès de la justice constitutionnelle est récent et ne remonte qu'à la Cinquième République. Mais le phénomène n'est pas totalement nouveau pour autant puisqu'il a vu le jour au début du XIX^e siècle aux États-Unis où il est loin d'avoir toujours été un facteur de progrès. En Europe, il a fallu attendre les lendemains de Seconde guerre mondiale pour voir des cours constitutionnelles s'implanter durablement dans un contexte de rationalisation du parlementarisme. Quel est le sens de cette irruption du droit et de la justice dans la politique, phénomène qui touche désormais la plupart des systèmes politiques du monde contemporain ?

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Le Politique en Plus, septembre 1997, 165 p.

Les institutions politiques et administratives de la France

François d'Arcy, Françoise Dreyfus

La première originalité de ce nouveau manuel est de présenter de manière unifiée institutions politiques et institutions administratives. La séparation traditionnellement opérée tient moins à des raisons scientifiques qu'aux aléas des programmes universitaires. Elle ne permet plus de rendre compte de la complexité et du fonctionnement réel des institutions publiques. Les auteurs se sont attachés à comprendre les dynamiques institutionnelles qui traversent cet ensemble composite. La règle de droit n'est jamais énoncée pour elle-même, mais en tant qu'elle s'intègre dans une évolution qui permet d'en comprendre le sens. Dans cette perspective, une place importante est

faite à l'analyse des acteurs sociaux : citoyens, partis politiques et groupes, fonctionnaires. On trouvera également un tableau des juridictions, complément indispensable à la connaissance de nos institutions. La cinquième édition tient compte de l'emprise de l'Union Européenne sur les institutions nationales et des nouvelles perspectives ouvertes dans le champ politique par les alternances répétées. Les transformations en profondeur que connaît notre appareil administratif depuis le début de la décennie amenaient, par ailleurs, à une présentation totalement nouvelle.

5^e éd., Paris, Economica, novembre 1997, 483 p.

1^e éd., 1985, 441 p.

Le fédéralisme dans les démocraties contemporaines

Maurice Croisat

À l'heure des débats sur l'avenir fédéral ou confédéral de l'Union Européenne, l'auteur situe cette question dans l'évolution du fédéralisme en Allemagne, au Canada, aux États-Unis et en Suisse. L'analyse comparative montre que le fédéralisme est un ensemble de processus pacifiques de négociation et de coordination, sur des bases constitutionnelles précises, entre des gouvernements autonomes, pour atteindre des buts communs. Elle souligne également que les équilibres entre unités et diversités, intégration et différenciation des politiques sont toujours variables, et enfin, qu'il est possible, sous certaines conditions, d'associer fédéralisme et nationalisme.

3^e éd., Paris, Montchrestien, Clefs/Politique, octobre 1999, 160 p.

1^e éd., novembre 1992, 158 p.

Traduction espagnole : El Federalismo en las democracias contemporaneas, Barcelone (Espagne), Editorial Hacer (Joseph Ricou) et Fundacio Rafael Campalans, coleccion Federalismo, mars 1995. 180 p.

Les régimes politiques occidentaux

Jean-Louis Quermonne

Le nombre des pays pratiquant la démocratie pluraliste est restreint. Il couvre, notamment, l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord. Le livre essaie, dans un esprit comparatiste, de dégager les principaux traits des régimes politiques occidentaux. Il s'ordonne autour de quatre parties concernant : les processus historiques, les institutions politiques, la société civile et les forces politiques, l'État et l'administration publique. Sont aussi étudiés des phénomènes tels que les crises politiques, l'alternance au pouvoir, la démocratie directe, les modes de gouvernement, les systèmes de partis, la symbolique de l'État. Gouvernement de la majorité dans le respect de la minorité, issu d'élections libres dans l'observance de l'état de droit : tel est le régime démocratique occidental. Cette démocratie a une histoire. Elle est en partie l'œuvre du droit, moins d'un État sur dix la pratique réellement. Et pourtant la plupart d'entre eux s'en prévalent aujourd'hui. Les étudiants trouveront dans cette synthèse pédagogique les connaissances qu'ils cherchent sur les institutions, les données historiques et sociologiques des régimes politiques de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord. Plus ou moins d'État ? La droite et la gauche ont-elles encore un sens ? L'exception française existe-t-elle ?

4^e éd., Paris, Seuil, Points Essais, 290, octobre 2000, 340 p.

1^e éd., 1986, 316 p.

La V^e République, en 4 tomes

Dominique Chagnollaud, Jean-Louis Quermonne

Rédition actualisée et complétée du « Gouvernement de la France sous la Cinquième République » publié à partir de 1980 par Jean-Louis Quermonne aux Editions Dalloz; puis en collaboration chez Dalloz, puis chez Fayard. L'ouvrage se divise en 4 tomes concernant respectivement le régime politique (1), le pouvoir exécutif et l'administration (2), le pouvoir législatif et le système de partis (3), l'État de droit et la justice, assorti de textes et de documents constitutionnels (4). L'ouvrage analyse du point de vue de l'histoire, du droit constitutionnel et de la science politique le régime de la Cinquième République. Il souligne le décalage intervenu depuis ses origines entre la conception gaullienne du pouvoir d'État et l'évolution ultérieure du régime jusqu'à l'établissement du quinquennat.

Paris, Flammarion, Champs, 457, 473, 474, 475, octobre 2000.

Libertés fondamentales et droits de l'homme

Textes français et internationaux

Henri Oberdorff, Jacques Robert

Présentation de tous les textes, déclarations, constitutions, conventions internationales, traités, lois, règlements, décrets nécessaires à la connaissance et à la compréhension des libertés fondamentales et des droits de l'homme. Classement par sources fondamentales (sources nationales et sources internationales : européennes, communautaires ; Nations unies) et par régime juridique des principales libertés publiques. Sont ainsi présentés les textes relatifs aux libertés classiques – notamment liberté individuelle, vie privée, dignité de la personne – mais aussi ceux concernant les libertés plus modernes portant par exemple sur la communication audiovisuelle, ou les progrès médicaux.

5^e éd., Paris, Montchrestien, septembre 2002, 719 p.

1^e éd., 1989, 603 p.

Les institutions administratives

Henri Oberdorff

Analyse des principes généraux de l'administration, l'administration centrale de l'État, l'administration territoriale de la République et la modernisation de l'administration. Présentation de l'appareil administratif et de ses mutations contemporaines. Aujourd'hui l'administration reste confrontée à des questions classiques d'organisation, de coordination ou d'efficacité. Mais elle doit aussi relever de nouveaux défis, comme les nouvelles demandes des usagers, les contraintes économiques et financières ou l'ouverture internationale, plus particulièrement européenne. La réforme de l'État et de l'administration est à l'œuvre. L'auteur fait une étude spécifique des politiques de modernisation, notamment l'introduction des technologies de l'information dans l'administration et l'adaptation de l'administration à l'Union Européenne.

3^e éd., Paris, Armand Colin/Dalloz, Compact Droit, septembre 2002, 283 p.

1^e éd., novembre 1998, 215 p.

Les États à l'épreuve de la sécurité

Jean-Charles Froment, Jean-Jacques Gleizal, Martine Kaluszynski (Eds)

La sécurité est une problématique récente qui relaie celle, traditionnelle, de l'ordre public. Depuis une vingtaine d'années, elle est mise en œuvre dans plusieurs types de politiques : prévention de la délinquance, politique de la ville, sécurité urbaine et aujourd'hui sécurité intérieure. Conçue à l'origine dans un cadre national, elle a peu à peu pris une dimension européenne, voire internationale. Par ailleurs, la sécurité a créé de nombreuses dynamiques. Se présentant comme une offre répondant à une demande sociale, elle a engendré de nouvelles pratiques sociales. Invalidant la rigidité de la séparation entre le public et le privé, obligeant les partenaires publics à redéfinir la relation du national et du local, interrogeant les libertés publiques, elle a entraîné de profonds changements dans les structures administratives et dans les modes de régulation des mécanismes sociaux, judiciaires et policiers. Véritable laboratoire de changement, la sécurité interroge les notions de République et de démocratie. Il est ainsi possible de se demander si elle n'est pas l'un des lieux majeurs où l'État est en train de se recomposer. Enfin, la sécurité fait partie de ces nouveaux objets scientifiques qui font évoluer les sciences sociales.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, CERDAP, avril 2003, 434 p.

Droits de l'homme et libertés fondamentales

Henri Oberdorff

L'ouvrage présente de manière synthétique l'ensemble des sources des droits de l'Homme et des libertés fondamentales ainsi que leur régime politique juridique. Il analyse les différents modes de protection de ces droits et de ces libertés, comme les moyens administratifs et juridictionnels, aussi bien sur le plan national que sur le plan international et européen. Il examine d'abord les libertés physiques : la sûreté personnelle, la liberté d'aller et venir, de droit au respect de la vie privée, la liberté corporelle. Ces libertés sont décrites dans leur aspect classique et dans leurs développements les plus contemporains, comme la liberté individuelle et la société numérique, ou la liberté corporelle et les sciences de la vie. Il étudie ensuite les libertés individuelles : les libertés d'opinion et d'expression, la liberté de l'enseignement et de droit à l'éducation, la liberté du spectacle, la liberté de la presse, la liberté de la communication audiovisuelle, la liberté d'association, les libertés de réunion et de manifestation. Il correspond au programme de l'enseignement de cette discipline dans les Facultés de droit et les instituts d'études politiques. Ce livre a aussi l'ambition de faire découvrir et apprécier les droits de l'Homme et les libertés fondamentales au moment où il semble de bon ton de railler les « droits de l'homnistes » et au moment où les préoccupations de sécurité ont plus d'impact que la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Paris, Armand Colin, Compact, octobre 2003, 314 p.

6 →

Réorganisation des pouvoirs

Répartir les charges et les risques. Reconnaissance de compétences et passage de pouvoirs entre État et collectivités. Redécoupage territoriaux, nouveaux rôles, déplacement du centre de gravité des politiques publiques.

Institution communale et pouvoir politique

Le cas de Roanne

Sylvie Biarez, Claude Bouchet, Guy du Boisberranger, Christian Mingasson, Marie-Christine Monzies, Catherine Pouyet, Pierre Kukawka

Quelles mutations possibles peut-on déceler au niveau des rapports politiques tels qu'ils s'organisent autour des problèmes de gestion urbaine? La situation actuelle paraît marquée par une forte efficacité des structures mises en place pour canaliser et limiter les conflits qui peuvent naître, au niveau local, à partir des différentes tensions liées au développement urbain : rigueur et cohérence des règles qui concourent à ce résultat, capacité des détenteurs du pouvoir central à assurer renouvellement et adaptation de ces règles, consensus général des organisations politiques pour situer effectivement aujourd'hui leur action sur la scène ainsi préparée à leur intention. Pourtant des problèmes anciens demeurent et des tensions nouvelles apparaissent autour de nouveaux enjeux. Si l'urbanisme et la concertation peuvent apparaître à cet égard comme réponse de notre système politique à ces modifications de situation, le problème pour les couches dominées ne se situe-t-il pas au niveau de la mise à jour d'une pratique nouvelle qui évite de disperser leur attention sur des objectifs partiels, électoraux ou non ?

Paris, Mouton, La recherche urbaine, 5, juin 1973, 208 p.

La planification urbaine

L'exemple de Stuttgart

Bruno Jobert

L'ouvrage s'interroge sur l'évolution des organisations de planification urbaine, d'une planification réglementaire de l'usage des sols, vers une planification stratégique. S'appuyant sur l'étude du cas de Stuttgart, il analyse l'impact de ces nouveaux instruments sur l'appareil administratif et démontre comment la planification, pensée comme rationalisation de l'influence politique met en cause le modèle wébérien de la bureaucratie exécutive.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, État et Société, 1977, 143 p.

Droits nouveaux des locataires

René Ballain, Bruno Dhont, Alain Jeantet, al.

Les étapes menant à la reconnaissance des organisations d'usagers : les conseils de résidents (1965), la Commission Delmon (1972), les commissions mixtes HLM-usagers (1975). La nouvelle réglementation des contrats de location. 60 questions-réponses sur la mise en conformité des contrats. Le cadre des conventions collectives de l'habitat. Le règlement des litiges et les règles de procédure.

2^e éd., Paris, Editions Syros, février 1983, 245 p.

1^e éd., 1982, 260 p.

Décentralisation en France et en Espagne

François d'Arcy, Mariano Baena del Alcazar, Blanca Olias de Lima

Étude du processus de réorganisation territoriale ouvert en Espagne par la Constitution de 1978, et en France, par les lois de décentralisation votées après 1981. Au-delà des aspects politiques parfois spectaculaires de ces réformes et de leur mise en œuvre, l'intention des auteurs était de s'attacher surtout aux aspects moins connus, et principalement à la réorganisation de l'appareil administratif. La France et l'Espagne ont entrepris une modernisation et une démocratisation de l'État en bouleversant des structures territoriales solidement établies depuis le siècle dernier et en tentant de mettre fin à l'excessive centralisation de l'administration. La similitude des traditions juridiques et administratives rend la comparaison hautement instructive.

Paris, *Economica*, *Politique Comparée*, juin 1986, 183 p.

Le département en toutes libertés

Essai sur l'avenir du Conseil Général

Didier Migaud, Jean-Jacques Gleizal

Conçu sous la Révolution Française, doté du préfet par l'Empire, le département s'est trouvé au cœur de la réforme de décentralisation conduite par la gauche en 1982. Sous l'impulsion de M. Gaston Defferre, les socialistes ont libéré les départements en supprimant la tutelle sur les collectivités locales et en transférant l'exécutif du préfet au président du conseil général. Quelques années après cette réforme historique, à une époque où la gauche doit reprendre le fil d'une réflexion sur l'État et l'administration, ce livre apporte sa contribution, ne serait-ce qu'en formulant quelques questions : quelle est dans le processus de la réforme administrative, la part respective des évolutions sociétales et de la volonté politique ? Quel est le nouveau rapport qui se dessine en France entre le centre et la périphérie ? Comment concilier dans nos administrations la nécessité de modernisation et l'idéal de la démocratie ?

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, octobre 1988, 94 p.

Le pouvoir local

Sylvie Biarez

Vingt ans d'évolution (1960-80) montrent l'intérêt d'un pouvoir local à la charnière de l'État et de la société. Deux histoires se rencontrent : histoire des idées élaborées par les intellectuels, histoire de l'aménagement des villes, d'agglomérations de régions. C'est de la confrontation des théories et de l'observation sur le terrain que cet ouvrage est né à travers le maquis administratif où le pouvoir évolue, et au regard de la complexité qui l'anime. Récupération progressive des moyens techniques, gestion commune avec l'État, médiation plus ou moins grande entre ce pouvoir et la formation sociale sont autant d'acquisitions au cours de ces années. Le pouvoir local participe au pouvoir politique par sa capacité à créer des représentations et un système d'actions.

Paris, *Economica*, *La Vie Politique*, décembre 1989, 309 p.

La cause des montagnes

De la Société Française d'Economie Alpestre à la Fédération Française d'Economie Montagnarde. 1913-1993

Françoise Gerbaux

À travers la recherche des textes fondateurs, le recueil de témoignages, l'interview des responsables actuels, ce livre retrace les grandes étapes d'une histoire qui illustre le rôle des associations dans l'élaboration des politiques. En 1913, Félix Briot, Ingénieur des Eaux et Forêts, prend l'initiative de créer la Société Française d'Economie Alpestre : il regroupe autour de lui des personnalités politiques et de la haute-administration animées par « la passion de l'arbre et de la propagande » pastorale. Le souci d'une intervention pédagogique pour l'aménagement de la montagne marque tout le début de vie de l'association. Les forestiers en seront les principaux animateurs jusqu'au début des années soixante. En 1975, les syndicalistes du monde agricole montagnard la prennent en main, s'appuyant sur de nombreuses organisations professionnelles, des élus, des personnalités. Leur action en son sein a été essentielle lors de l'élaboration de la loi pour la Montagne de 1985. L'étape actuelle s'inscrit dans le cadre européen avec l'objectif de faire reconnaître les spécificités montagnardes au sein de la Fédération Européenne des Populations de Montagne.

Grenoble, Institut de Géographie Alpine, Revue de Géographie Alpine, Numéro hors série, Ascendances, mai 1993, 111 p.

Histoire du premier parc national français

(1913-1973, du parc national de la Bérarde, à celui du Pelvoux et enfin des Écrins)

Jean-Paul Zuanon, Françoise Gerbaux, Lucien Tron

Comment et pourquoi l'État français a-t-il acheté des terrains en 1913 à une petite commune de montagne pour en faire le parc national de la Bérarde ? Comment cette création s'intègre-t-elle dans les courants d'idées apparus à la fin du XIX^e siècle et favorables à la protection de la nature ? Quels ont été les acteurs déterminants dans cette histoire ? Comment et pourquoi le parc a-t-il vivoté pendant plus de 40 ans, faute de moyens et de doctrine, avant de servir de noyau en 1973 à l'actuel parc national des Écrins ?

Gap, Editions P.N.E. O.N.F., Documents scientifiques du Parc National des Écrins, avril 1994, 63 p.

La montagne en politique

Françoise Gerbaux

La montagne, espace chargé de mythes, de symboles et de représentations, ne laisse pas la société indifférente. Entretenu par les populations locales, aménagé par les forestiers, parcouru par les alpinistes, géré par les agriculteurs, protégé par les écologistes ou modelé pour les skieurs, ce territoire est très convoité. Les enjeux y sont tels que les administrations puis les élus ont proposé des politiques globales cherchant un consensus pour sa gestion. Comment, lors de conflits qui sont souvent d'envergure nationale, cet espace est-il devenu le lieu de débats publics passionnés voire polémiques

avant de faire l'objet d'une politique publique ? Conçue dans le cadre hexagonal, celle-ci a-t-elle encore un sens par rapport à des politiques communautaires européennes qui privilégient le traitement global des zones rurales fragiles ? A partir de l'étude des interventions publiques sur l'économie et l'espace montagnards depuis plus d'un siècle, ce livre met en lumière les transformations successives qu'ont connues ces politiques. Il souligne également l'impact de l'élargissement communautaire. La montagne pourra-t-elle encore avoir une place privilégiée dans la politique de l'Europe des Quinze ?

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, mai 1994, 170 p.

Le département : hier, aujourd'hui, demain

De la Province à la Région, de la centralisation à la décentralisation

Gérard Chianéa, Robert Chagny, Jean-William Dereymez (Eds)

Cet ouvrage est issu des travaux du Colloque des 24 - 26 septembre 1991, organisé à Grenoble-Vizille par l'Université Pierre Mendès France, l'Institut d'Études Politiques de Grenoble, le Musée de la Révolution Française et le Conseil général de l'Isère. Il présente les raisons et les objectifs de la création des départements en développant de nombreux exemples. Ensuite, les auteurs analysent – en France et en Europe (Italie notamment) – la place du Département par rapport à la Province et à la Région, à travers d'une part les questions de centralisation et de décentralisation, et d'autre part celles de provincialisme et de régionalisme. Enfin, l'ouvrage observe l'évolution du département hors de France (des départements étrangers au temps du Premier Empire, jusqu'au département colonial de l'Algérie), ainsi que l'évolution du département en France depuis deux siècles. Les interrogations que suscite, dans le monde politique et administratif, l'institution du département perdurent aujourd'hui malgré la loi du 6 février 1992.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, janvier 1995, 575 p.

Chronique d'un « parc oublié »

Du parc de la Bérarde (1913) au parc national des Ecrins (1973)

Jean-Paul Zuanon, Françoise Gerbaux

Créé en 1973, le parc national des Ecrins a eu un « ancêtre » mal connu, né au début du XX^e siècle. Sous la pression d'associations naturalistes, touristiques et montagnardes, soutenant avec enthousiasme l'action de l'administration des Eaux et Forêts, le parc national de la Bérarde fut constitué dès 1913 par achat de terrains sur la commune de St-Christophe en Oisans (Isère). Ce parc s'agrandit par la suite sur la Vallouise et le Valgaudemar. Privé de réelles bases juridiques, de doctrine autant que de moyens financiers et humains, il eut ensuite une existence difficile pendant près de 40 ans. Pourtant le bilan n'est pas totalement négatif et ce parc de la Bérarde peut être considéré comme le précurseur des parcs nationaux français. En quatre épisodes, allant du début du XIX^e siècle à 1973, les auteurs brossent l'histoire de cette institution, tout en la resituant par rapport au contexte politique, économique et social et à son évolution.

Grenoble, IGA, PNE, ONF, Revue de Géographie Alpine, Numéro hors série, Ascendances, juillet 1995, 144 p.

Utopie pour le territoire : cohérence ou complexité ?

Françoise Gerboux (Ed)

Une relative unanimité s'était dégagée ces dernières années pour déclarer le découpage politique et administratif français obsolète. L'accent était mis sur le développement des territoires, « projets de territoires » ou « espaces de projets », les expérimentations se succédant. L'État à travers la loi sur l'aménagement et le développement propose les pays, les conseils régionaux expérimentent différentes procédures contractuelles, l'Union Européenne offre les contrats Leader. D'autres procédures thématiques avaient été engagées auparavant : les pays d'accueil, les parcs naturels régionaux... Un empilement incroyable de nouvelles mailles pour l'action publique caractérise désormais notre paysage institutionnel. Un consensus a progressivement émergé pour inviter les élites politiques, les acteurs économiques et les citoyens à « produire des territoires cohérents », à mettre en cohérence les territoires du politique, du culturel, de l'histoire, de l'économique... Quelles sont les modalités d'émergence de ces nouveaux territoires, à partir de quels mécanismes, ressources et modèles se négocient-ils ? L'intention de l'ouvrage, par rapport au maillage territorial, est d'apporter un certain nombre d'éclairages et de réflexions sur les conséquences du manque d'articulation et de coordination entre toutes ces initiatives au sein même des territoires. Il s'agit surtout de contribuer à une réflexion sur l'utopie de la cohérence, c'est-à-dire l'utopie d'un modèle unique de développement, l'utopie d'une maille « totale », l'utopie du territoire cohérent qui veut conjuguer les territoires de la représentation politique aux territoires du développement économique. Ces réflexions s'appuient sur l'observation et l'analyse de la politique contractuelle menée en région Rhône-Alpes, à travers les contrats globaux de développement et les parcs naturels régionaux. Six équipes universitaires rhônalpines composées d'économistes, de géographes, de sociologues et de politologues ont contribué à cet ouvrage.

La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, Société et territoire, novembre 1999, 190 p.

Territoires et espaces politiques

Sylvie Biarez

Des nouvelles formes d'organisation du territoire se sont progressivement mises en place : extension du domaine de compétence des régions, influence croissante des villes, créant un « magma urbain » et des métropoles économiques. La décentralisation transforme la notion même de territoire, répondant à une philosophie de l'autonomie et de la diversité. Les quatre chapitres de ce livre sont ainsi consacrés à l'étude des conséquences politiques de cet état de fait, placées sous le signe de la complexité et de l'ambiguïté. Pour évoquer ces difficultés de régulation et de cohérence, à la fois à l'échelon national et à celui des territoires, l'auteur a recours à de nombreux exemples, et montre, dans cet essai vigoureux, comment le système politico-administratif aboutit à des situations plus autoritaires et techniciennes que démocratiques.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Débats, octobre 2000, 126 p.

La région, laboratoire politique Une radioscopie de Rhône-Alpes

Bernard Jouve, Vincent Spenlehauer, Philippe Warin (Eds),
préface de Jean-Louis Quermonne

« La France au 1/10^e » : c'est ainsi que la région Rhône-Alpes est souvent présentée. « Si Rhône-Alpes ressemble à un modèle réduit de la France, elle l'est aussi par sa vie politique. Le « séisme » des élections régionales de 1998 et 1999 est apparu comme une préfiguration d'une donne politique nationale en cours de transformation. Plus profondément, depuis la promulgation et la mise en œuvre des lois de décentralisation à partir de 1982, la région Rhône-Alpes a été un espace d'innovations, de recomposition tant sur le plan de la vie politique régionale qu'au niveau de la conduite de l'action publique. Tenant compte de multiples dimensions politiques, économiques, sociologiques, géographiques, cet ouvrage discute cette présentation de la région comme lieu d'expérimentation politique. L'idée progresse. Mais jusqu'où peut-on la considérer comme vraie ? Sur quels éléments de réalité peut-on défendre, au-delà de la seule région Rhône-Alpes, cette image de la région comme laboratoire politique, qui sert au final le projet d'un État des territoires contre le modèle de l'État centralisé ? C'est à l'éclaircissement de ce débat au cœur des enjeux nationaux et européens de la France que contribuent les auteurs. Par son approche pluridisciplinaire, ce livre propose une contribution scientifique originale sur une question politique majeure, ainsi que de repères précis sur Rhône-Alpes et le fonctionnement des régions.

Paris, La Découverte, Recherches, janvier 2001, 379 p.

La politique culturelle des agglomérations

Alain Faure, Emmanuel Négrier (Eds)

Il y a dix ans, l'intervention culturelle n'était pas la priorité de l'intercommunalité. Depuis moins de deux ans, 77 % des communautés d'agglomération l'ont déjà retenue comme l'une de leurs compétences même si la plupart réfléchissent encore à l'élaboration de leur politique culturelle. Ce spectaculaire retournement a une logique. Il correspond à des histoires de projets territoriaux, culturels, politiques, à la fois spécifiques et sans doute convergentes. Quelles sont les motivations de ce nouveau partage ? Quelles sont les fonctions imaginées par les partenaires de ces nouvelles aires d'action culturelle ? Quels enjeux artistiques et culturels l'agglomération portera-t-elle demain ? Cet ouvrage passe au crible l'intercommunalité culturelle de sept agglomérations : Amiens, La Rochelle, Lyon, Montbéliard, Montpellier, Rennes et Rodez. Il saisit sur le vif les processus, techniques et politiques, qui lui donnent naissance. Il examine aussi la réaction des institutions (Drac, conseils régionaux, conseils généraux) et des milieux professionnels face à cette genèse. Les auteurs décèlent l'amorce de changements possibles : une politique culturelle à la mesure d'une nouvelle frontière, l'agglomération.

Paris, Grenoble, La Documentation Française, DATAR, OPC, décembre 2001, 202 p.

Mondialisation et terrorisme identitaire **Ou comment l'Occident tente de transformer le monde**

Stéphane Labranche

Notre époque questionne plus que jamais le rapport entre pouvoir, violence et identité : l'attentat du 11 septembre à New York en est une illustration parmi d'autres. L'ouvrage offre une explication globale de ce thème en posant la question suivante : peut-on repérer un fonctionnement général des relations de pouvoir entre les individus et les groupes ? Le pouvoir s'accompagne-t-il toujours d'une domination ou sommes-nous également tous complices de sa perpétuation ? Pour répondre à ces questions, l'auteur dégage, dans un premier temps, des éléments d'une analyse du pouvoir au niveau individuel en étudiant des formes extrêmes d'abus, telles que la torture, l'inceste et l'alcoolisme. Constatant l'effet profondément structurant de cette violence sur l'identité des individus, il applique ensuite ces réflexions à l'échelle internationale : et si l'on retrouvait dans la mondialisation le même type d'effets et de dynamiques du pouvoir ? La mondialisation ne serait-elle pas, au fond, une forme de terrorisme identitaire et culturel ?

Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, Sociologie de la modernité, janvier 2003, 285 p.

La décentralisation de la formation professionnelle en France **Quels changements dans la conduite de l'action publique ?**

Maiten Bel, Philippe Mehaut, Olivier Mériaux (Eds)

Par étapes successives, la décentralisation de la formation professionnelle vient modifier la donne de l'action publique : nouveaux acteurs et nouveau partage des responsabilités, frontières mouvantes entre formation initiale, continue, orientation professionnelle, action pour l'emploi, émergence d'autres outils de pilotage et régulation du système. Issu d'un colloque organisé par le CERAT et le CEREQ, cet ouvrage rassemble des contributions, s'appuyant sur diverses disciplines, qui examinent les multiples facettes de la décentralisation. Approches comparatives européennes, regards sur divers champs de la décentralisation (formation orientation, santé...), niveaux d'intervention et rôle des différents acteurs, besoin de connaissance et rôle d'expertise fournissent des regards croisés sur les évolutions des années 1990 pour mieux comprendre la période qui s'ouvre.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, juillet 2003, 252 p.

7 → Unification européenne, transformation des États nationaux

La construction de l'Union Européenne : projet politique, processus institutionnels et conséquences sur les unités nationales. De multiples transitions en cours, en Europe occidentale et en Europe postsocialiste.

Les Constitutions de l'Europe des Douze

Henri Oberdorff (Ed)

À travers les douze textes constitutionnels présentés dans ce volume, apparaissent à la fois des structures et des inspirations différentes (monarchies ou républiques, États centralisés ou fédéraux, laïcité de l'État ou rôle reconnu à une confession dominante...) qui traduisent des traditions historiques spécifiques à chacun des douze États membres, en 1994, de l'Union Européenne, mais surtout le commun patrimoine (démocratie parlementaire, État de droit, garanties des libertés individuelles...) de mettre en évidence la richesse de leur diversité comme la profonde communauté de leurs valeurs. Dans sa première édition, ce volume s'est rapidement imposé comme un « classique » de références ; cette nouvelle édition présente deux nouvelles traductions (Allemagne et Grèce) ainsi que les textes révisés des constitutions allemande, belge, française, irlandaise et portugaise.

2^e éd., Paris, La Documentation Française, Retour aux textes, avril 1994, 391 p.

1^e éd., 1992, 369 p.

De la Cinquième République à l'Europe

Hommage à Jean-Louis Quermonne

François d'Arcy, Luc Rouban (Eds)

De la Cinquième République à l'Europe : c'est le récit d'une confrontation entre deux projets politiques et la résultante d'une interaction sans cesse croissante. Face à face ou intégration ? A plus d'un titre, la construction européenne vient déstabiliser l'équilibre du système politique français. L'enjeu européen se constitue en révélateur de clivages inédits qui évoquent des univers culturels bien plus que des positions partisans clairement identifiées. Par contraste, la construction de l'Europe met ainsi en lumière ce qui fait la particularité de la Cinquième République. L'interaction de la Cinquième République et de l'Europe fait naître encore plus d'interrogations sur l'avenir du service public et de la fonction publique à la française. La réforme de l'État, qui se développe dans tous les pays d'Europe, paraît entériner une logique libérale qui se trouve plus ou moins relayée par les autorités de Bruxelles. Le pouvoir d'État est battu en brèche. La France peut-elle alors conserver sa spécificité politique ? La résistance des institutions et des élites, au niveau national comme au niveau local, qui peut être mise sur le compte aussi bien de l'archaïsme que d'une possibilité étonnante d'absorption et d'adaptation, rend l'intégration européenne encore plus délicate. La mise en œuvre des politiques de l'Union et la réorganisation du travail gouvernemental impliquent un long travail d'apprentissage. L'Europe est avant tout celle des réseaux et des groupes de pression. Une nouvelle pratique du pouvoir se met en place qui appelle à davantage de compromis et permet d'imaginer de nouvelles légitimités.

Paris, Presses de Sciences Po, mai 1996, 388 p.

Les Constitutions des États de l'Union européenne

Constance Grewe, Henri Oberdorff (Eds)

Présentation des quinze constitutions des États de l'Union Européenne, dans leur version actualisée, pour les douze pays de l'édition de 1994, ou nouvelle, pour les trois (Autriche, Finlande et Suède) qui ont rejoint plus récemment l'Union. Elles mettent en évidence à la fois des particularismes nationaux et des convergences juridiques et institutionnelles. La juxtaposition de toutes ces Constitutions permet non seulement de souligner ces convergences entre les États membres au travers d'une même conception du droit et de la démocratie mais encore de prendre conscience du patrimoine dont ils sont les dépositaires : État de droit, démocratie parlementaire, garantie et respect des droits et libertés fondamentales, adhésion à la convention européenne des droits de l'homme... La constitution européenne vient naturellement renforcer ces constats en incitant chaque État à rendre sa Constitution compatible avec les traités de Maastricht et d'Amsterdam, confirmant ainsi l'interdépendance des ordres juridiques. Cet ouvrage permet de comprendre pourquoi l'Union Européenne constitue la principale innovation juridique de la deuxième moitié du XX^e siècle.

Paris, La Documentation Française, Retour aux textes, mars 1999, 511 p.

Le post-communisme en Europe

François Bafoil

Comment les pays européens anciennement dominés par l'URSS construisent-ils simultanément les institutions de la démocratie, celles du marché et des régimes sociaux ? Y a-t-il eu un « modèle » appliqué de la même manière dans tous les pays ? Pourquoi peut-on parler d'hybridation des expériences ? Pourquoi les héritiers de la période communiste ont-ils pu conserver leur influence et souvent leur pouvoir, qu'il s'agisse des anciens partis communistes ou des anciens syndicats ? Comment expliquer l'absence de contrôle efficace sur de nombreuses entreprises privatisées, en dépit du changement des droits des propriétés ? Sous quelles conditions peut-on considérer que les entreprises cédées à leurs salariés sont moins performantes que les entreprises acquises par un investisseur étranger ? Quels sont les gagnants et les perdants de la grande transformation post-communiste ? L'ouvrage présente l'intérêt et l'originalité de combiner les approches sociologique, économique et politique pour rendre compte des processus de construction des institutions post-communistes dans les pays d'Europe centrale et orientale depuis 1990 (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, République tchèque et Slovaquie), ainsi que la région est-allemande.

Paris, La Découverte, Repères, mai 1999, 122 p.

L'Europe et le fédéralisme

Contribution à l'émergence d'un fédéralisme intergouvernemental

Maurice Croisat, Jean-Louis Quermonne

L'ouvrage s'ordonne autour de trois parties : Institutions et processus fédératifs dans l'Europe des Quinze ; le fédéralisme intergouvernemental dans l'Union Européenne ; l'Union Européenne au prisme du fédéralisme intergouvernemental. Si ce processus repose sur la coopération des États à la base, il manque d'un gouvernement central au sommet. Le fédéralisme a pris dans l'Union Européenne une forme singulière, celle d'une coopération intergouvernementale entre les pouvoirs exécutifs des États membres, proche de celle que l'on rencontre sous le nom de fédéralisme coopératif dans les fédérations contemporaines, en Europe et au Canada, ainsi que dans la plupart des États en voie de régionalisation. Une telle homologie appelle à la prudence. Mais elle révèle l'existence de convergences puisées aux sources d'une culture et de pratiques politiques communes. Ce qui autorise ce livre à identifier le mode de « gouvernance » de l'Union Européenne sous le nom de « fédéralisme intergouvernemental ». Cependant, tandis que les États fédéraux, régionaux ou autonomiques disposent tous d'un pouvoir central démocratique, doté d'une légitimité propre, l'absence d'équivalent communautaire laisse planer de graves incertitudes sur l'avenir. La récente démission de la Commission Santer en a d'ailleurs rappelé l'urgence. Aussi, la combinaison d'un élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale et du passage de l'économique au monétaire devrait-elle rendre l'émergence d'un tel « gouvernement » nécessaire.

2^e éd., Paris, Montchrestien, Clefs/Politique, mai 1999, 156 p.

1^e éd., septembre 1996, 158 p.

L'Union Européenne en quête d'institutions légitimes et efficaces

Jean-Louis Quermonne (Ed), et al.

Rapport du groupe de réflexion chargé dans le cadre du Commissariat du Plan d'étudier la réforme des institutions de l'Union Européenne. Cinq chapitres concernent : 1) Les raisons d'être d'une réforme ; 2) L'affermissement d'un mode de gouvernement spécifique et permanent ; 3) Une différenciation équilibrée par un centre de gravité ; 4) Un ordre juridique légitime et transparent ; 5) L'établissement d'un Pacte constitutionnel fondateur.

Paris, La Documentation Française, Commissariat Général du Plan, novembre 1999, 154 p.

Construção Europeia e Transformações dos Estados Europeus

François d'Arcy

Cet ouvrage est la transcription d'un cours de 3^e Cycle professé en 1999, à la Faculté d'Histoire, Droit et Service social de l'UNESP (Universidade Estadual de Sao Paulo) - Campus de Franca, Brésil. A la croisée de la science politique et du droit, il cherche à mettre en relations les avancées de l'unification européenne et les transformations des États nationaux. Il débouche sur une interrogation concernant la nature de l'Union Européenne dont la création a reposé sur la dissociation entre deux composantes essentielles de l'État moderne : la régulation des marchés nationaux (remplacés par le marché unifié avec transfert des compétences correspondantes au niveau européen), et l'État social, qui reste principalement de la compétence des États nationaux. Nombre des problèmes que suscite le développement de l'Union Européenne proviennent de la difficulté à gérer les conséquences de cette dissociation.

Franca, UNESP-FHDSS, Estudos de Pos-Graduação, 1999, 158 p.

L'Europe en quête de légitimité

Jean-Louis Quermonne

Essai tendant à analyser sous ses différents aspects le problème de la légitimité politique et démocratique de l'intégration européenne à travers son « patrimoine institutionnel » et son « déficit démocratique ». Cet essai vise également à tester la faisabilité du passage de l'Union économique à l'union politique à travers le concept de « Fédération d'États nations » proposé par Jacques Delors. Et, vu de la France, il examine la compatibilité entre l'appartenance à l'Europe unie et le maintien des valeurs de la République, dans la perspective d'une constitution européenne.

Paris, Presses de Sciences Po, La Bibliothèque du citoyen, novembre 2001, 127 p.

Le système politique de l'Union européenne

Jean-Louis Quermonne

Édition recomposée et actualisée d'un livre analysant les aspects institutionnels et politiques de l'Union européenne. Partant de l'opposition entre les stratégies de l'intégration et de la coopération, il étudie l'évolution des communautés et de l'Union Européenne qui a conduit à l'élaboration d'une synthèse associant la méthode communautaire à la méthode intergouvernementale. Cette cinquième édition met l'accent sur les enjeux et les défis auxquels est confrontée l'Union européenne : son élargissement à l'Est et l'élaboration par une convention sur l'avenir de l'Europe d'un nouveau traité appelé à jouer le rôle d'une Constitution. En annexe figurent des extraits de la Déclaration n° 23 annexée au Traité de Nice et de la Déclaration de Laeken.

5^e éd., Paris, Montchrestien, Clefs, juillet 2002, 160 p.

1^e éd., avril 1993, 159 p.

Après le communisme

Faillite du système soviétique, invention d'un modèle économique et social en Europe de l'Est

François Bafail

À l'heure de l'intégration européenne, où en sont les pays d'Europe de l'Est, anciennement communistes, et confrontés depuis plus de dix ans à une véritable révolution politique, sociale et économique ? Cet ouvrage est le fruit d'une enquête menée, pour répondre à cette question, dans les entreprises, les campagnes, les associations syndicales, de Hongrie, de Pologne, de Bulgarie, de Roumanie, de Slovaquie ou de République tchèque. Y transparaît une vision inattendue de ces sociétés en recomposition, installées à la périphérie de l'Europe occidentale. Une « marginalité » qui trouve son origine, au-delà des décennies de domination et de dirigisme soviétique, dans une histoire plus longue, enracinée dans le XIX^e siècle, dont il faut bien tenir compte pour comprendre les spécificités du présent. D'où ce panorama composite de théories et de pratiques nationales qui ne se prêtent pas aussi facilement qu'on aurait pu le croire à l'imposition par l'extérieur d'un modèle libéral qui aurait toutes les vertus. Singulière, inventive, rétive aussi aux contraintes et aux doctrines qui ne tiendraient pas compte d'une destinée originale, affrontant aujourd'hui une zone de grande turbulence dont nul ne peut prévoir l'issue : telle apparaît l'Europe centrale et orientale, au terme de cette approche minutieuse et documentée, au plus près des réalités quotidiennes et des représentations collectives qui font la vie des peuples.

Paris, Armand Colin, L'Histoire au présent, octobre 2002, 250 p.

L'intégration européenne

Entre émergence institutionnelle et recomposition de l'État

Christian Lequesne, Yves Surel (Eds)

Cet ouvrage reflète particulièrement les efforts qui ont été accomplis par les sciences sociales francophones depuis dix ans pour analyser l'intégration européenne. Réunissant les meilleurs spécialistes français, européens et américains, il choisit de se concentrer sur deux thèmes : les formes de création institutionnelle de l'UE et l'europanisation des politiques publiques nationales.

Paris, Presses de Sciences Po, Académique, septembre 2004, 291 p.

La Turquie est-elle européenne ?

Contributions au débat

Jean-Paul Burdy (Ed)

La Turquie a-t-elle vocation à entrer dans l'Union européenne ? La Turquie est-elle européenne ? La vieille « question d'Orient » suscite encore les passions, attise les peurs. La question n'est pas : « La Turquie veut-elle de l'Europe ? » mais bien plutôt : « L'Europe veut-elle de la Turquie ? ». En réalité, s'interroger sur la Turquie revient à interroger le sens de la construction européenne. En abordant les principaux arguments historiques, géographiques, économiques et religieux, cet essai entend contribuer au débat politique et citoyen sur la candidature turque.

Levallois-Perret, Editions Turquoise, octobre 2004, 255 p.

8 →

Politiques européennes, Européanisation des politiques

Part et impact des politiques européennes, alignement des politiques nationales sur des standards communs, développement de stratégies infra/européennes et montée en puissance des Régions : émergence d'un espace commun de politiques publiques.

Le tournant néo-libéral en Europe **Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales**

Bruno Jobert (Ed)

Étude de la réception différentielle des politiques publiques dans quatre pays européens et à la Communauté Européenne. Diversité des structures d'expertises mobilisées selon les pays. Absence de corrélation claire entre pénétration du libéralisme et partis au pouvoir. Pénétration différentielle du néolibéralisme selon les secteurs : fort dans le domaine des entreprises publiques et de la gestion financière, il produit moins un retrait de l'État social que sa réorganisation, qu'il s'agisse de la définition des bénéficiaires privilégiés ou de ses modèles de gestion. Réception différentielle des outils du néolibéralisme, au niveau national, la privatisation progresse plus vite que la régulation tandis que la CEE fait de la réglementation une pièce maîtresse du développement de son emprise.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, juin 1994, 328 p.

Les politiques de santé en France et en Allemagne

Bruno Jobert, Monika Steffen (Eds)

Cet ouvrage réunit les contributions de treize chercheurs allemands et français (politologues, économistes, sociologues, juristes), avec comme objectif l'analyse comparative des facteurs socio-politiques en vue d'une meilleure compréhension des systèmes de santé. Le livre s'écarte d'une simple confrontation institutionnelle. En effet, les principes formels présidant à l'organisation des deux systèmes sont assez proches (prévalence du modèle de l'assurance et maintien d'une pratique libérale), mais leur fonctionnement et leurs performances sont différents. Chaque chapitre tente de saisir ces différences à travers un éclairage spécifique : la construction historique des acteurs (I), l'approche par le système politique (II), les systèmes de régulation (III), la diffusion des technologies (IV), l'émergence du secteur périphérique médico-social (V), les réformes structurelles (IV).

Paris, Observatoire Européen de la Protection Sociale, septembre 1994, 230 p.

Politiques culturelles et régions en Europe **Bade-Wurtemberg, Catalogne, Lombardie, Rhône-Alpes**

Mireille Pongy, Guy Saez, Christian Olles

L'Europe des régions succédera-t-elle aux États-nations ? Sera-t-elle l'Europe de la culture ? Le « moins d'État et plus de collectivités territoriales » enferme-t-il le destin des régions ? Cet ouvrage se propose d'éclairer ces questions par l'analyse comparée d'une politique publique, la politique culturelle menée par quatre institutions régionales (Bade-Wurtemberg, Catalogne, Lombardie, Rhône-Alpes). Différentes par leur histoire et leur statut – le Land fait figure de pionnier – elles utilisent plus ou moins la politique culturelle dans une stratégie de construction identitaire. Selon les ressources dont elles disposent, elles affichent et exportent leurs emblèmes culturels, ou limitent leur action à la diffusion et à l'importation de biens artistiques. L'entrée

des régions dans la communauté des acteurs culturels renforce le poids de la logique territoriale face à la logique sectorielle traditionnellement portée par l'État et les professions. *In fine*, la question d'une harmonisation ou d'un maintien des modèles nationaux de politiques culturelles dans les États de l'Union Européenne reste posée.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, octobre 1994, 323 p.

Politiques publiques en Europe

Yves Mény, Pierre Muller, Jean-Louis Quermonne (Eds)

Au-delà des modifications institutionnelles qui, au cours des années quatre-vingt, ont marqué le passage de la communauté à l'Union Européenne, la principale transformation de la dernière décennie est sans doute la constitution progressive d'un espace européen des politiques publiques, élément d'un espace public européen en voie de formation. Associant les contributions de 24 spécialistes français et étrangers, l'ouvrage propose, pour la première fois en français, une réflexion globale sur les relations entre politiques de l'Union et politiques nationales : y a-t-il, au-delà des appartenances nationales, un style et des modes d'action propres à la fonction publique européenne ? Quelle est la spécificité des modes de représentation des intérêts au niveau communautaire ? La mise en œuvre du traité de Maastricht va-t-elle provoquer une recomposition des paysages politiques nationaux ? Deux domaines, dont l'importance est cruciale pour l'avenir de l'Union Européenne, sont particulièrement étudiés : les politiques industrielles et de la concurrence et les politiques de cohésion économique et sociale. Dans les deux cas, il s'agit de vérifier l'hypothèse d'une convergence des modes d'élaboration des politiques publiques dans les pays de l'Union et de repérer l'émergence de références intellectuelles communes aux pays européens.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, mars 1995, 352 p.

Partiellement publié en anglais : *Adjusting to Europe. The impact of the European Union on national institutions and policies*, London and New-York, Routledge, European Public Policy, 1996, 181 p.

L'Europe politique au miroir du local

Les fonds structurels et les zones rurales en France, en Espagne et au Royaume-Uni

Andy Smith

Regroupées sous le terme de « fonds structurels », les actions de l'Union Européenne en faveur des zones défavorisées n'impliquent pas seulement des transferts financiers entre pays membres, mais aussi l'échange d'idées et de ressources politiques. S'appuyant sur des enquêtes en France, en Espagne et au Royaume-Uni, cet ouvrage montre que l'imbrication croissante des acteurs communautaires, nationaux et internationaux ne débouche pas nécessairement sur une convergence des modèles de l'action publique en Europe. L'intégration communautaire relève aussi des dynamiques de projets où chaque territoire cherche à produire ses propres références de développement territorial.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, janvier 1996, 300 p.

The Fight Against AIDS

Monika Steffen

La lutte contre le Sida. Une comparaison internationale des politiques publiques dans quatre pays européens : France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie. Quinze ans après l'apparition de l'épidémie, son extension et son profil varient suivant les pays qui, pourtant, ont un niveau de développement social et économique comparable, comme l'illustrent les cas de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie. Pourquoi les pays réussissent-ils différemment dans leur lutte contre le Sida ? L'auteur cherche les explications dans les caractéristiques nationales de l'organisation du système de santé, et dans la manière dont les politiques de la santé sont élaborées et mises en œuvre dans chacun de ces pays. Le sida est le plus souvent envisagé comme un problème spécifique. Ce livre propose une approche où l'épidémie et les politiques la concernant apparaissent comme des variables dépendantes. L'ensemble des domaines d'intervention, situés à mi-chemin entre le public et le privé, sont analysés : comportements sexuels, transfusion sanguine, toxicomanie intraveineuse.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, novembre 1996, 175 p.

The European Family The Family Question in the European Community

Jacques Commaille, François de Singly (Eds)

Will the European Union have its «single family» – a «European family» – as it will have a single currency ? Studies of family behavior and the organisation of private life among European citizens, as well as of family member social status (children, in relation to adults/parents, women in relation to men), of social functions of the family, for example social reproduction, reveal so much convergence among European families that the reality of «European family» seems inevitable, and more so if one looks at foreign studies done – in Australia, the United States or Japan – of the family in Europe. However, studies of the different judicial and public policy law in the different European Union member countries lead one to refine this first impression. The family does not have the same legal meaning in all places, and the ways in which it is defined by law and public policy continue to differ strongly, in particular due to historical factors, cultural traditions, and conceptions of the role of the State. In order for the family to be part of the construction of a European citizenship, the pluralistic nature of its political definitions will have to be recognized. Putting the family into the context of evolving European integration has never been done before. It was made possible in this study thanks to the joint efforts of two editors with long experience in social science studies of the family and as expert advisors to the European Commission, and by the work of the best international specialists in the field.

Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 1997, 247 p.

Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale Une géopolitique des investissements directs

François Bafail (Ed)

La chute du mur de Berlin a ouvert de larges perspectives en matière d'expansion économique en Europe centrale et orientale, mais aussi ravivé les craintes d'un retour de la puissance allemande. Les développements économiques est-européens sont-ils l'occasion pour l'Allemagne unifiée d'acquérir une place centrale dans la nouvelle configuration européenne ? Les investissements directs permettent-ils à l'Allemagne de gagner une légitimité sur la scène internationale qui lui était refusée avant 1989 ? En combinant plusieurs approches historique, géographique, économique et sociologique, les auteurs de cet ouvrage insistent sur le caractère mesuré des stratégies publiques et privées allemandes. Ils cherchent à mettre en relation la dynamique des investissements directs allemands depuis 1990 avec plusieurs réalités : celle des investissements allemands d'avant 1945, celle des situations frontalières après 1990, ou encore celle des déséquilibres territoriaux hérités de la période communiste.

Paris, L'Harmattan, Pays de l'Est, novembre 1997, 302 p.

Chômage et exclusion en Europe postcommuniste Allemagne de l'Est, Pologne

François Bafail (Ed)

Comment les collectivités locales en Europe post-communiste ont-elles su s'adapter au défi considérable qu'ont représenté après 1990 le chômage de masse et l'exclusion ? De quels poids ont pesé les entreprises dans la recomposition des marchés locaux du travail ? Quels types de coopération ont vu le jour entre les partenaires économiques et les responsables politiques, très rarement habitués à travailler ensemble avant cette date ? Dans la décennie 90, les politiques locales de l'emploi ont largement dépendu du devenir des entreprises dominant avant 1989 les bassins locaux. Selon qu'elles ont été acquises par des investisseurs étrangers ou selon qu'elles ont été reprises par les salariés et leurs managers, les entreprises ont mis au point des régulations internes et externes radicalement différentes. C'est ce que s'attache à montrer cet ouvrage en se penchant sur certaines situations est-allemandes et polonaises. Dans le premier cas l'importation des règles en vigueur en RFA n'a pas ouvert sur d'importantes innovations sociales en Allemagne de l'Est mais davantage sur une reproduction des équilibres institutionnels ouest-allemands. En Pologne, le travail au noir a largement participé de la recomposition des équilibres locaux et de la reproduction des dépendances.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, mai 1999, 291 p.

Le quadrige européen ou l'Europe par les régions

Bilan de la coopération 1988-1998 des « Quatre moteurs pour l'Europe » (Bade-Wurtemberg, Catalogne, Lombardie, Rhône-Alpes)

Pierre Kukawka

Lorsqu'en septembre 1988, quatre présidents de régions européens se réunissent à Stuttgart pour signer un accord de coopération multilatérale, personne ne sait alors quel sera l'avenir, l'importance, l'intérêt de ce partenariat régional d'un nouveau genre. « Quatre moteurs pour l'Europe » nés de cet accord constituent des entités régionales particulièrement importantes dans leurs pays respectifs et en Europe : le Land du Bade-Wurtemberg en Allemagne, la Communauté autonome de Catalogne en Espagne, la région Lombardie en Italie et la région Rhône-Alpes en France. Dix ans ont passé et il devenait nécessaire de dresser le bilan des actions menées et d'esquisser les perspectives d'avenir de cette coopération. Après avoir évoqué les enjeux de ce « Quadrige européen », l'ouvrage analyse cette expérience en trois séquences : l'origine et les premiers pas de la coopération, les principales actions menées, et enfin les efforts de communication et d'intervention des régions partenaires sur les grands dossiers européens.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1999, 127 p.

La cohésion économique et sociale : une finalité de l'Union européenne

Guy Guillermin, Henri Oberdorff (Eds)

La cohésion économique et sociale est un concept mal connu en dehors des cercles de spécialistes du droit communautaire ou des administrateurs de la Commission Européenne. Elle constitue un titre du traité de la Communauté Européenne qui évoque essentiellement la politique régionale européenne et les fonds structurels de développement. Le colloque de la CEDECE, organisé à Grenoble, s'est donné comme ambition d'analyser la cohésion économique et sociale comme une finalité légitimante de l'Union Européenne, avec les contributions de juristes, d'économistes et de politistes. C'est grâce à ce souci de la cohésion économique et sociale que l'Union Européenne est exemplaire dans le monde. Elle n'est pas seulement libérale, concurrentielle ou technocratique, elle est aussi solidaire, sociale et citoyenne.

Paris, La Documentation Française, Travaux de la CEDECE, décembre 2000.

En 2 volumes : vol. I : Le cadre et les acteurs, 440 p. - vol. II : Les outils et les politiques, 358 p.

L'Europe par les régions

Pierre Kukawka

Avec la Communauté du Charbon et de l'Acier (CECA) en 1951, puis la Communauté Economique Européenne (CEE) en 1957, ce sont les États nationaux qui ont lancé le processus d'intégration européenne. Désormais, ils ne sont plus seuls. Les régions entendent y prendre une place, jugée d'autant plus légitime que s'atténuent progressivement leurs différences statutaires entre États nationaux fédéraux (Allemagne, Autriche, Belgique), États unitaires régionalisés (Espagne, Italie) ou États traditionnellement centralisés (France, Royaume-Uni). Dans les huit autres

États membres de l'Union Européenne, le processus de régionalisation, sous des formes et à des rythmes très variés, est également engagé. Après avoir fait découvrir cette diversité en évolution, l'auteur passe en revue les principales étapes de la politique régionale européenne qui a contribué à l'émergence d'une « régionalité européenne ». Surtout dans la perspective d'une union, fédérale ou confédérale, élargie à l'Est, qui impliquera des partenaires régionaux légitimes et bien identifiés

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Transeurope, avril 2001, 176 p.

Les États face au Sida en Europe

Monika Steffen

En mai 1981, une maladie mystérieuse apparaissait aux États-unis puis se diffusait en Europe. Aujourd'hui la pandémie menace de nombreuses régions du monde, particulièrement l'Afrique. Un combat international est engagé pour fournir aide et médicaments. En Europe occidentale, la catastrophe sociale a été évitée. Comment ? Ce livre l'explique en analysant et en comparant les politiques publiques d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie dans tous les domaines concernés par le Sida : sexualité, toxicomanie, transfusion sanguine. A partir d'approches très différentes, liées aux cultures et aux institutions de chaque pays, des convergences sont apparues et se sont renforcées. Longtemps marginalisée dans les politiques nationales, la gestion des risques sanitaires est devenue l'une des priorités de l'Union Européenne. Le Sida a été, à bien des égards, un modèle précurseur.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Transeurope, novembre 2001, 261 p.

União Européia. Instituições, Políticas e Desafios

François d'Arcy

La construction européenne s'est faite par le développement progressif de politiques publiques que les États ont accepté de conduire en commun dans le cadre communautaire. Aujourd'hui, les politiques de l'Union européenne touchent à tous les domaines de l'action publique et elles ont atteint un niveau de développement qui oblige à repenser les institutions de l'Union et à lui donner une nouvelle Constitution. De plus, l'élargissement prochain pose le problème de la solidarité que ces politiques agricole, régionale ou autres établiront au sein d'une Union qui cessera d'être un club de pays riches. Pourtant, ces politiques restent difficiles à connaître. Leur technicité, leur complexité et leur diversité font de chacune d'elles affaire de spécialiste. Ce livre donne une présentation accessible à tous des politiques de l'Union européenne, celles, déjà bien affirmées, qui ont permis l'unification du marché intérieur, comme celles, plus incertaines, visant à coordonner les politiques économiques et sociales des États nationaux. Une place est faite également à la libre circulation des personnes, désormais liée à la citoyenneté européenne, ainsi qu'aux politiques extérieures qui, entre commerce, coopération et diplomatie, cherchent leur unité.

Rio de Janeiro, Konrad Adenauer Stiftung, 2002, 248 p.

Partiellement traduit en français : François d'Arcy, Les politiques de l'Union européenne.

Paris, Montchrestien, Clefs/Politique, avril 2003, 149 p.

Les politiques de sécurité en Europe et aux États-Unis

Sebastian Roché (Ed)

Depuis plus d'une dizaine d'années, le domaine de la sécurité a été traversé par des changements fondamentaux en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, en Italie, aux États-Unis. De nouvelles doctrines de police ont vu le jour, assorties de nouveaux mots d'ordre. Les plus fameux sont probablement « tolérance zéro » ou « police de proximité ». On a pu tout aussi bien entendre que nous vivions dans un état d'insécurité permanente, ou encore que les tentatives de réformes policières ont pu être assimilées à du « sécuritarisme », terme vague s'il en est, dont on peut supputer qu'il veut indiquer la mise en place d'un État policier dans les démocraties occidentales. Certes, le caractère mal fondé de cette accusation tient probablement, d'une part, à l'ignorance des orientations nouvelles qui ont été données au travail policier, et d'autre part à une surestimation quant à l'étendue des changements réels dans l'activité des agents concernés. Elle témoigne surtout des ravages de la pensée par slogans qui dévore la place vitale nécessaire à l'analyse. Ce livre permet de revenir sur les mots d'ordre qui orientent l'action policière (police communautaire ou de proximité) ou guident les politiques (tolérance zéro, prévention par la médiation). Les études concrètes précisent que derrière un même terme se glissent des réalités très différentes d'un pays à l'autre. Loin de diagnostiquer une standardisation, ce livre montre la variété des configurations nationales et locales des systèmes de police. Les changements sont une réalité, mais portent plus sur la direction des systèmes de police (qui donne les ordres, fixe les normes) que sur les pratiques professionnelles elles-mêmes. L'affirmation d'une politique locale de sécurité est probablement le point clé des transformations que les démocraties occidentales ont vécu : le concept de « sécurité locale » est reconnu en Italie comme de valeur égale celui d'ordre public, la « police de proximité », même si elle connaît une éclipse en France, est devenue essentielle. En Allemagne, bien que le niveau fédéral ait des compétences limitées, à partir des années quatre-vingt-dix, des conseils de prévention ont été installés à l'échelon des régions, puis un peu plus tard des communes : la formule contractuelle n'est donc pas réservée aux États centralisés.

Paris, Odile Jacob, 2004, à paraître.

Health governance in Europe

Issues, challenges, and theories

Monika Steffen (Ed)

Comment les politiques de l'Union Européenne influencent-elles les politiques de santé relevant exclusivement de la compétence des États membres ? Comment s'expliquent les variations dans les réponses aux pressions européennes ? La partie théorique insiste sur la flexibilité des concepts et montre comment différentes conceptions de la politique de santé interagissent avec différentes conceptions de l'europanisation. L'intervention européenne est analysée à travers des études de cas portant sur des domaines clés : la régulation des produits pharmaceutiques et médicaux, l'agroalimentaire, l'industrie du plasma humain, la bioéthique et la réduction des risques sanitaires liés à la toxicomanie. Ils montrent les difficultés de l'application nationale et les effets de feed-back. Trois sources différentes alimentent le processus de l'europanisation : l'intégration européenne, les crises de santé publique et les politiques discursives. Le processus se développe à l'intersection entre les politiques de santé et d'autres politiques, à travers des arènes politiques spécifiques, liées chacune à un problème particulier, et progresse d'une manière incrémentale.

Londres, Routledge, 2004, à paraître.

9 →

Europes

Europe des langues, Europe des migrations, Europe des territoires, Europe des villes, Europe des minorités, Europe de l'exclusion, Europe des intégrations.

Les Anglais dans nos campagnes

Jacques Barou, Pierre Prado

« Ils achètent la France », « La France à l'encan », c'est en ces termes alarmistes que la presse française rend compte du « boom » des achats immobiliers et fonciers effectués depuis 1989 dans nos campagnes par les ressortissants britanniques, néerlandais ou allemands. Derrière ces fantasmes d'invasion se cache un phénomène aux contours très complexes. L'attrait des Anglais et autres originaires des pays très urbanisés d'Europe du Nord pour le monde rural français reflète le développement d'une certaine idéologie écologiste et exprime la quête, nimbée de romantisme, d'un « vivre autrement ». Ces installations en milieu rural ne sont-elles que la résultante d'une nouvelle utopie du retour à la nature ou traduisent-elles plutôt une recomposition durable des relations villes/campagnes et l'annonce d'une transformation, somme toute très moderne, du paysage social des terroirs? Pour répondre à ces questions, les auteurs ont enquêté auprès des néo-ruraux européens en Bretagne, en Normandie, dans le Périgord et en Ardèche. Il en résulte qu'il y a, la plupart du temps, une forte intégration de ces nouveaux venus à la société locale. Nos campagnes seraient-elles le laboratoire de la citoyenneté européenne ?

Paris, L'Harmattan, *Minorités et Sociétés*, 1995, 237 p.

L'autre Allemagne. 1990-1995 : l'unification au quotidien

Gilbert Casasus, Sylvie Lemasson, Sophie Lorrain (Eds)

Novembre 1989 : le Mur de Berlin tombe ! En l'espace d'un an, la République démocratique allemande est intégrée à la RFA, aspirée par le système occidental et son économie de marché. En conquérant sa liberté, l'Allemagne de l'Est rejoint l'Allemagne de l'Ouest, toutes deux filles de la guerre froide. Le rideau de fer disparu, l'unité allemande se réalise. Mais qu'en est-il des hommes et des femmes de l'ancienne RDA qui, du jour au lendemain, se trouvent confrontés aux bouleversements radicaux de leur quotidien ? L'enthousiasme des premiers mois cède vite la place aux inquiétudes liées principalement au chômage, synonyme de frustration et de crise identitaire. Des Français, spectateurs engagés sur les lieux de ces profonds changements, sont allés à la rencontre de cette autre Allemagne, d'une population qui, de l'ouvrier au responsable politique, du professeur limogé à l'écrivain dissident, du chef d'entreprise au champion olympique, de l'étudiant étranger à la militante féministe, s'interroge sur son avenir. Un avenir qui semble, certes, souvent prometteur, mais également incertain.

Paris, Editions Autrement, *Autrement*, HS n° 89. Série Monde, septembre 1995, 239 p.

Règles et conflits sociaux en Allemagne et en Pologne post-communistes

François Bafoil

Loin de correspondre à un modèle préétabli, la formation des sociétés post-communistes a donné lieu à des développements inattendus, rançon des héritages institutionnels et de l'inadaptation fréquente des nouvelles règles. En s'attachant aux réalités est-allemandes et polonaises après 1989, cet ouvrage analyse trois types de conflits et de négociation des règles au cours desquels se sont affrontés les anciennes

élites et les nouveaux groupes sociaux. Le premier concerne les différentes mobilisations sociales qui ont émergé entre 1989 et 1990. Elles ont entraîné l'élaboration de programmes économiques qui ont mis hors jeu les acteurs du mouvement social qui avaient pourtant activement participé à la chute des régimes communistes. Le second renvoie au champ des relations professionnelles. Les conflits qui s'y sont déroulés ont témoigné des difficultés à constituer un espace de jeu homogène de la part des syndicats et des organisations patronales. Les règlements par entreprise l'ont souvent emporté sur ceux de la branche, entraînant ainsi plusieurs dérégulations. Le troisième fait référence aux processus d'apprentissage de l'échange politique. Ils ont favorisé l'élaboration de stratégies pour contourner les obstacles hérités de l'ancien régime ou surgis après 1989. L'office de privatisation, la Treuhandanstalt, est devenu l'acteur-pivot qui a permis l'implantation du fédéralisme dans les nouveaux Länder. L'ouverture des frontières a fourni l'occasion aux communes et au gouvernement polonais de réaffirmer le caractère centralisé de l'État.

Paris, L'Harmattan, Pays de l'Est, avril 1997, 253 p.

Les langues minoritaires en Europe

Bernard Poche

Les récents projets de statut concernant les langues régionales et minoritaires ont plutôt accru la confusion dans une question controversée. Elles les font apparaître comme des éléments d'un patrimoine global, alors que l'analyse historique montre qu'elles sont au contraire liées à des cultures populaires localisées et inséparables, à quelques exceptions près, de la notion de langage parlé. Ces statuts, en toute rigueur, constituent des modes de conservation destinés à des langues qui seront de moins en moins parlées, et sont d'autant plus loin de la question du bilinguisme qu'ils refusent de prendre en compte des langues qualifiées de dialectes, dont l'importance est grande en particulier en Allemagne, en Suisse et en Italie. Moins que jamais la problématique sociale qui s'attache aux langues non officielles semble sérieusement prise en compte.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Transeurope, août 2000, 191 p.

Europe, terre d'immigration

Flux migratoires et intégration

Jacques Barou

De continent d'émigration, l'Europe est devenue, par étapes depuis la seconde guerre mondiale, terre d'immigration. Chaque État a d'abord géré l'arrivée et l'installation des populations immigrées à partir de sa propre organisation administrative et de ses propres traditions juridiques. Entre la construction de minorités au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas et l'intégration à la française ou à l'allemande, les contrastes tendent cependant à s'atténuer. D'autant qu'avec la création de l'espace Schengen, l'Union Européenne pousse à un rapprochement des politiques nationales d'accueil. Les immigrés aideraient-ils l'Europe à prendre conscience de son unité et à affirmer ses valeurs communes ?

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Transeurope, avril 2001, 175 p.

La tentation populiste au cœur de l'Europe

Olivier Ihl, Janine Chêne, Eric Vial, Ghislain Waterloo (Eds)

Depuis quelques années, dans les démocraties européennes, se sont développés des partis et des mouvements qualifiés de « populistes ». En Autriche, en Suisse, aux Pays-Bas, en Italie, mais également en France, au Danemark, en Belgique ou au Portugal. Devant l'ampleur du phénomène, certains observateurs ont évoqué le déferlement d'une lame de fond. A quelques semaines d'intervalle, en 2002, l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle française et le succès de la liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas ont fini par convaincre les plus réticents. Sans cesse sollicitée, la notion de populisme est ainsi devenue un mot-valise : sans doute irremplaçable mais terriblement équivoque. Gagnant en extension ce qu'il perd en capacité de désignation, ce terme fonctionne autant comme épouvantail que comme principe de mobilisation ou catégorie d'analyse. C'est pour comprendre les ressorts et la portée de ce phénomène qu'a été réalisé cet ouvrage qui rassemble les meilleurs spécialistes européens (philosophes, historiens, politistes, sociologues ou juristes). Les auteurs montrent en particulier combien la notion de populisme doit être réexaminée, d'abord au regard des évolutions des formes de l'action publique dans les sociétés européennes. Ensuite, par rapport à la trame de ses usages les plus immédiats, notamment ceux visant à qualifier les leaders et mots d'ordre de mouvements qui prospèrent surtout par leur dénonciation des « pathologies » d'une démocratie confisquée. Une manière de mieux comprendre l'inscription sociale et historique de ces formes de mobilisation, d'éclairer les enjeux de ce tournant néopopuliste semblable à un nouveau spectre venant hanter le Vieux Continent.

Paris, La Découverte, Recherches, mars 2003, 320 p.

Administrier la ville en Europe (XIX^e -XX^e siècles)

Bruno Dumons, Gilles Pollet (Eds)

Poser la question du gouvernement des villes en Europe aux XIX^e et XX^e siècles permet tout d'abord de rompre avec une vision mythique et téléologique du pouvoir et des processus d'étatisation des sociétés contemporaines. Les différentes recherches qui sont ici réunies démontrent en effet que les municipalités urbaines ont été des lieux d'innovation et de création institutionnelles majeures, dans de nombreux domaines et secteurs d'intervention. Ces regards croisés sur quelques expériences communales européennes permettent de réfléchir sur la construction complexe des rapports entre centre(s) et périphérie(s), mais également entre différents niveaux de gouvernance ainsi qu'à la pertinence des notions de « gouvernement local » et « d'autonomie municipale ». La mise en œuvre de politiques publiques et sectorielles d'envergure nécessite davantage de techniciens, d'experts et de « hauts fonctionnaires » à la tête de services urbains toujours plus spécialisés. Le processus général de bureaucratisation des administrations publiques aboutit ici à l'émergence d'une « haute fonction publique municipale ». L'institution municipale apparaît alors comme un espace privilégié d'ascension sociale et de concentration du pouvoir au sein de la société urbaine, mais également comme une des composantes importantes de logiques réformatrices plus globales au plan national et international. La rencontre avec d'autres traditions historiographiques, notamment italiennes et espagnoles, est au fondement d'une histoire sociale et d'une sociologie historique des gouvernements municipaux et des pouvoirs locaux dans l'Europe urbaine.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, janvier 2004, 206 p.

La ville, ses cultures, ses frontières, démarches d'anthropologues dans des villes d'Europe

Jacques Barou, Alain Battegay, András Gergely (Eds)

Cet ouvrage rassemble les contributions, rédigées en français et en anglais, de neuf anthropologues français, hongrois et roumains portant sur une approche de la ville à partir du point de vue anthropologique. Une première partie concerne les problèmes théoriques et méthodologiques que pose l'usage de l'anthropologie pour comprendre la diversité des phénomènes urbains. Une seconde partie est consacrée à la présentation de recherches de « terrain » réalisées à Grenoble, à Lyon, à Budapest et à Csikseréda, petite ville de Roumanie.

Paris, L'Harmattan, Minorités et Sociétés, 2004, à paraître, 203 p.

10 →

Mise en œuvre des politiques publiques

Les politiques publiques en action : entre secteurs et territoires, rendre effectif le droit. Raisons de faire et pouvoir, pratiques et acteurs.

Le pouvoir en situation extrême

Catastrophes et Politique

Claude Gilbert

Lorsque survient une catastrophe naturelle ou industrielle, les autorités sont contraintes d'exercer pleinement le pouvoir qui leur est reconnu pour garantir la protection de la population. Cet exercice est difficile, surtout dans les démocraties modernes. Comment donner la preuve du « pouvoir du pouvoir » quand apparaissent des menaces en l'absence de tout véritable ennemi et quand l'incertitude qui s'accroît alors résulte avant tout de la complexité propre aux collectivités affectées? L'examen de différentes crises montre que les responsables, élus ou désignés, « gèrent » moins ces situations extrêmes qu'ils ne cherchent à les « régler » au plus vite en recourant à des armes politiques classiques. Faut-il voir là une limite à la modernisation de l'exercice du pouvoir dans les sociétés complexes ou, au contraire, l'étonnante permanence de formes de pouvoir trop rapidement reléguées dans les tiroirs du politique?

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, juin 1992, 268 p.

Les usagers dans l'évaluation des politiques publiques

Etude des relations de service

Philippe Warin, préface de Jean-Michel Belorgey

Les usagers des services publics l'ignorent peut-être, mais ce qu'ils disent ou font face aux agents prestataires peut avoir de lourdes conséquences. Tout d'abord, les agents ne sont pas insensibles aux jugements des usagers qui se mêlent à leurs demandes immédiates. Sous certaines conditions, cela modifie les conduites et les stratégies des agents au sein des organisations. Mais surtout il suffit de développer les conditions d'une assimilation collective des évaluations faites par les usagers pour que le système de règles, de normes et de représentations, qui structure les activités, s'en trouve lui-même affecté. Ces constats établis à partir d'observations ethnographiques permettent à l'auteur de proposer une démarche d'évaluation de l'action publique fondée sur les évaluations spontanées des usagers au cours des relations de service. Cet ouvrage s'efforce d'apporter une contribution nouvelle à l'analyse des politiques publiques dans laquelle il trouve son cadre général de réflexion.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, février 1993, 317 p.

Loger les personnes défavorisées

Une politique publique sous le regard des chercheurs

René Ballain, Francine Benguigui (Eds)

Fruit d'un travail collectif, cet ouvrage rend compte des enseignements d'un programme de recherche du Plan Construction et Architecture, piloté conjointement avec la Direction de l'Habitat et de la Construction, qui analyse les conditions d'élaboration des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées sur neuf sites. Neuf équipes ont ainsi observé la mise en place de cette politique sur le terrain. Une synthèse générale des travaux sur sites a été réalisée, afin de faire émerger les grandes tendances qui se dégagent des observations locales et les questions qui se posent à la lumière de ces travaux.

Paris, La Documentation Française, 1995, 438 p.

L'invention de la politique culturelle

Philippe Urfalino

Histoire de la politique culturelle française d'André Malraux à Jack Lang, notamment des idées et des croyances qui ont guidé l'action du ministère chargé des Affaires culturelles. Privilégiant la genèse, l'ouvrage analyse d'abord la fondation idéologique et administrative de la politique culturelle, de 1959 à 1973, à partir d'une étude minutieuse, archives et interviews à l'appui, de l'histoire de la politique des maisons de la culture, politique qu'André Malraux et son administration ont érigé en modèle de l'action culturelle de l'État. Puis, à partir de cette fondation, posée en 1959 et brisée par les événements de mai 1968, il propose une intelligibilité nouvelle des effets de l'alternance politique de 1981 et de l'action de Jack Lang. Cette histoire, à la fois intellectuelle, administrative et politique, permet de mieux cerner la singularité de ce que nous entendons intuitivement en France par « politique culturelle ». Celle-ci ne se réduit pas à une addition de politiques publiques de la culture, qui l'ont précédée et qui lui survivront. Elle suppose au moins une « philosophie d'action » prêtant un sens et quelques finalités à un ensemble de mesures. Et de ce fait, trois de ces « philosophies » se sont succédé rue de Valois en une trentaine d'années.

Paris, La Documentation Française, Comité d'Histoire du ministère de la Culture, Travaux et Documents, 3, juin 1996, 361 p.

Les territoires de l'insertion

Insertion des jeunes en milieu rural et en milieu urbain

Chantal Guérin, Jaime Alberto Perez (Eds)

L'ouvrage appartient à un genre un peu particulier que l'on pourrait appeler recherches et réflexions à partir et autour d'une expérience sociale. L'expérience consistait à mettre ensemble pour des activités très variées, des jeunes que réunit une commune difficulté d'insertion mais que séparent la distance et la nature des territoires où ils vivent : « cités dégradées », pour les uns, « zones rurales désertifiées » pour les autres. Cette expérience est d'abord racontée et analysée. Elle sert ensuite d'occasion pour rassembler des textes de chercheurs que cette action a intéressés. Ces chercheurs prennent tout à tour le point de vue de l'un ou de l'autre des acteurs pour qui l'insertion des jeunes est un problème : les jeunes eux-mêmes, les professionnels, les responsables administratifs et politiques.

Paris, L'Harmattan, décembre 1996, 176 p.

Promouvoir le droit au logement

Contribution à l'évaluation de la loi du 31 mai 1990

René Ballain (Ed)

Cet ouvrage collectif rend compte d'une démarche d'évaluation nationale de la politique conduite en faveur du logement des personnes défavorisées depuis la promulgation de la loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement. Cette démarche s'est développée de novembre 1997 à mars 1998 sous la responsabilité d'un comité de pilotage comprenant des représentants du ministère de l'Équipement, des transports et du logement (Direction générale de l'urbanisme, de

l'habitat et de la construction et ses services déconcentrés; Secrétariat permanent du plan d'urbanisme construction architecture); du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Direction de l'Action Sociale; de l'Assemblée des présidents des conseils généraux de France, de l'UNFOHLM et de l'UNIOPSS. Des équipes de recherche ont été chargées de l'évaluation de thèmes spécifiques : définition des publics prioritaires, création d'une offre supplémentaire de logement, intervention des fonds de solidarité pour le logement, enjeux du partenariat et de la territorialisation de l'action publique. L'évaluation s'est adossée à de nombreux travaux qui ont accompagné la mise en place de la politique en faveur du logement des défavorisés, qu'il s'agisse des travaux du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées ou de ceux réalisés par la DGUHC pour le Conseil National de l'Habitat, ou bien d'études nationales ou locales réalisées sur le thème, ou encore des travaux de recherche initiés notamment par le PCA.

Paris, La Documentation Française, juillet 1998, 458 p.

Genèses de l'insertion

L'action publique indéfinie

Chantal Guérin-Plantin

L'insertion est une catégorie récente de l'action publique. Elle s'est construite progressivement, d'abord en réponse au grave problème de chômage que subissaient les jeunes générations, puis elle s'est étendue aux adultes chômeurs de longue durée, et enfin, avec le RMI, aux personnes privées de ressources. L'ouvrage retrace cette double genèse de l'insertion et montre comment cette notion a contaminé de nombreux secteurs de la vie sociale aux cours des années quatre-vingt. L'insertion apparaît davantage comme un rassemblement d'actions différentes : innovations pédagogiques pour lutter contre l'échec scolaire, formes nouvelles de prévention spécialisée, développement local et création d'une économie orientée « autrement », suivi social et assistance aux personnes dépourvues de ressources, lutte contre le chômage de longue durée... L'insertion est le mot unique proposé et accepté pour désigner ces actions différentes. Il les a constituées en une mission impérieuse, mais vague, que les problèmes du temps ont assigné aux acteurs sociaux chargés de trouver une place à ceux qui n'en auraient pas.

Paris, Dunod, Action sociale, 1999, 228 p.

Des ZEP aux REP : pratiques et politiques

Dominique Glasman

L'ouvrage, destiné à présenter les Zones d'Education Prioritaires (ZEP) et leur évolution à un public non spécialiste et particulièrement à des étudiants en formation à l'IUFM, retrace les raisons de la création des ZEP, leur évolution, et précise ce qui caractérise les ZEP. Une seconde partie montre à quels problèmes se heurtent, encore aujourd'hui, les ZEP et leurs acteurs : apprentissages, rapports entre parents et école, formes de regroupement des élèves, et aborde enfin l'évaluation de cette politique. Une troisième partie présente l'introduction récente des Réseaux d'Education Prioritaire (REP), ce qui y a conduit, et les enjeux des prochaines années.

Toulouse, SEDRAP, A propos, 2000, 96 p.

L'accompagnement scolaire **Sociologie d'une marge de l'école**

Dominique Glasman

Une première partie de l'ouvrage « construit l'objet » en montrant comment et pourquoi l'accompagnement scolaire apparaît comme question publique depuis le début des années 1980, comment on le nomme, comment il s'analyse par rapport à l'éducation populaire, ce qui le distingue des cours particuliers, et quels sont les questions et les enjeux liés à son éventuelle « institutionnalisation ». La seconde partie examine plusieurs dimensions : les acteurs et leur « professionnalisation », les rapports avec les parents, le contenu des séances et ce qui s'y joue, enfin l'évaluation qu'il est possible de faire.

Paris, Presses Universitaires de France, Education et Formation, février 2001, 317 p.

Services publics et usagers dans les quartiers en difficulté **Entre enjeux de régulation et jeux de partenaires, la question du citoyen**

Annie Maguer (Ed), Jacques Barou, Ariella Rothberg

La participation des usagers à la production de services est abordée ici sous un angle ethnologique. A partir de l'étude de trois expériences de participation (Vienne, Valence, Saint-Denis) à la « chose publique », les auteurs montrent les attentes civiques des habitants des quartiers difficiles ainsi que les nouveaux comportements professionnels des agents publics engagés dans ces expériences.

Paris, La Documentation Française, Perspectives, février 2001, 162 p.

Chronique d'un déluge annoncé, crise de la solidarité face aux risques naturels

Stéphane Cartier

L'agriculture intensive, l'aménagement du territoire, les pratiques immobilières ont transformé le paysage. Les pluies ne sont plus absorbées par nos terres gorgées d'eau, où rien ne retient les ruissellements. Erosion, inondations, pollutions de l'eau nécessitent une politique de prévention à l'échelle des bassins versants. La constitution de ces politiques locales de prévention suppose la coordination d'une multitude d'acteurs – pouvoirs publics, administrations locales et nationales, professions, associations, habitants – qui doivent ensemble définir les buts et les moyens de la solidarité. A partir de la situation du Pays de Caux, en Normandie, l'auteur livre ici une étude approfondie du fonctionnement quotidien de la France au niveau de ses institutions, des rouages et des clivages de son administration, des tentatives d'organisation pour maîtriser collectivement le ruissellement et ses conséquences néfastes. Alors que les mailles les plus faibles du filet social se rompent et que les défaillances collectives peuvent nous mener à l'exclusion et au désastre, la généralisation du risque constitue une occasion formidable de renouveler les règles de solidarité et d'appartenance au groupe.

Paris, Grasset, 2002, 373 p.

Les dépanneurs de justice

Les « petits fonctionnaires » entre qualité et équité

Philippe Warin, préface de Jean-Baptiste Foucauld

Les « petits fonctionnaires » sont loin d'agir avec indifférence à l'égard des usagers et librement avec les règlements. Face à l'inégalité des chances dans l'accès aux services publics, les comportements changent : les routines disparaissent et l'application effective des droits devient cruciale. Ce qui compte d'abord pour les agents au contact direct du public c'est de garantir à tous les usagers une égalité de résultats. Ils doivent se débrouiller au mieux avec des demandes qui les débordent, alors qu'ils sont confrontés à des problèmes de répartition des effectifs et à la pression d'objectifs de qualité. Pour s'en sortir, beaucoup aujourd'hui agissent en équité et évitent d'accorder des passe-droits ou des privil ges. Leur principal souci est d'améliorer l'enchaînement des actes administratifs, à défaut de pouvoir agir sur les mécanismes de redistribution des ressources. Loins d'être les agents zélés de l'état, chargés d'arranger les ayants droit, les « petits fonctionnaires » se comportent plutôt comme les garants d'un état de droit mis à mal. Cela pose une question à la politique de modernisation administrative : que faire de ces comportements qui entretiennent une relation de justice avec les usagers et qui évitent ainsi au service public une panne de sens ? L'ouvrage, construit sur les résultats de plusieurs enquêtes de terrain, bouscule le regard porté habituellement sur les fonctionnaires et invite à débattre de nouveau de leur place dans le fonctionnement des services publics.

Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Droit et Société, 33, Série politique, février 2002, 134 p.

Le logement très social

René Ballain, Elisabeth Maurel, préface de Louis Besson

La France a eu des « sans-logis » au lendemain de la Seconde guerre mondiale, puis des « mal-logés » à l'aube des années soixante-dix. Elle compte désormais des « personnes défavorisées » éprouvant des difficultés pour accéder à un logement ou s'y maintenir. Ce constat dressé à la fin des années quatre-vingt a été à l'origine de nombreuses mesures pour consolider la dimension sociale de la politique du logement confrontée à la transformation des structures familiales, à la montée de la précarité et aux différentes manifestations de l'exclusion sociale et urbaine. Un rapprochement sans précédent s'opère entre la politique du logement et l'action sociale, aboutissant à la constitution d'un nouveau système de réponses que les auteurs de ce livre identifient comme le « logement très social ». Ils montrent qu'il s'agit là d'un remaniement profond de la politique du logement : transformation des caractéristiques de l'offre immobilière, nouvelles façons de désigner les demandeurs de logement (les défavorisés) et de les prendre en charge, présence de médiateurs agissant comme tiers sociaux, remaniement du milieu des intervenants (organismes HLM et associations). Tout se passe finalement comme si le « logement très social » constituait une réponse à la question du logement des pauvres, des inadaptés et des précaires ; une réponse qui représente une autre façon de construire le droit au logement.

La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, Société et territoire, novembre 2002, 222 p.

L'habitat des immigrés et de leurs familles

Jacques Barou

Le type d'habitat et de logement des familles immigrées conditionne en grande partie leur intégration dans la société. C'est pourquoi il est important de comprendre et d'analyser les conditions historiques, politiques, économiques et sociales qui ont conduit les populations étrangères du bidon-ville dans les années soixante au logement social aujourd'hui, en passant par l'habitat ancien des centres villes et les foyers. L'ouvrage dresse également un panorama des diverses politiques visant à combattre les inégalités et les discriminations dans l'accès au logement, à désenclaver les cités sigmatisées, à faire revenir les services de proximité dans les quartiers en crise, à résorber l'habitat dégradé et insalubre, à permettre la mixité sociale dans tous les quartiers des villes, ainsi que la solidarité urbaine à l'échelle des grandes agglomérations...

Paris, La Documentation Française, ADRI, Le point sur..., 2002, 83 p.

Mettre en œuvre le droit au logement

René Ballain, Francine Benguigui (Eds)

Le droit au logement a été consacré comme un droit fondamental en 1989 dans un contexte marqué par la montée de la précarité et de la pauvreté et un défaut d'offre de logements accessibles. Malgré l'adoption par les pouvoirs publics de nombreuses mesures pour le rendre effectif, des difficultés d'accès à un logement décent et indépendant demeurent pour les personnes les plus fragiles. À la crise de l'emploi qui a généré un chômage de masse et fragilisé le lien à l'emploi s'ajoute désormais une crise du logement marquée par un défaut d'offre de logement accessible. On savait l'ascenseur social en panne, désormais c'est l'ascenseur résidentiel qui ne fonctionne plus. Cette double panne conduit les ménages les plus modestes et les plus fragiles à cohabiter, à recourir à des situations de fortune, à circuler entre différentes formules d'habitat temporaire qui se sont multipliées depuis une quinzaine d'années, à solliciter l'aide des services sociaux et du secteur associatif, à accepter des conditions d'habitat indignes ou à demeurer sans espoir de mobilité dans des quartiers dépréciés. Cet ouvrage s'appuie sur les apports d'une dizaine de recherches et d'un colloque pour traiter de la nature et de l'effectivité du droit au logement, des mutations qui affectent le logement social et très social, de l'émergence de nouveaux publics en difficulté de logement, du développement de nouveaux statuts d'occupation et de nouvelles formes de médiation pour ces publics. Dans une dernière partie, il tente de proposer une réflexion sur ce que pourrait être une protection sociale dans le domaine du logement quand s'ouvre une nouvelle étape de la décentralisation.

Paris, La Documentation Française, Plan Urbanisme Construction Architecture, L'accès au logement : des évolutions en débat, 1, juin 2004, 224 p.

Risques et société

Monika Steffen, Pierre Kukawka (Eds)

Une sélection d'articles issus des «VIII^{èmes} Entretiens de l'IEP de Grenoble» (mars 2003) analyse les réponses sociales et politiques face aux risques, à travers une série de cas choisis pour représenter différents types de risques et leurs modes de régulation à l'échelle locale, nationale, européenne ou internationale : l'action portant sur les comportements individuels, sur les infrastructures et systèmes techniques, sur le cadre géographique, sur les règles économiques et juridiques et sur les systèmes de surveillance et d'aide internationales. Une douzaine de cas sont ainsi analysés allant des maladies transmissibles et accidents de la route aux risques localisés, comme les avalanches ou usines chimiques, en passant par la pollution de l'air dans les grandes agglomérations, l'industrie agroalimentaire, les centrales nucléaires et la protection de personnes vulnérables lors des conflits armés. Une grille commune assure l'homogénéité de l'analyse et la validité des résultats. Les cas sont étudiés dans leurs dimensions historiques, politiques et juridiques, selon l'approche classique de l'analyse des politiques publiques : émergence et définition du problème, mise sur l'agenda politique, mobilisation du système des acteurs, régime des responsabilités, changements et réformes dans le modèle d'intervention. La dernière partie est consacrée plus spécifiquement à la prise en charge et à la régulation des risques par les préfetures, les assurances, l'Union Européenne et des acteurs internationaux, tel le Comité International de la Croix Rouge.

Paris, L'Harmattan, Librairie des Humanités, 2004, à paraître.

11 → Sociologie de l'action publique

La production des politiques en évolution : entre régimes institutionnels, théories de la démocratie et modalités pratiques. D'une analyse des représentations sociales dans les politiques à une sociologie cognitive de l'action publique.

Planification et Société

Actes du Colloque d'Uriage, octobre 1973

Lucien Nizard, Pierre A. Bélanger (Eds)

Après vingt-cinq années d'expérience, est-il possible de mettre en évidence les fonctions exercées par la planification dans la société française ? Et sur la base de cette réflexion, que peut-on dire sur l'avenir de la planification française ? Pour donner des éléments de réponse à cette interrogation se sont réunis plus de 100 spécialistes, français et étrangers, praticiens et chercheurs, appartenant au secteur public, au secteur privé, au Commissariat Général du Plan et aux principales administrations économiques et sociales. Les contributions présentées au Colloque, ici dans leur état final, ainsi qu'un certain nombre de textes retraçant les principaux débats sont rassemblés dans cet ouvrage qui marque un élargissement sensible des modes d'approche des problèmes de planification dans la société française. La planification n'est pas envisagée ici de façon étroite comme un ensemble de techniques d'intervention économique ou comme un réseau de procédures institutionnelles. L'objectif poursuivi a été d'analyser de manière englobante la planification comme effort méthodique de régulation à moyen terme de la reproduction d'un système social. Cette démarche implique que l'on entend mesurer les effets de la planification sur l'ensemble du système social et non pas seulement sur un système économique artificiellement isolé des rapports sociaux qui encadrent et en conditionnent largement le fonctionnement. Ainsi définie la planification ne prend son sens qu'en relation avec l'état présent et avec les tendances d'évolution du système à planifier ; pour les mêmes raisons, elle doit être saisie dans ses articulations et éventuellement dans ses contradictions avec les autres procédures de régulation sociale, globales ou partielles, qui coexistent avec elle. D'une autre manière, l'axe de recherche du Colloque pourrait être défini ainsi : planification, régulations bureaucratiques, contraintes de système et conflits de pouvoirs. Cet effort implique l'introduction d'une dimension comparative : plusieurs contributions prennent en compte d'autres expériences nationales et, sur cette base, une réflexion a été menée sur le degré de spécificité de l'expérience française.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, État et Société, juin 1974, 677 p.

Le social en plan

Bruno Jobert

Le social en plan présente une analyse originale de la « machinerie » de la planification. Pour la haute fonction publique, la planification sociale a constitué un lieu privilégié de combat idéologique où était inlassablement recherchée la remise en cause d'un modèle de développement inégalitaire. Les difficultés répétées de la planification sociale qui sont retracées dans ce livre expriment l'affrontement inégal entre cette fraction des intellectuels ralliés à la gauche et une coalition politique dominée par un libéralisme militant.

Paris, Economie et Humanisme, Les Editions Ouvrières, Politique Sociale, octobre 1981, 272 p.

L'État sans qualités

Claude Gilbert, Guy Saez, François d'Arcy

État-recours pour compenser les effets négatifs de la modernité ou État-totalitarisme résultant de la pénétration de plus en plus fine de l'État dans la société civile : au delà de la contradiction, on ne peut que s'interroger sur la nouvelle figure de l'État qui est née d'échanges et de polémiques tant parmi les intellectuels qu'entre ceux-ci et leurs interlocuteurs habituels. On remarque d'abord que tous ont abusé de la métaphore militaire pour désigner les équipements, les appareils, les agents de l'État et surtout que c'est à partir de politiques publiques marginales, telle celle de la culture, que s'est forgée la figure d'un État ordinaire. On remarque ensuite que cet incessant travail de qualification a beaucoup contribué à faire perdre à l'État ses qualités.

Paris, Presses Universitaires de France, *Economie en Liberté*, octobre 1982, 189 p.

Le technocrate et le paysan

Pierre Muller

Il y a vingt ans, la mutation profonde de l'agriculture française a suscité des mesures de modernisation sans précédent. L'auteur, familier de l'évolution interne de toutes les grandes organisations paysannes et témoin des négociations serrées qui ont accompagné ces bouleversements, analyse comment la naissance de cette nouvelle politique agricole s'est accompagnée d'une redistribution des pouvoirs entre une élite paysanne mouvante, la technocratie, le ministère de l'Agriculture et les organismes associatifs. Comment a évolué l'agriculture ? La crise des années soixante fait encore sentir lourdement ses effets : malaise de l'Administration face à la profession agricole, difficultés du gouvernement socialiste et de la gauche paysanne pour construire une alternative politique au sein du monde rural.

Paris, *Economie et Humanisme*, Les Editions Ouvrières, Développement et Civilisations, janvier 1984, 175 p.

L'État en action

Politiques publiques et corporatismes

Bruno Jobert, Pierre Muller

Proposition d'un cadre d'analyse théorique des politiques publiques conçues ici comme un élément central de l'État et du système politique. Illustrations de la méthode à partir d'études de cas (planification, politiques sociales, politiques agricoles, télécommunications, etc). Discussion de la pertinence des théories néo-corporatistes vis-à-vis de l'État français. Il s'agit en effet de rendre compte des transformations de l'État qui résultent de la croissance des politiques publiques, et de combler le fossé qui sépare les débats généraux sur l'État et les recherches empiriques conduites sur les organisations publiques.

Paris, Presses Universitaires de France, *Recherches Politiques*, novembre 1987, 242 p.

Airbus, l'ambition européenne

Logique d'État, logique de marché

Pierre Muller

Airbus quitte rarement la une des médias. Symbole de l'unité européenne, le succès commercial du programme est aussi la manifestation des nouvelles ambitions du Vieux Continent. Mais cet ouvrage ne retrace pas seulement l'action des hommes qui ont fait Airbus. Il décrit aussi l'histoire d'un affrontement entre logique d'État et logique de marché qui débouche sur un véritable bouleversement des modes d'action des pouvoirs publics dans le monde industriel. L'émergence du programme Airbus comme enjeu majeur regroupant l'essentiel des investissements industriels en matière d'aéronautique civile a provoqué, notamment en France, une réorganisation des relations entre l'État et les firmes du secteur. Le système de relations tend à fonctionner de plus en plus selon un modèle de marché dans lequel ce sont les industriels, et non plus l'État, qui jouent le rôle moteur dans la définition des nouveaux produits et des stratégies industrielles ou commerciales. Au niveau européen, l'évolution majeure, au cours de cette période, est la convergence qui s'opère de plus en plus nettement entre les différents systèmes de normes qui structurent les politiques nationales. S'il est confirmé, ce rapprochement pourrait être considéré, dans la perspective du grand marché européen, comme un résultat majeur d'Airbus, même si ce n'est pas le plus visible.

Paris, L'Harmattan, Commissariat Général du Plan, Logiques Sociales, juin 1989, 254 p.

Le village et la politique

Essai sur les maires ruraux en action

Alain Faure

Comment observer les communes rurales en France en tirant pleinement partie du travail issu des différents domaines de recherche qui composent les sciences sociales ? Cet ouvrage est une tentative de réponse composée de cinq chapitres qui sont autant de ballons d'essai pour réconcilier le village et le politique. Si les sociologues, les économistes, les juristes et les historiens réalisent depuis longtemps de passionnantes études sur le sujet, force est de constater que la dimension politique du problème est souvent abordée de façon fragmentaire. Or les communes rurales tirent précisément leur richesse politique de l'enchevêtrement des multiples frontières qui les délimitent. Frontières entre le public et le privé, entre le social et l'économique, entre le politique et le partisan, entre le territorial et l'institutionnel, entre l'espace et le temps... Par réflexe autant que par tradition scientifique, on associe souvent le politique à la gestion de la Cité dans une optique urbaine. L'auteur souhaite compléter cette appréhension en recherchant les cohérences civiques et publiques issues des sociétés rurales. En étudiant l'action de maires ruraux de 1945 à nos jours, il retrouve l'origine des différentes pratiques gestionnaires (défense communautaire, réseau départemental, clientélisme, management socio-économique...) ainsi que les méthodes d'administration et les valeurs politiques qu'elles véhiculent.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, mai 1992, 224 p.

La construction du sens dans les politiques publiques

Débats autour de la notion de référentiel

Alain Faure, Gilles Pollet, Philippe Warin (Eds)

L'idée de ce livre a germé, à l'automne 1993, lorsque des chercheurs du CERAT et de l'IEP de Grenoble ont programmé un débat sur la notion de référentiel telle qu'elle était présentée dans « L'État en action » de Bruno Jobert et Pierre Muller (1987, Paris PUF). Ce livre semblait entraîner des spéculations interprétatives souvent stimulantes que l'équipe souhaitait aborder à partir d'une question a priori assez simple : jusqu'où la notion de référentiel est-elle utilisable dans l'analyse des politiques publiques ? La diversité des points de vue a incité les orateurs à prolonger la réflexion par un écrit collectif sur la construction du sens dans les politiques publiques. Le présent ouvrage donne donc la parole aux six chercheurs qui ont relevé le défi, ainsi qu'à Bruno Jobert et Pierre Muller qui ont accepté de réagir aux différents textes présentés.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, juin 1995, 192 p.

Gouvernance métropolitaine et transfrontalière

Action publique territoriale

Guy Saez, Jean-Philippe Leresche, Michel Bassand (Eds)

Fruit de nombreux échanges et rencontres scientifiques par-dessus la frontière franco-suisse, cet ouvrage collectif prend place dans les débats européens actuels sur les recompositions territoriales en liaison avec la notion de gouvernance. Tant les politiques métropolitaines que transfrontalières illustrent en effet particulièrement bien les nouvelles formes d'action publique à l'œuvre dans des espaces recomposés. Loin de signifier « la fin des territoires », ce qui caractérise aujourd'hui l'action publique inaugure bien plutôt un retour des territoires, à la fois comme acteur, instrument et comme double cadre d'action et cognitif. Qu'ils soient métropolitains ou transfrontaliers, les territoires cristallisent toujours plus les enjeux sociaux, économiques et culturels ainsi que les enjeux intergouvernementaux des politiques. Aussi, face à l'émergence de nouveaux et multiples problèmes, acteurs, intérêts et images, l'apport principal de cet ouvrage réside-t-il dans la mise en évidence et la comparaison sur des terrains français et suisses de la dimension territoriale de la gouvernance.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, février 1997, 314 p.

Quelle modernisation des services publics ?

Les usagers au cœur des réformes

Philippe Warin (Ed)

Depuis la fin des années quatre-vingt, les services publics sont dans la tourmente : leur efficacité, fondée sur un modèle conçu au lendemain de la seconde Guerre mondiale, est critiquée de toutes parts. Mais au-delà du consensus qui s'est dégagé sur leur nécessaire modernisation les divergences sont profondes : pour les uns, il faut en finir avec les « corporatismes » et ouvrir les services publics aux vents du libéralisme et de la concurrence ; pour les autres, il faut s'adapter, mais en préservant des acquis sociaux qui bénéficient à l'ensemble de la collectivité. Et dans les deux cas, l'objectif affiché est de répondre aux mieux aux besoins des « usagers ». Comment dépasser cette

polémique largement idéologique, qui escamote par trop les vrais enjeux ? En s'intéressant de près aux discours sur les usagers qui accompagnent les projets de modernisation des services publics depuis des décennies, et à l'histoire longue des revendications des professionnels et des mouvements associatifs. Tel est le propos de cet ouvrage, dont les auteurs passent en revue ces évolutions dans l'ensemble des services publics : télécommunications, EDF, SNCF, justice, police, école, santé, aide sociale, politiques familiales, politiques de quartier. Cet ensemble sans équivalent est complété par une série de contributions qui éclairent les débats sur les rôles de l'État-providence, en France et en Europe, ou sur les oppositions usager/client.

Paris, La Découverte, Recherches, novembre 1997, 355 p.

Territoires et subsidiarité

L'action publique locale à la lumière d'un principe controversé.

Alain Faure (Ed)

L'idée de ce travail de recherche a germé au printemps 1996 à Aix-en-Provence à l'occasion d'un congrès de l'Association Française de Science Politique, où fut lancé un débat sur l'actualité du principe de subsidiarité dans la mise en œuvre des politiques locales en France et en Europe. Plusieurs participants ont poursuivi l'échange en rédigeant une contribution, puis, au terme de plusieurs séances de discussion collective, cet ouvrage a vu le jour. Avec des approches de science politique, de sociologie, de droit et d'histoire, les auteurs proposent un éclairage inédit sur une notion en apparence limitée à la doctrine de l'Eglise et au fédéralisme. Pourtant, derrière des définitions simples et des champs d'application apparemment balisés, le principe de subsidiarité révèle une étonnante complexité, tant par ses usages politiques que par ses interprétations théoriques. Des définitions ouvrent le débat (1^{ère} partie) en testant la subsidiarité comme régime, comme principe d'organisation et comme norme de séparation des pouvoirs. Des exemples poursuivent la réflexion (2^{ème} partie) avec l'analyse de politiques publiques dans les domaines du tourisme, de la gestion de l'eau et de la culture. Enfin, des textes se penchent sur les valeurs qui enracinent le principe dans une vision du monde (3^{ème} partie) au cœur des territoires en France, au fil des échanges politiques dans les régions et au sein de scènes de négociation de l'Union Européenne.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, décembre 1997, 306 p.

Les enjeux politiques de la famille

Jacques Commaille, Claude Martin

La famille a changé, c'est un fait admis. Abondamment décrit par les sociologues, le phénomène donne lieu aujourd'hui à d'importantes réformes. Cependant, ces mutations ne sont jamais abordées d'un point de vue politique : tout se passe comme si la famille ressortait exclusivement du domaine privé, comme si elle ne comportait pas d'enjeux sociaux. Renversant les perspectives habituelles, les auteurs proposent de considérer la famille comme un facteur central de la vie politique : utilisée comme instrument de légitimation, manipulée sans aucun doute, notamment pour servir des intérêts politiques, elle reflète aussi, dans les relations qu'elle instaure entre ses membres, un ordre politique existant. Si l'on peut parler aujourd'hui de démocratisation de la vie familiale, celle-ci reste encore assez peu répandue du fait des inégalités sociales,

dont celles qui subsistent entre les hommes et les femmes. Dès lors, dépassant les clivages convenus à propos d'une « politique de la famille », ce sont ces inégalités qu'il faut placer au centre du débat politique pour donner son sens plein à la démocratie.

Paris, Bayard Editions, Société, 1998, 199 p.

Les métamorphoses de la régulation politique

Jacques Commaille, Bruno Jobert (Eds)

Les frontières du domaine public se déplacent dans tous les pays européens. Le politique ne disparaît pas, mais sa position dans la construction de l'ordre économique et social s'est profondément altérée. Quel sens donner à ces métamorphoses de la régulation politique ? Répondre à cette question ne peut être l'apanage d'aucune discipline, puisqu'il s'agit de comprendre des glissements, des substitutions entre plusieurs ordres de régulation. Cet ouvrage atteste que chacune des grandes matières, du droit à l'économie et à la gestion, de la sociologie à la science politique, peut être mobilisée dans cette entreprise. Un dialogue s'amorce à travers les chapitres de ce livre où les convergences comme les désaccords qui surgissent ne recourent pas les territoires des disciplines. Cette réflexion sur les avatars de la régulation politique se développe à partir d'analyses portant sur des univers aussi différents que l'entreprise, la gouvernance urbaine, les régimes nationaux de relation professionnelle ou le domestique... Cet ouvrage est l'expression d'une conviction : les métamorphoses de la régulation politique exigent un nouveau régime de connaissance. Les auteurs se sont appliqués à en définir ici les composantes.

Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Droit et Société, 24, 1998, 381 p.

Les nouvelles politiques locales

Dynamiques de l'action publique

Richard Balme, Alain Faure, Albert Mabilleau (Eds)

Les politiques locales constituent-elles un terrain d'observation privilégié pour comprendre les transformations plus générales de l'action publique en Europe ? L'hypothèse mérite d'être débattue à l'heure où certaines solidarités nationales s'érodent (en matière d'emploi, de protection sociale, de cohésion urbaine, d'aménagement rural...) et où l'économie se développe sur un mode de plus en plus lié aux flux internationaux de capitaux, d'investissement et même de main-d'oeuvre. Paradoxalement, le débat sur l'efficacité des interventions publiques place souvent les collectivités territoriales en première ligne. Sollicitées sur des objectifs aussi ambitieux que la lutte contre l'exclusion, l'attractivité du territoire ou la sécurité des individus, ces dernières sont sommées d'inventer des techniques de gestion et des formes de légitimation à la hauteur des défis en présence. En examinant des politiques locales dans plusieurs secteurs d'activité et au sein de différents pays européens, cet ouvrage décrypte cette tendance et ses implications politico-administratives. On attache une attention particulière à la nature et à la portée des modèles explicatifs centrés sur les « systèmes locaux » dans les différents pays européens. On étudie aussi les spécificités fortes apparues ces dernières années dans la mise en oeuvre des politiques publiques locales qui font des interventions publiques un espace d'action collective. Ces spécificités semblent invalider pour partie les grilles classiques d'analyse des politiques publiques (analyse

séquentielle, fonctionnalisme, néo-corporatisme...) et ouvrent un champ de réflexion sur la dynamique des institutions. Les pratiques innovantes que cherchent à promouvoir les élites territoriales (services publics locaux, initiatives de développement local, politiques d'intégration) annoncent peut-être des mouvements d'idées moins liés que par le passé aux traditionnelles notions d'intérêt général et de continuité territoriales, et sont révélatrices des nouveaux enjeux et des nouvelles modalités de l'action publique contemporaine.

Paris, Presses de Sciences Po, septembre 1999, 486 p.

Gouverner par contrat

L'action publique en question

Jean-Pierre Gaudin

Contrat, négociation, partenariat et médiation sont des mots étroitement associés par les acteurs d'un nombre croissant de politiques publiques. L'auteur traite d'un « objet politique non identifié » : la contractualisation. Les politiques publiques contractuelles se repèrent dans tous les domaines : social, urbanisme, formation, enseignement, mais aussi là où on s'y attend moins comme en matière de police ou de justice. Qui participe véritablement au débat public, à quelles conditions et avec quelles ressources classiques ou nouvelles ? Les objectifs poursuivis veulent à la fois faire place à l'efficacité gestionnaire et à l'approfondissement du débat. Aux yeux de nombre d'observateurs, ces multiples partenariats n'aboutissent-ils pas plutôt à l'opacité croissante des décisions, à l'incertitude des règles et, donc, au désordre ? Peut-on concilier démocratie et performance par la seule vertu de la négociation ? Cet ouvrage propose une synthèse critique de ces analyses. Il s'interroge sur le développement futur des procédures de négociation publique, qui, pour l'instant, oscillent entre expériences instables et production doctrinale, entre bricolages contractuels et visions politiques d'ensemble.

Paris, Presses de Sciences-Po, octobre 1999, 233 p.

Territoires de Justice

Une sociologie politique de la carte judiciaire

Jacques Commaille

De toutes les politiques de justice, celles consacrées à la territorialisation de la fonction de justice, à ce qu'on appelle communément en France la « carte judiciaire », sont parmi les plus révélatrices des enjeux politiques (quelle conception de l'ordre politique en relation avec telle conception de la répartition des juridictions ?), culturels (dans quelles traditions s'inscrivent les diverses implantations judiciaires ?), institutionnels (suivant les différents modes territorialisés d'exercice de la fonction de justice, quels sont les intérêts et les valeurs de ceux qui l'assument ?). L'analyse systématique de la gestion de la territorialisation de la fonction de justice entre 1930 et la période actuelle permet précisément de saisir ces enjeux et de comprendre à la fois un extraordinaire immobilisme en la matière (la réforme de 1958 constituant une exception éclairante a contrario) et les prémices d'un changement possible qui s'imposerait à la justice. En

effet, celle-ci, même investie de fonctions régaliennes, n'échappe pas au fait que, de façon générale, l'État n'est plus maître des territoires de la puissance publique, lesquels sont de plus en plus désajustés par rapport à la nature des problèmes posés sous le double effet de la globalisation et de la localisation. Dans ce contexte, les redéfinitions nécessaires des conditions d'exercice de la fonction de justice ne peuvent s'effectuer que suivant des options politiques en relation avec des visions différentes du développement économique et social et de la réalisation du projet démocratique.

Paris, Presses Universitaires de France, Droit et Justice, Collection de la Mission de Recherche Droit et Justice, janvier 2000, 291 p.

La juridicisation du politique

Leçons scientifiques

Jacques Commaille, Laurence Dumoulin, Cécile Robert (Eds)

La question de la légalité est plus que jamais au cœur du politique et de ses incertitudes. Le mouvement de juridicisation s'accompagne d'un processus parallèle de judiciarisation de telle sorte que l'arène judiciaire se substitue de plus en plus fréquemment à l'arène politique. Ces transformations exigent une réflexion critique sur les frontières disciplinaires et sur les évitements réciproques du droit et de la science politique. C'est ce qui est fait dans cet ouvrage, en même temps que s'y trouvent expérimentées de nouvelles perspectives d'analyse impliquant conjointement le juridique et le politique. Plusieurs spécialistes de diverses disciplines démontrent ainsi que la juridicisation est une des expressions des bouleversements du politique justifiant de nouvelles manières de travailler entre sciences sociales.

Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Droit et Société, Série politique, 7, janvier 2000, 254 p.

La politique du logement (1981-1995)

Transformations d'une politique publique controversée

Philippe Zittoun

Àu début des années 1980, la politique du logement constituait le modèle type de la politique interventionniste. Quinze ans plus tard, après trois élections présidentielles, une crise du secteur de la construction, un changement de politique économique, une mise à l'agenda des questions de pauvreté et de chômage, que reste-t-il de cette politique, symbole d'un État fort, interventionniste et universaliste ? Certains évoquent son tournant néolibéral alors que d'autres préfèrent rappeler la place toujours majeure de l'État dans ce secteur. Ce livre, loin de trancher cette question, montre comment la politique du logement est d'abord le résultat variable et temporaire de compromis et de rapports de pouvoir entre deux coalitions d'acteurs s'appuyant sur des représentations et défendant des idées très différentes. Rompant avec l'idée d'un changement irrémédiable et linéaire, l'ouvrage analyse au plus près les processus complexes et sinusoïdaux de transformations d'une politique publique controversée.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, juillet 2001, 288 p.

Agir dans un monde incertain

Essai sur la démocratie technique

Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe

Et s'il fallait enfin tirer les conséquences des crises à répétition que nos sociétés traversent lorsqu'elles sont confrontées aux débordements inattendus des sciences et des techniques? S'il fallait en finir une bonne fois pour toutes avec la vision héroïque des décisions tranchantes et tranchées que le souverain prend en situation d'incertitude et en toute méconnaissance de cause? Si Alexandre rengainait son épée, le monde s'effondrerait-il? Non, mais la démocratie, elle, en ressortirait fortifiée. Tel est le propos des auteurs de ce livre. Ces derniers refusent les traditionnelles oppositions entre spécialistes, professionnels de la politique et citoyens ordinaires. Ils concentrent plutôt leur attention sur les nouvelles relations entre savoir et pouvoir qui émergent des controverses socio-techniques et sur les procédures inventées pour les traiter. L'enjeu est de taille : faire apparaître les conditions dans lesquelles les sociétés démocratiques vont se rendre capables d'affronter les défis des sciences et des techniques, redéfinir un espace public réunissant non pas des individus désincarnés mais des femmes et des hommes pris dans des histoires singulières. Après l'âge de la démocratie délégitime, celui de la démocratie dialogique?

Paris, Seuil, La couleur des idées, septembre 2001, 358 p.

Tolérance zéro ?

Incivilités et insécurité

Sebastian Roché

Faut-il réprimer tous azimuts la délinquance ou bien peut-on en rester à des mesures de préventions ? Désormais, en France, les taux de délinquance rejoignent ceux que connaissent les Etats-unis. Dès lors, pourquoi ne pas appliquer dans notre pays la solution américaine : la tolérance zéro ? Mais d'abord notre politique de prévention est-elle vraiment adaptée ? Peut-on se contenter d'améliorer les conditions sociales et économiques des plus défavorisés ou bien doit-on lutter très tôt contre tous les comportements qui peuvent conduire à la délinquance ? L'auteur propose une réévaluation radicale du « problème de l'insécurité » et il élabore des solutions concrètes.

Paris, Odile Jacob, avril 2002, 303 p.

Pourquoi la gouvernance ?

Jean-Pierre Gaudin

La gouvernance fait aujourd'hui partie des références préférées de nos principaux responsables politiques. Ce mot-valise est également employé à maints propos par les pouvoirs économiques et sociaux, sans oublier les médias. Ne serait-ce alors qu'un jeu, une mode, une tendance ? On en comprend mieux les implications actuelles en se rappelant les significations de la gouvernance dans la philosophie politique mais surtout aujourd'hui en science économique et en management public. D'autant que la diffusion internationale de l'idée de gouvernance révèle aussi, à travers les récentes politiques d'innovation institutionnelle de Tony Blair ou de la Banque mondiale, les interdépendances croissantes entre le monde des chercheurs experts et celui des responsables de l'action publique. L'enjeu est d'autant plus important que le thème de la gouvernance promeut actuellement à travers le monde entier de nouveaux rapports entre l'économie et la politique de l'action publique.

Paris, Presses de Sciences Po, La Bibliothèque du Citoyen, novembre 2002, 138 p.

En quête de sécurité

Causes de la délinquance et nouvelles réponses

Sebastian Roché [Eds]

Le besoin de sécurité et le «sentiment d'insécurité» qui l'exprime jouent désormais un rôle essentiel dans la vie politique, et le thème n'est pas près de quitter le devant de la scène. Comment concilier (surtout depuis les attentats du 11 septembre 2001) la garantie des libertés publiques et le renforcement de dispositifs sécuritaires ? Sans aller jusqu'au terrorisme, véritable épée de Damoclès de nos démocraties, la délinquance routière, les délits économiques et financiers, la délinquance de rue, etc., sont désormais jugés radicalement insupportables et motivent une demande de sécurité qu'il serait hâtif de réduire à un simple accès d'esprit punitif encouragé par les médias. L'objet de ce livre est de prendre l'exacte mesure de cette nouvelle donne. Quels sont les éléments crédibles d'explication de la montée des diverses délinquances ? Quels sont les dangers qui nous guettent réellement ? Quelle est la position de la France en Europe ? Comment agissent les médias ? Que penser des politiques de sécurité mises en œuvre ? Les auteurs se sont efforcés de répondre à ces questions par la recherche d'informations pertinentes dans les statistiques, mais aussi sur le terrain. On prendra la mesure des avancées et des limites de l'action gouvernementale, du chemin restant à parcourir et des réformes nécessaires pour permettre à la police de répondre à la demande des citoyens.

Paris, Armand Colin, Sociétales, mars 2003, 343 p..

Régulation publique et environnement

Questions écologiques, réponses économiques

Yannick Rumpala

Que deviennent les préoccupations concernant l'environnement lorsqu'elles sont prises en charge par les pouvoirs publics ? Le tournant des années 1980 et 1990 marque en France un élargissement apparent de l'audience de ces préoccupations, bien au-delà des groupes restreints où les thématiques écologiques pouvaient auparavant paraître confinées. Les effets de cette situation sont aussi perceptibles dans l'activité de l'État : les structures ministérielles chargées de l'environnement tendent à bénéficier d'un certain renforcement et l'action gouvernementale réserve alors une place plus large à ce champ d'intervention. Un examen plus attentif révèle toutefois la forte ambivalence que peuvent présenter les évolutions repérables. Certes, la période paraît favorable à la promotion des considérations écologiques dans l'action étatique. Mais les considérations et impératifs économiques semblent parallèlement tenir une place croissante dans l'élaboration des décisions publiques concernant l'environnement. C'est sur l'interaction de ces dynamiques qu'il faut donc revenir pour bien comprendre les positions des organes étatiques lorsqu'ils abordent les questions d'environnement. Cela permet de mieux saisir les programmes d'action qu'ils élaborent, et le rôle qu'ils prennent dans la gestion collective du substrat naturel des activités humaines. Trois domaines (les déchets ménagers, les paysages, et les transports routiers) sont ici plus particulièrement étudiés pour mettre en évidence et analyser les aménagements par lesquels passe le traitement de ces questions, notamment sous l'effet des logiques économiques.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, mars 2003, 374 p.

Risques collectifs et situations de crise

Apports de la recherche en sciences humaines et sociales

Claude Gilbert (Ed)

Les risques susceptibles d'affecter les collectivités humaines (risques naturels, technologiques, sanitaires, alimentaires, liés à la rupture de grands systèmes...) et les crises qu'ils suscitent sont au cœur des débats contemporains. Les sciences humaines et sociales ont, depuis une dizaine d'années, développé des recherches nombreuses et diverses sur ces questions considérées comme des problèmes de société cruciaux. Elles ont ainsi introduit de nouveaux cadres d'analyse susceptibles de changer assez radicalement la compréhension voire la gestion des risques et des crises. Cet ouvrage est issu d'un colloque organisé par le Programme Risques Collectifs et Situations de Crise du CNRS (1994-2000) qui a été l'occasion de prendre la mesure de ces changements. Il est construit autour de cinq questions centrales dans le champ des risques et des crises : les modes d'émergences des risques comme problèmes publics ; l'impact des configurations d'acteurs et organisations sur la gestion des risques ; le rôle des hommes et des organisations dans les accidents et catastrophes ; les nouvelles modalités d'expertise et de concertation en matière de risques ; les perspectives de recherche sur les situations de crise aujourd'hui. Les contributions rassemblées relèvent d'approches disciplinaires variées et s'appuient sur différents cas de risques et de crises : risques naturels, nucléaires, alimentaires, de santé-environnement, OGM, «vache folle», saturnisme, pollution industrielle de sols, boues d'épuration urbaines, risques liés aux transports, aux grands systèmes socio-techniques, etc.

Paris, L'Harmattan, Risques collectifs et situations de crise, août 2003, 340 p.

L'action publique

Sociologie et politique

Jean-Pierre Gaudin

Aujourd'hui, l'action publique apparaît comme le produit d'initiatives multiples, à la fois publiques et privées, internationales, nationales et locales. En France, la centralité de l'État a été mise en question et, de fait, relativisée. Les priorités vont à présent aux coopérations. Le partenariat entre les secteurs privé et public est recherché dans des domaines très variés, de l'action économique à l'environnement, et jusque dans les politiques régaliennes. La décentralisation des compétences et des initiatives conduit à des coopérations nouvelles entre de multiples niveaux de territoires. L'Union européenne dessine peu à peu ses propres politiques publiques, et doit en même temps rechercher des relais locaux et des coordinations avec les actions des États et des régions. Tout cela implique des recherches quasi permanentes d'ajustements entre les divers centres d'impulsion et de responsabilité, à tous les niveaux, local, national et européen. Ce qui suppose la multiplication des procédures, qui, par delà le caractère officieux de la négociation, cherchent à rendre plus explicites le débat et le compromis. L'analyse de l'action publique consiste à en décrire les processus mais aussi, plus largement, à en comprendre les conséquences.

Paris, Presses de Sciences Po, Dalloz, Amphi, janvier 2004, 242 p.

Réformer l'action publique

La politique de la ville et les banlieues

Jacques de Maillard

La politique de la ville aurait constitué, à en croire certains, un mouvement de réforme radicale de l'action publique. En diffusant la pratique contractuelle, en obligeant les administrations à pratiquer la transversalité, en intégrant les associations aux processus de décision, cette politique aurait permis une modification des façons habituelles de fabriquer l'action publique. Cet ouvrage, appuyé sur un travail de terrain approfondi sur deux sites, remet en cause cette vision idéalisée en s'attachant aux processus concrets de mise en œuvre. Une politique publique, ce n'est pas seulement des idées séduisantes et des principes novateurs, c'est aussi des négociations constantes entre des acteurs portant des intérêts différents, des controverses sur les options à promouvoir. En l'occurrence, cette politique peine à trouver un véritable soutien, tant au sein de la sphère politique que des mondes administratifs. Si elle fait l'objet d'investissements individualisés dont on aurait tort de taire l'importance, les coopérations initiées ont souvent du mal à s'inscrire dans la durée et dans les façons de faire des administrations, bref à s'institutionnaliser. L'étude de cette politique permet de montrer les stratégies centrifuges et la gestion des désordres locaux dans un contexte où l'Etat n'est pas en mesure de jouer un rôle de « grand intégrateur ».

Paris, Librairie Générale de droit et de jurisprudence, Droit et Société, 40, Série politique, octobre 2004, 242 p.

Le recours aux experts

Raisons et usages politiques

Laurence Dumoulin, Stéphane Labranche, Cécile Robert, Philippe Warin (Eds)

La question du besoin de connaissances avérées justes ou fiables pour gouverner est depuis longtemps posée. Des réflexions sur l'art de gouverner à celles sur la gouvernance, aucune n'ont manqué d'évoquer ou d'interroger les rapports évolutifs entre les savants, les responsables politiques et les citoyens. Mais aujourd'hui, à quoi servent les experts dans la production de l'action publique ? Quels sont les raisons et les effets du recours à l'expertise lorsque la maîtrise apparente de savoirs détermine très largement l'exercice du pouvoir politique, mais parfois aussi sa contestation ? Nourri par de nombreuses études de cas, l'ouvrage rend compte de la diversité des situations d'expertise dans la conduite de l'action publique à petites et à grandes échelles. Cet ensemble de contributions éclaire dans le détail la multiplicité des rôles joués par les experts dans une société où l'acceptabilité des risques scientifiques, sociaux et environnementaux est devenu un enjeu politique majeur.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Symposium, hors série, 2004, à paraître.

Estado, Sociedad, Políticas Públicas

Bruno Jobert

Cet ouvrage synthétise, à l'occasion d'une traduction en espagnol d'un ensemble de textes, une approche des politiques publiques qui, loin des utopies contractualistes et de la rhétorique de la gouvernance, met l'accent sur la conquête de l'hégémonie et la lutte pour la préservation des positions de pouvoir et de domination. Partant du caractère fondamentalement contradictoire et incertain de l'action politique, il développe une approche originale du rôle joué par les représentations sociales dans les politiques publiques, comme ciment dans la formation des acteurs et comme catalyseurs permettant d'accommoder les dilemmes constitutifs de l'action publique.

Santiago, Editions Lom, et Chair Unesco de l'Université, 2004, à paraître.
Sélection et présentation de Raúl Urzúa, traduction de Raúl Ignacio Urzú.

12 →

Sociohistoire du politique et sciences de gouvernement

L'origine des politiques modernes dans un XIX^e siècle novateur. La construction scientifique et politique de la gestion des territoires et des hommes. Regards historiques sur les formes du gouvernement légitime.

L'État et les retraites

Genèse d'une politique

Bruno Dumons, Gilles Pollet

En France, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, la vieillesse ouvrière a été perçue comme un « problème social », suscitant nombre de controverses et diverses tentatives de règlement. Ces solutions se sont incarnées, dès 1910, dans la première législation nationale d'assurance sociale, mais également au travers des initiatives de la « société civile », débouchant sur la généralisation d'un mode particulier de gestion de la vieillesse : la retraite. L'analyse de son institutionnalisation, tout en éclairant les déterminants de l'action publique, met en évidence les fondements du compromis social de la Troisième République. Surtout, elle illustre le socle intellectuel, les usages, les pratiques et les réseaux sociaux qui concourent à la difficile construction de l'« État-Providence » et à l'affirmation d'un modèle démocratique moderne.

Paris, Belin, Histoire et Société - Temps présents, octobre 1994, 480 p.

Les chantiers de la paix sociale (1900-1940)

Rémi Baudouï, Yves Cohen (Eds)

Quel est le social de la seconde révolution industrielle ? « Les Chantiers de la paix sociale 1900-1940 » dessinent une réponse en quatorze études originales. Les thèmes des contributions vont de la loi sur la santé publique de 1902 aux classifications industrielles de 1936, des débuts de l'Inspection du travail au déploiement des mouvements de catholiques sociaux, des enquêtes sur les budgets de famille aux politiques du logement populaire et aux réflexions des travailleurs sociaux sur leur pratiques. Les années qui séparent la vague réformatrice à la fin du XIX^e siècle de la création de l'État-Providence en 1945 connaissent une intense activité sociale. Les réformateurs et les industriels, les administrateurs et les professionnels du social se donnent de grands chantiers de façon d'ailleurs plus dispersée que coordonnée. Ils cherchent à prévenir les troubles sociaux dans l'entreprise comme dans la ville et à colmater les failles sans cesse rouvertes du lien social. Ce sont ces chantiers qu'historiens et sociologues, sans prétendre à l'exhaustivité, balisent dans cet ouvrage, fournissant de la sorte une première représentation cohérente des formes du social dans les quarante premières années du siècle.

Fontenay/Saint-Cloud, ENS Editions, 1995, 335 p.

Un cérémonial politique : les voyages officiels des Chefs d'État

Jean-William Dereymez, Olivier Ihl, Gérard Sabatier (Eds)

Les voyages des chefs d'État forment une singulière pratique politique. Développant une image de puissance et de fastes, ils sont au coeur d'un processus de légitimation à la fois familial et méconnu. Par des spectacles allégoriques, un décor soigneusement préparé, des réceptions officielles, des discours prononcés selon une étiquette implacable, ces mises en scène font plus qu'attribuer une parure symbolique au politique : elles en font voir et vivre l'éloquente majesté. Comme si pour s'exercer, le pouvoir du chef de l'État avait, plus que d'autres, besoin d'être vu. Comme si le crédit de cette institution dépendait étroitement de démonstrations rituelles confirmant aux yeux de tous l'éclat

d'une fonction, d'un rang ou d'une série d'attributions. Encore convient-il de comprendre la naissance et le développement de cette véritable souveraineté déambulatoire. D'où vient la force expressive attribuée et reconnue au voyage officiel du chef de l'État ? Quel visage la mécanique spectaculaire des voyages a-t-elle pris depuis la fin du XVIII^e siècle ? Quelles relations peut-on établir entre ces déplacements et les régimes politiques qu'ils incarnent et représentent ? Comment ces rites politiques structurent les croyances publiques au point de paraître consacrer la grandeur de ceux qui s'en réclament ? Comment cette pratique des voyages a-t-elle pu s'autonomiser au point de devenir une institution à part entière ? Une manière, en somme, de mettre au grand jour l'action de ces poses de la grandeur d'État qui lient un homme à un régime, un visage à une abstraction.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, juillet 1998, 317 p.

L'État contre la politique ? Les expressions historiques de l'étatisation

Martine Kaluszynski, Sophie Wahnich (Eds)

L'enjeu de cet ouvrage est de questionner l'État dans sa capacité de réappropriation d'expériences ou de modèles locaux, également comme acteur contraint par les structures et les logiques politiques. Il s'agit de saisir à quelles conditions le travail de l'État peu s'affranchir de ces exigences et produire à son tour de nouvelles configurations politiques, déplacer ainsi les trajectoires de sens que l'on donne à des régimes politiques tels que la République. Cet ouvrage se fonde sur la multiplicité des expériences, la diversité des laboratoires historiques à notre disposition pour interroger, percevoir, saisir ou esquisser des formes que revêt le dispositif étatique selon les périodes ou les aires géographiques. Quel est le présent de cette histoire de l'État ? Prendre au sérieux le danger d'hypertrophie étatique, non pas dans le sens où l'État serait conçu comme un machine antilibérale tentaculaire mais plutôt comme une machine antipolitique qui opacifie toujours davantage la fonction citoyenne, quelle soit celle de chacun ou celle des élus. Un État qui conduirait à confondre la fonction politique et la fonction administrative. Quatre axes structurent cet ouvrage : Pratiques locales et construction du nationale ; Configurations politiques et structuration de l'État ; L'État miroir de la république ; La République au risque de l'État.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, septembre 1998, 339 p.

Élites et pouvoirs locaux La France du Sud-Est sous la Troisième République

Bruno Dumons, Gilles Pollet (Eds)

Contribution à une histoire et une sociologie des élites et pouvoirs locaux sous la Troisième République, à partir de travaux portant sur leurs profils, leurs représentations, leur permanence et leur renouvellement ainsi que sur leurs attitudes dans le conflit traditionnel entre Paris et la province. Il s'agit donc de tenter de reconstituer, de manière empirique, un certain nombre de « configurations » et de réseaux de pouvoir afin de mieux saisir l'armature du contrôle politique et social, et par conséquent, les figures concrètes de la gouvernance des sociétés locales. Les champs d'investigation englobent ici la dimension communale, départementale et régionale sur l'ensemble du

territoire de la France du Sud-est. Une première partie est consacrée aux réseaux et aux figures des élites politiques et administratives ainsi que des autorités religieuses et des notabilités culturelles. Un second volet envisage l'exercice du pouvoir local sous l'angle économique et industriel, mais également à partir du cadre rural, puis aborde les rapports des élites et des corps traditionnels avec la localité. Les analyses dévoilent ainsi un ensemble de réseaux enchevêtrés, structurés ou plus informels, fondant le pouvoir local mais qui illustrent également les rapports complexes et mouvants avec le centre parisien et les institutions nationales. Ainsi, le régime politique de la Troisième République révèle une profonde complémentarité entre, d'un côté, un État central puissant et une haute fonction publique républicaine en voie de constitution et de l'autre, des pouvoirs locaux dynamiques conservant certaines capacités d'autonomie dans leurs modes d'action publique et leurs dispositifs institutionnels ainsi que dans la structuration de leurs propres espaces politiques et champs de pouvoir. Une telle approche a pour objet de contribuer à une meilleure connaissance de l'histoire des élites et des figures concrètes de l'État républicain.

Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1999, 530 p.

Le vote

Olivier Ihl

La supériorité du vote est de nos jours proclamée par toutes les chartes constitutionnelles. Mieux : elle est célébrée comme un modèle universel d'accès au bien commun. Mais que savons-nous au juste de cette procédure de désignation ? D'où vient-elle et comment s'est-elle imposée ? Pourquoi la lutte politique a-t-elle pris la forme qu'on lui connaît, celle d'une compétition entre des structures spécialisées dans la conquête et la conservation des mandats ? Quels sont les fondements de cette « démocratie électorale » ? Quels sont les instruments, les procédures, les savoir-faire qui concrètement la rendent possible ? En quoi le bulletin de vote peut-il être tenu pour le verdict d'une opinion ? Où en est la « science » électorale en cette fin de siècle ? Alors que les sirènes du temps inciteraient plutôt à psalmodier, par exemple que « la démocratie, c'est l'élection plus les partis » comme on disait autrefois « le communisme, c'est l'électricité plus les soviets », un pari est ici relevé : restituer à l'acte du vote toute sa richesse historique et politique. Traverser l'espace et le temps pour rendre compte des multiples expériences que ce rite politique a abritées, depuis la Grèce ou la Rome antiques jusqu'aux campagnes « high tech » des récentes élections présidentielles américaines. Une manière de faire mieux connaissance avec une institution devenue à ce point familière qu'elle nous paraît souvent invisible : l'institution électorale.

2^e éd., Paris, Montchrestien, Clefs/Politique, septembre 2000, 160 p.

1^e éd., 1996, 158 p.

Traduction espagnole de Inés Picazo, *El voto*, Santiago, Editions Lom, 2004, 168 p.

Les élites municipales sous la III^e République

Des villes du Sud-Est de la France

Bruno Dumons, Gilles Pollet, Pierre-Yves Saunier

Comment les métropoles et les villes moyennes sont-elles administrées sous la Troisième République ? Quelles ont les structures et l'évolution de ces organisations municipales qui ont souvent favorisé l'implantation puis la consolidation du régime républicain ? Qui sont, enfin, ces élites placées à la tête des services municipaux et comment s'insèrent-elles dans les configurations du pouvoir des cités qu'elles sont censées gérer ? Ces trois questions sont posées dans six villes du Sud-Est de la France : Annecy, Chambéry, Grenoble, Lyon, Roanne et Saint-Etienne. Au-delà de la pluralité des modèles de rationalisation et de développement administratifs, deux conclusions majeures émergent de cette enquête : les bureaucraties municipales constituent l'ossature d'un véritable « gouvernement » local ; par ailleurs, en son sein, une aristocratie administrative construit ou conforte un pouvoir – fondé sur la diversité de ses domaines d'intervention – qui lui assure une position centrale dans le monde des élites urbaines des XIX^e et XX^e siècles.

2^e éd., Paris, CNRS Editions, CNRS Plus, mai 2002, 210 p.
1^e éd., 1998, 210 p.

La République à l'épreuve du crime

La construction du crime comme objet politique. 1880-1920

Martine Kaluszynski

Comment le « crime » est-il devenu un objet politique ? Quels ont été les passages, les moments, les processus qui ont permis cette évolution et ont contribué à construire la question, aujourd'hui éminemment politique, de la sécurité publique et privée ? C'est sous la Troisième République que le crime se construit scientifiquement, politiquement ; c'est au miroir du crime, entre autres, que la République se dévoile dans ses principes et son action, plus complexe et originale qu'on ne pouvait l'imaginer. L'émergence d'un savoir scientifique à la fin du XIX^e siècle, la criminologie, va épauler la décision politique. Comment la République se saisit de cette question ? Comment s'ajuste-t-elle et quelles décisions, quelles mesures, quels principes ou politiques découleront de cette combinaison où la science sociale devient un savoir qui fonde le politique. Loin de se réduire à une émanation du pouvoir central, la construction du crime se révèle le produit d'interactions complexes, d'une part entre différentes instances possibles de traitement de la question pénale, d'autre part entre des acteurs qui évoluent selon des configurations particulières sur diverses scènes. C'est pourquoi du rapport Bonnemaïson aux débats actuels sur la criminalité juvénile nous restons dans une tradition et une certaine « continuité » républicaine. En ce sens, ce travail socio-historique a également vocation à contribuer aux débats contemporains sur la question de la délinquance et de la sécurité révélant des connexions intéressantes et permettant ainsi de rompre avec une vision essentialiste de l'État, de la nation et de ses institutions pour les envisager comme des manifestations historiques relativement récentes et changeantes.

Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Droit et Société, 9, Série politique, juin 2002, 251 p.

Le cens de la famille

Les femmes et le vote, 1789-1848

Anne Verjus

Le cens de la famille : pourquoi cens ? parce que « cens électoral » qui signifie : niveau de contribution exigé pour voter. Nous sommes dans les années 1800-1830, et seuls 100 à 200 000 citoyens sont autorisés à voter, parce que leur niveau de fortune est jugé suffisant pour garantir leur amour du bien public et de la paix sociale. Pourquoi « cens de la famille » ? Parce que contrairement à ce que l'on pensait jusqu'à maintenant, ce n'est pas seulement la propriété individuelle qui sert à garantir ce « bon vote » du citoyen, mais l'ensemble des propriétés de la famille au sens large, c'est-à-dire les propriétés des parents, des grands-parents, des beaux-parents, du gendre, de la veuve, de l'épouse (même lorsqu'elle s'est mariée sous le régime de la séparation de biens), des enfants mineurs, etc. L'intérêt de cette « découverte » d'une conception familialiste du suffrage est double : d'une part, cela permet de montrer que la capacité politique n'est pas seulement basée sur les mérites attachés à la possession d'une propriété (travail et indépendance), mais qu'elle est inscrite dans le statut de « chef de famille » ; d'autre part, cela permet de comprendre la situation politique des femmes qui sont, pendant toute cette période, sans droit de vote et qu'on supposait, pour cette raison, exclues de toute représentation politique. Or, le citoyen ne représente pas que lui-même, ni ses seuls congénères de sexe masculin, mais la nation tout entière ; et c'est par la famille comme unité politique qu'est pensée, de 1789 à 1848, cette capacité du citoyen à parler/voter au nom de plus grand que lui, c'est-à-dire aussi bien des hommes, riches ou pauvres, des femmes, propriétaires ou non, des enfants, mineurs ou majeurs, et enfin, des domestiques, c'est-à-dire de la Nation tout entière.

Paris, Belin, Socio-Histoires, novembre 2002, 255 p.

Les sciences de gouvernement

Olivier Ihl, Martine Kaluszynski, Gilles Pollet (Eds)

La conduite des hommes et des choses ? Elle doit s'exercer depuis le XIXe siècle en Europe par la mobilisation de « savoirs spécialisés ». Non par l'observance stricte du droit, fut-il naturel, ou dans l'ombre portée de la Philosophie mais guidée par « l'expérience ». Il ne s'agit nullement pour ses hérauts de dégager les formes du Gouvernement le plus légitime ou de déterminer quelle portion de liberté l'homme peut avoir reçue de la nature. Délaissant ces « spéculations métaphysiques », les sciences de gouvernement ont frayé la voie à un autre discours. Si la gestion des hommes et des territoires doit être soustraite aux catégories philosophiques ou juridiques, par exemple à l'antique prudentia civilis avec ses préceptes solennels influencées par le néo-stoïcisme, c'est parce que la rationalité du gouvernement est désormais conçue comme une rationalité sur le gouvernement. Parce qu'elle se fonde sur des outils et des techniques élevés au rang de garants, sinon de critères de l'action publique. Voilà à quoi s'attache cet ouvrage issu d'un colloque organisé par le CERAT, notamment le groupe de sociologie historique des sciences de gouvernement.

Paris, Economica, Etudes Politiques, septembre 2003, 218 p.

Experts et expertise judiciaire France, XIX^e et XX^e siècles

Frédéric Chauvaud, Laurence Dumoulin

Négligée par les historiens, boudée par les juristes, délaissée par les sociologues, et finalement ignorée par la recherche, l'histoire des experts et de l'expertise judiciaire s'avère essentielle pour comprendre à la fois le fonctionnement de la justice et celui des sociétés contemporaines. Aujourd'hui, tandis que l'actualité apporte son lot quotidien d'épisodes tragiques – explosions, accidents du travail, catastrophes aériennes, tragédies maritimes, tremblement d'un animal de ferme ou de boucherie... – la demande d'expertise ne cesse de croître. Pour autant les études historiques n'abordent pas la « question expertale ». L'ouvrage entend ainsi combler une lacune pour les XIX^e et XX^e siècles. Il a pour visée de traiter de l'expertise judiciaire qui constitue la matrice et le modèle de toutes les procédures d'expertise. À la fin du XIX^e siècle l'expression « justice scientifique » fait irruption dans de doctes traités ouvrant ainsi un débat, loin d'être refermé, sur la place qu'il convient d'accorder à la solution proposée par les experts. À la veille du second conflit mondial, la « puissance » des experts montre qu'ils sont devenus une des pièces maîtresses de la justice. Leur pouvoir d'investigation apparaît presque illimité. Toutes les caractéristiques de leurs spécialisations et de leurs missions sont en place et pourtant ils sont les méconnus de l'histoire judiciaire. Ce livre entend saisir les transformations de l'instruction et du procès, comprendre la nouveauté qu'a représenté l'expertise judiciaire, cerner les grandes évolutions, analyser les crises, scruter les rapports du juge et des experts, suivre enfin l'expansion des expertises.

Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Histoire, décembre 2003, 283 p.

13 → Mots et discours du politique

Le politique en mots, des discours des hommes à celui des institutions : exister et dominer par le langage.

Le discours communiste

Dominique Labbé

Les adhérents du Parti Communiste Français ont en commun plus que le simple fait d'avoir en poche la carte de membre du PCF et de voter régulièrement pour les candidats qu'il présente. Ce « plus » réside en particulier dans un même discours sur notre monde. Suivant la culture propre à l'émetteur, la nature du destinataire et le lieu où il est produit, ce discours sera plus ou moins riche, nuancé et savant, mais on y trouvera toujours à l'œuvre une seule thématique que ce livre écrit dans sa structure fondamentale (à l'aide de la linguistique) ainsi que sous l'angle de ses capacités d'adaptation et de ses mécanismes de transformations. Cette étude conduit naturellement à s'interroger sur la nature profonde du discours communiste : idéologie dominante ou idées révolutionnaires.

Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977, 204 p.

François Mitterrand

Essai sur le discours

Dominique Labbé

Peu de personnalités sont aussi difficiles à cerner que celle de François Mitterrand. Il est saisi ici à travers ses œuvres et ses déclarations publiques auxquelles ont été appliqués les méthodes et les instruments de la linguistique moderne. L'analyse de son discours démontre progressivement la manière dont François Mitterrand use du pouvoir des mots pour accomplir la destinée peu ordinaire qu'il s'est choisie et révèle la façon dont il se voit lui-même et dont il envisage le gouvernement de la France.

Grenoble, La Pensée Sauvage, 1983, 191 p.

Études sur la richesse et la structure lexicales

Philippe Thoiron, Dominique Labbé, Daniel Sérant (Eds)

La richesse lexicale d'un texte est un concept souvent utilisé mais pour lequel il n'existe pas encore d'indice de mesure unique susceptible de faire l'unanimité. On est maintenant convaincu que toute avancée dans les domaines de la richesse et de la structure du lexique ne peut être que le fruit d'une collaboration étroite entre linguistes et mathématiciens qui, au fil des années, ont appris à rapprocher leurs points de vue et leurs méthodes. Ce volume réunit des travaux, en anglais et en français, de spécialistes des études lexico-statistiques, les uns mathématiciens, les autres linguistes. Tous ont cherché à manifester à travers ce recueil la complémentarité de leurs compétences. Par le truchement de simulations et d'applications portant sur des textes anglais, danois ou français, sont affinées les méthodes classiques d'investigation et sont élaborées d'autres procédures de description et de modélisation du vocabulaire et du lexique.

Paris, Genève, Champion, Slatkine, avril 1988, 172 p.

Le vocabulaire de François Mitterrand

Dominique Labbé

L'analyse porte sur les 305 124 mots prononcés lors des 68 interventions radio-télévisées du premier septennat de François Mitterrand. Le président se singularise essentiellement par un excédent de substantifs et de verbes exprimant la volonté. Son lexique s'organise autour d'un pivot : « Je suis le président » auquel s'associent « Nous, la France » puis « Moi et les Français ». Une place restreinte est accordée aux autres acteurs politiques et aux problèmes économiques et sociaux. La mesure de la richesse du vocabulaire montre que le président choisit avec soin ses mots (il dépasse ses rivaux sur ce point). En revanche, il spécialise peu ses propos et montre une inclination pour les généralités. Des tests statistiques permettent de découper quatre périodes dont on analyse le vocabulaire caractéristique : « L'ère des réformes » (mai 1981-mai 1983), « L'effort pour la modernisation » (mai 1983-janvier 1985), « Majorité contre opposition » (avril 1985-octobre 1986), « Le président et le premier ministre » (octobre 1986-mars 1988). Enfin l'étude du style du président révèle ses figures rhétoriques favorites, et une construction de phrase très particulière. À la fin de l'ouvrage, les mots sont classés dans un index où sont mentionnées leur fréquence, leur première occurrence et leur répartition dans le discours du septennat.

Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, mars 1990, 326 p.

Bouquet d'injures et d'horions

Jean-Pierre Arthur Bernard, Olivier Gadet

Récueil de textes choisis dans la littérature, la correspondance et la presse au fil des siècles, de Homère à Rouget de l'Isle en passant par le capitaine Haddock, Shakespeare, Céline...etc, cette anthologie met en évidence le fait que, depuis une cinquantaine d'années, le vocabulaire de la scène publique s'est singulièrement châtié. La généralisation de l'image qui aseptise les mots, aquarellise les débats, est un des signes de cette pacification. La démocratisation culturelle qui égalise, rabote les conflits, les affrontements, les hiérarchies contribue à évacuer l'injure qui en est la métaphore. En un temps de dérobade, de communication élargie, l'insulte ouverte est devenue largement inacceptable. Si l'insulte exclut, l'insulteur s'exclut de la communauté démocratique et va retrouver des solidarités inavouables, du côté des démons. Certains rêvent même un monde sans haine. La langue de bois des bons sentiments, qui a envahi aussi bien la politique que le sport ou la culture discrédite l'expression trop spectaculaire de la haine. La disparition (provisoire ?) des grandes ruptures, politiques et esthétiques et l'effacement (éphémère ?) des avant-gardes qui en véhiculaient la rhétorique ont purgé notre langage public de sa violence. Nous vivons pour l'instant un temps où l'on a peur des mots, des gros mots, ce qui n'est pas forcément un signe de bonne santé. L'injure est retournée où elle s'était toujours logée sans mal : en famille et à la ville.

2e éd., Grenoble, Editions cent pages, 2000, 159 p.

1e éd., novembre 1990, 143 p.

Les mots de l'Europe. Lexique de l'intégration européenne

Jean-Louis Quermonne (Ed), Emiliano Grossman, Bastien Irondelle, Sabine Saurugger

Lexique de 250 termes relatifs à l'intégration européenne, assortis de leur traduction en allemand et en anglais et d'une bibliographie sommaire.

Paris, Presses de Sciences Po, Références inédites, 2001, 363 p.

Le discours gouvernemental

Canada, Québec, France (1945-2000)

Dominique Labbé, Denis Monière

Les déclarations des chefs de gouvernement, depuis plus d'un demi-siècle, dans trois grandes démocraties de langue française (Canada, France, Québec) ont été passées au crible de l'analyse lexicométrique. En Amérique du nord, surtout au Québec, les idéologies apparaissent assez nettement malgré le moule de la tradition parlementaire. A partir de la fin des années 1970, l'ancienne opposition entre libéraux et conservateurs s'efface alors qu'apparaît un nouveau clivage entre fédéralistes et indépendantistes. En France, il n'y a pas d'écart significatif entre les discours de gauche et de droite, ni entre la Quatrième et la Cinquième République. La seule différence tient à la solidité du gouvernement : en position de force, les chefs présentent des programmes ambitieux ; ils tiennent des discours plus modestes quand ils sont en difficulté. Enfin, la comparaison entre les trois pays révèle que les discours gouvernementaux tendent à se ressembler de plus en plus, gommant ainsi les diversités nationales et institutionnelles.

Paris, Honoré Champion, Lettres Numériques, 4, 2003, 181 p.

Un mythe politique moderne : Auguste Blanqui et son double

Elsa Guillaot

Les études récentes portant sur Auguste Blanqui, qu'elles soient l'œuvre d'historiens ou de sociologues, soulignent abondamment le fait qu'une véritable légende a entouré et entoure encore cet émeutier du XIX^e siècle. Nous n'avons plus guère à la disposition de notre mémoire immédiate qu'une série d'images d'Épinal. Celles-ci, du monstre politique à l'éternel prisonnier, du révolutionnaire sanglant à l'immuable victime de toutes les réactions, constituent un tel écran entre notre perception actuelle de l'homme et la réalité historique que l'on a pu évoquer l'existence d'un « mythe Blanqui ». L'auteur fait l'hypothèse qu'Auguste Blanqui peut être un support de recherche intéressant pour aborder ce concept. Il s'agit, en fait, de poser le postulat selon lequel il est possible d'éprouver un modèle contemporain de mythification à travers l'analyse d'un exemple précis, une étude de cas. Si tous les mythes politiques modernes, en effet, ne se construisent pas de la même façon, ne connaissent pas tous une évolution comparable, et n'ont pas la même efficacité sociale, on peut présupposer que cela ne démontre pas pour autant qu'il existe une différence de nature entre eux. Il est alors légitime de penser qu'en mettant en lumière les mécanismes, les modes d'expression et de transformation qui sous-tendent le mythe de Blanqui, l'on pourra mieux cerner la réalité complexe, multiforme, des construits mythiques en général et leur caractère central dans nos sociétés contemporaines. L'objet de cet ouvrage est de revenir sur la notion même de « mythe politique », qui, si elle est communément employée, mérite encore sans doute qu'on l'interroge. Il s'agit également de vérifier la validité de l'hypothèse selon laquelle Auguste Blanqui a bien été le centre d'une mythification intense. On s'attache, dans un second temps, à analyser les rapports que le mythe considéré entretient avec le temps, à repérer les différentes strates constitutives du construit et à mesurer leur capacité à s'adapter en permanence.

Paris, L'Harmattan, 2004, à paraître.

14 →

Libre cours

Travaux non classés parmi les thèmes précédents, mais qui n'ont rien d'à-côtés dans la bibliographie de leurs auteurs et parmi les publications du Cerat.

Albertville 92. Les enjeux olympiques

Pierre Kukawka, Pierre Préau, François Servoin, Robert Vivian,
préface de Juan Antonio Samaranch, Président

Cet ouvrage, préfacé par le Président du C I O, J.A. Samaranch, présente l'organisation des prochains Jeux Olympiques d'hiver d'Albertville en février 1992. Une première partie retrace l'évolution des Jeux Olympiques d'hiver depuis Chamonix en 1924, jusqu'à Albertville. La deuxième partie insiste sur la dynamique des Jeux d'Albertville et analyse la « J.O. politique » des principaux acteurs concernés.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Montagnes, juin 1991, 188 p

Albertville 92. L'empreinte olympique

Danielle Dailly, Pierre Kukawka, Pierre Préau, François Servoin, et al.

Après « Les enjeux olympiques » publiés un an avant les J.O. d'Albertville (février 1992), ce deuxième ouvrage présente un premier bilan de cette manifestation exceptionnelle. Considérés largement comme un succès, malgré les hypothèques que la configuration des lieux faisait craindre, les Jeux appellent ce retour en arrière destiné à préciser les principes et les mécanismes qui furent à la base de l'organisation. Le dispositif olympique, l'impact, l'innovation et la marche des Jeux font l'objet des principaux développements de ce livre. Terrain de réalisations, occasion d'expérimentation, les Jeux ne seront pas sans traces ni conséquences.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, décembre 1992, 203 p.

L'ordinaire

Modes d'accès et pertinence pour les sciences sociales et humaines

Jean-Louis Marie, Philippe Dujardin, Richard Balme (Eds)

Il s'agit dans cet ouvrage d'ouvrir une large discussion méthodologique et conceptuelle sur les modes d'accès à la notion d'ordinaire et sur sa pertinence pour les sciences sociales et humaines. On constate en effet dans ces disciplines une mise en question grandissante d'un type de pensée qu'on appellera soit objectiviste, soit positiviste, soit même rationaliste. Mise en question ouverte dès le début de ce siècle, notamment par la phénoménologie. Des espaces d'interrogation ont ainsi été dégagés sous des notions telles que le pré-réflexif, le rapport pratique au monde, le sensible, l'informel. La science politique n'échappe pas à ce mouvement d'ensemble et elle est amenée aujourd'hui à reconsidérer ses objets constitués. Elle sollicite des ressources travaillées par les autres disciplines et peut ainsi débattre avec elles de questions comme les temporalités de la quotidienneté et des routines, la continuité entre modes d'action des professionnels et des profanes ou celle entre connaissance savante et connaissance commune. Elle contribue ainsi, pour sa part, à interroger les relations entre philosophie et sciences sociales sous un jour renouvelé. L'historien, l'économiste, le philosophe, le sociologue, le linguiste et le politologue confrontent ici leurs expériences et leurs points de vue.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, juillet 2002, 338 p.

Corneille dans l'ombre de Molière

Histoire d'une découverte

Dominique Labbé

L'auteur de deux comédies aujourd'hui bien oubliées – Le menteur et La suite du menteur – est également celui de L'école des femmes, du Misanthrope, de Tartuffe, du Dom Juan, de L'avare, des Femmes savantes... Il a aussi écrit l'essentiel du Bourgeois gentilhomme et du Malade imaginaire. Il s'agit de Pierre Corneille et non point de Molière. La collaboration entre les deux hommes a duré pendant plus de 15 ans. Elle a abouti à la création de 18 pièces, dont la plupart sont des chefs-d'œuvre. Corneille a ainsi réalisé la première « comédie humaine » des Temps modernes. Molière l'a mise en scène, s'est battu pour elle et a permis qu'elle parvienne jusqu'à nous. Ce livre est aussi un récit vivant de longues années de recherche qui ont amené à la solution d'une des plus passionnantes énigmes scientifiques : comment identifier l'auteur d'un texte inconnu ou d'origine douteuse ? Il annonce enfin la révolution que les mathématiques appliquées et l'informatique apporteront dans les sciences humaines.

Paris, Les Impressions Nouvelles, Bâtons rompus, mai 2003, 136 p.

Enseigner les sciences sociales

Expérience de pédagogie universitaire

Stéphane Labranche, Lawrence Olivier (Eds)

Les livres offrant des réflexions et des activités pédagogiques concrètes en sciences sociales sont rares. Cet ouvrage collectif, écrit par des enseignants français et québécois ayant des expériences variées, vise à combler cette lacune. Leurs textes offrent des réflexions et des activités que tout enseignant pourra reproduire en classe. Débats, méthodes quantitatives, simulation de négociations, analyse de discours et formation de jeunes chercheurs sont certaines des méthodes présentées. Ce livre vise également à susciter un débat global sur la pédagogie à l'université.

Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, février 2004, 252 p.

1939-1944. Grenoble en résistance

Parcours urbains

Jean-Claude Duclos, Olivier Ihl (Eds)

Parcourir une histoire, parcourir une ville ? C'est au fil d'une idée fort simple que fut entrepris cet ouvrage. Soixante ans après la Libération de Grenoble, il s'agissait de renouer avec l'histoire d'une ville. Plus précisément, avec une histoire dans la ville. Avec les rues, les avenues, les places qui ont accueilli et façonné ces années terribles. Avec les lieux (bâtiments officiels, casernes, hôtels, prisons, caches et même boîtes aux lettres) qui formaient le paysage quotidien de ce qui fut une bataille politique, civique et militaire. Guide, traité, mémorial ? Rien de tout cela. Ce qui s'est imposé, c'est l'impératif du recueil. Au sens premier du terme. Dans ces pages, des fragments d'histoire ont trouvé refuge. Photographies, biographies, témoignages, notices, tracts, articles de presse, archives : autant de supports qui, rassemblés, ont permis de frayer la voie à une volonté de connaissance : celle d'une période encore trop douloureuse pour n'être que simple inventaire.

Grenoble, Editions Le Dauphiné Libéré, juin 2004, 129 p.

Quarante ans de recherche en sciences sociales Regards sur le CERAT 1963-2003

Anne-Cécile Douillet, Jean-Paul Zuanon (Eds)

Quand un labo de recherche en sciences sociales s'intéresse à sa propre histoire. Un laboratoire de sciences sociales est en soi un objet de recherche passionnant, qui soulève de multiples questions. Comment devient-on chercheur? Avec quelle conception de la recherche et de sa fonction sociale? Comment naît, grandit, évolue un laboratoire en province? Comment se construit-il une image, un réseau de relations? Comment se définissent, évoluent, disparaissent parfois, les axes et les équipes de recherche? Comment travaillent les chercheurs, que représente pour eux le laboratoire? Quels rapports entretiennent-ils avec les commanditaires de recherches? Cet ouvrage de témoignages porte un regard historique sur l'un des plus anciens laboratoires français de science politique. Il est une contribution à la sociologie des sciences. Précis, directs et sans complaisance, les multiples récits éclairent aussi, en partie, le débat actuel sur l'avenir de la recherche publique.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Symposium, hors série, 2004, 296 p.

Littérature / Théâtre

Les voraces. Tragédie en cinq actes et en vers (Tragédie à l'Elysée)

Frédéric Bon, Michel Antoine Burnier, Bernard Kouchner
Ed. définitive, Paris, Balland, février 1988, 127 p.
2e éd. 1974, 127 p.

Isabelle ou le désir d'Amérique

Gilbert Légé
Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Theatrum mundi, 1992, 128 p.

Les parapets de l'Europe

Jean-Pierre Arthur Bernard
Grenoble, Editions cent pages, 1988, 143 p.

La chute des graves

Arthur Bernard
Paris, Les Editions de Minuit, juillet 1991, 256 p.

La petite vitesse

Arthur Bernard
Grenoble, Editions cent pages, 1993, 134 p.

Le neuf se fait attendre

Arthur Bernard
Grenoble, Editions cent pages, 1995, 187 p.

L'ami de Beaumont

Arthur Bernard
Grenoble, Editions cent pages, 1998, 184 p.

On n'est pas d'ici

Arthur Bernard
Grenoble, Editions cent pages, 2000, 207 p.

C'était pire avant

Arthur Bernard
Grenoble, Editions cent pages, Cosaques, 2002, 72 p.

L'oubli de la natation

Arthur Bernard
Seysse, Champ Vallon, septembre 2004, 306 p.

2^{ème} partie → Séries et autres publications

- Aménagement du Territoire
- Revue Prévenir
- Rapports annuels de l'état du mal-logement en France
- Actes des Séminaires du Programme/Gis Risques collectifs et situations de crise du CNRS
- Travaux édités par l'administration
- Ouvrages du Civil - 1990-1994
- Coordinations de numéros de Revues

Aménagement du territoire

Annuaire Aménagement du territoire et développement régional

L'Annuaire Aménagement du Territoire et développement régional : les faits, les idées, les institutions a existé de 1968 à 1978. Suivant la définition que lui donnèrent ses promoteurs, il s'agit d'un « ouvrage annuel qui permet à tous ceux qu'intéresse l'aménagement du territoire de replacer leurs problèmes particuliers dans un cadre plus général et de trouver un instrument de documentation scientifique en même temps qu'un ensemble d'informations d'ordre pratique ». De 1967 à 1978, les directeurs scientifiques furent Pierre Bolle, Maître Assistant des Facultés des Lettres (Institut d'Etudes Politiques) (Vol. I), et Lucien Nizard, Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Grenoble, puis Professeur à l'Université des Sciences Sociales de Grenoble et directeur du CERAT (Vol. II à VII). Les responsables de la Publication ont été Etienne-Jean Lapassat (vol. I à V), puis Françoise Gerbaux (Vol. VI). À partir de 1976 (Vol. VIII et IX), la réalisation de la nouvelle formule de l'Annuaire est assurée par un Comité de rédaction comprenant Henri Guibourdenche, Christiane Marie (enseignants à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble), Pierre Kukawka, Jean Tournon (chercheurs au CERAT), ainsi que, selon les époques, Bernard Archer, Jean-Jacques Chapoutot, Alexis Ferrand, Christian Lacroix (enseignants à l'UER Urbanisation et Aménagement - Université des Sciences Sociales de Grenoble). Les volumes de I à VII ont été édités par la Documentation Française et les tomes VIII et IX par les Presses Universitaires de Grenoble. L'Annuaire a bénéficié de subventions de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale.

- Volume I, 1965-1966. février 1969. 689 p
- Volume II, 1968-1969. février 1969. 753 p.
- Volume III, 1970. décembre 1969. 877 p.
- Volume IV, 1971. décembre 1970. 764 p.
- Volume V, 1972. décembre 1971. 756 p.
- Volume VI, 1973. janvier 1973. 510 p.
- Volume VII, 1974. février 1975. 513 p.
- Tome VIII, 1977. mars 1977. 440 p.
- Tome IX, 1977. mars 1978. 428 p.

Cahiers de Aménagement du territoire

Les Cahiers de l'Aménagement du Territoire (1977-1984), publiés aux Presses Universitaires de Grenoble, ont été l'une des rares collections universitaires consacrées à l'aménagement du territoire et au développement régional. Ils faisaient suite à l'Annuaire de l'Aménagement du Territoire, et ont également bénéficié de subventions de la DATAR. Le Comité de Rédaction réunissait Sylvie Biarez, Françoise Gerbaux, Pierre Kukawka, Jean Tournon (chercheurs au CERAT), Henri Guibourdenche, Christiane Marie (enseignants à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble), avec la collaboration de Dominique Vivier, Marie-Françoise Pillonel et de Monique Martin. Huit ouvrages ont été publiés.

Transferts d'activités

Extrait de l'Annuaire de l'Aménagement du Territoire, tome VIII.

Cahier de l'Aménagement du Territoire, 1, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1977, 230 p.

Formation - Information

Extrait de l'Annuaire de l'Aménagement du Territoire, tome VIII.

Cahier de l'Aménagement du Territoire, 2, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1977, 83 p.

La montagne, espace délaissé, espace convoité

Françoise Gerbaux, Pierre Préau, Jean-Paul Zuanon (Eds)

Le propos de ce cahier consacré à la montagne est de s'interroger sur cet objet, sur sa signification profonde, aussi bien physique que sociologique. Plutôt que de montagne, on doit parler des montagnes : la montagne est devenue région marginale, échappant à l'aménagement classique, et souvent délaissée ; mais la montagne, dans la société capitaliste et industrielle, n'est qu'une région en difficulté, une somme de problèmes techniques et financiers ; enfin elle est considérée comme un patrimoine naturel, un élément important d'un vaste équilibre écologique. Les articles de l'ouvrage traitent tous, avec des approches diverses, des mêmes questions essentielles : dans quelle mesure la montagne est-elle un milieu particulier ? Comment la société montagnarde, aux structures réputées stables se comporte-t-elle face à la pression capitaliste industrielle ?

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Cahiers de l'Aménagement du Territoire, 3, mai 1979, 140 p.

Références et Documentation

Geneviève Mas, Pierre Saccoman, Dominique Vivier (Eds)

Ce Cahier correspond à la partie documentaire des précédents *Annuaire de l'Aménagement du Territoire*, dont on retrouve ici les rubriques habituelles. Il comprend : une bibliographie sélective des ouvrages et articles consacrés à l'aménagement, ses rapports avec les institutions, les décisions politiques, l'économie et la planification, la gestion du milieu par l'intermédiaire de l'urbanisme, l'industrialisation, les

transports, le tourisme et le monde rural ; une chronologie des événements et les textes officiels, concernant tous deux l'aménagement du territoire, l'environnement, la qualité de la vie (janvier 1977/mars 1979) ; un dossier documentaire sur la protection de la mer (chronologie et intégralité de textes officiels 1964/1979) ; un dossier présentant le développement et le fonctionnement d'un certain nombre de centres de documentation et de réseaux travaillant dans le domaine de l'aménagement du territoire ; un répertoire d'adresses des organismes publics intervenant dans ce secteur.

Grenoble, Cahiers de l'Aménagement du Territoire, 4, CERAT-IEP, juin 1979, 314 p.

Agonie ou relance de l'Aménagement du Territoire en France A propos de la Conférence Nationale de Vichy

Henri Guibourdenche, Pierre Kukawka, Jean Tournon, Sylvie Biarez, Marie-Françoise Zahn

Malgré l'atmosphère générale de morosité qui prévalait en cette fin d'année 1978, deux mille personnes ont été invitées à Vichy à une conférence nationale d'aménagement du territoire, élus politiques et socio-économiques, dirigeants d'entreprises, universitaires, hauts fonctionnaires y ont travaillé avec six ministres, le Premier Ministre et le Président de la République ; vingt-cinq pays y étaient représentés. Pourquoi cette manifestation sans précédent ? La conférence de Vichy annonce-t-elle une relance de la politique d'aménagement du territoire ? Sur quelle voie les pouvoirs publics entendent-ils s'engager ? Avec quels moyens et quels concours ? Tenter de répondre à ces questions est le but de cet ouvrage qui recentre les débats sur quelques grands problèmes que rencontre aujourd'hui l'aménagement du territoire en France : quel jugement porte-t-on sur la politique passée ? Un aménagement volontariste est-il possible dans une économie de marché ? Que vaut le discours sur la décentralisation n'est-on pas en train de passer à un aménagement du territoire nouvelle manière ?

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Cahiers de l'Aménagement du Territoire, 5, octobre 1979, 213 p.

Territoires en mutation

Sylvie Biarez, Wanda Dressler-Holohan, Guy Saez, François d'Arcy, et al.

La décentralisation territoriale est plus que jamais nécessaire en France. Elle est au programme de tous les partis politiques : certains préférant mettre l'accent d'abord sur la commune, d'autres sur la région. Tous ces projets rencontrent une même difficulté : l'urbanisation accélérée qu'a connue la France depuis la deuxième guerre mondiale a profondément modifié la façon dont les groupes sociaux se représentent leurs territoires et s'identifient à eux. Même si le « désir de lieu » demeure puissant, il est fonction des nouveaux modes d'occupation de l'espace, de la fragilité de l'enracinement.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Cahiers de l'Aménagement du Territoire, 6, juin 1981, 127 p.

L'aménagement du territoire au Québec Du rêve au compromis

Jacques Léveillé (Ed)

En décembre 1979, l'Assemblée nationale du Québec adoptait, après quinze années de réflexion, de débats, d'études et d'essais législatifs, la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme au Québec. Dans ce cahier, un groupe de chercheurs universitaires analysent aussi bien les obstacles à l'adoption de la loi que sa perspective de réussite et ils s'interrogent sur ses implications tant immédiates que lointaines. Cette étude reconstitue le chemin parcouru avant de parvenir à l'adoption de cette loi. Que la perspective d'analyse retenue soit juridique, économique ou politico-institutionnelle, une même conclusion s'impose : le texte législatif, adopté en décembre 1979, constitue beaucoup plus une tentative et restructuration institutionnelle des collectivités locales qu'une innovation dans le domaine de l'aménagement du territoire québécois. Par rapport aux grandes réformes qui ont profondément modifié les secteurs de l'éducation, de la santé publique et du bien-être social au cours des années soixante et au début des années soixante-dix, la réforme urbanistique apparaît comme un parent pauvre tant par ses énoncés que par la base sociale qu'elle mobilise. Au regard des enjeux constitutionnels, qui, occupant le devant de la scène politique et intellectuelle québécoise, font constamment appel à des réactions consensuelles de « l'ensemble » de la société québécoise, la réforme urbanistique ne soulève pas un intérêt public à la grandeur du Québec, mais réveille plutôt les clivages et, éventuellement, les conflits qui traversent la société québécoise. Ces deux mises en rapport situent dans une juste perspective les apports précieux et les limites inévitables d'une analyse de la dynamique socio-politique québécoise à partir des projets de loi et de la Loi sur l'aménagement du territoire au Québec.

Montréal, Nouvelle Optique, Cahiers de l'Aménagement du Territoire, 7, mai 1982, 165 p.

L'aménagement du territoire en Amérique Latine

Philippe Grenier (Ed), R. Guerrero, A. Lavell, C. Zorro Sanchez, D. et M. Pouyllau

Réflexion dans le temps et l'espace de ce que signifie l'aménagement du territoire à l'appui d'exemples précis, au niveau national, des politiques suivies depuis trois décennies dans différents pays. La variété des situations, tant socio-économiques que géographiques et politiques, analysées par les auteurs – Chili, Colombie, Mexique et Sud Vénézuélien – permet d'aborder la plupart des problèmes posés sur le continent latino-américain.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Cahiers de l'Aménagement du Territoire, 8, octobre 1984, 129 p.

Revue Prévenir

Prévenir a été co-fondée en 1979 par Monika Steffen et un éditeur mutualiste, la Coopérative d'Édition de la vie mutualiste. Cette revue s'est consacrée à l'analyse pluridisciplinaire des problèmes de santé, du fonctionnement du système de santé et des politiques de la santé. De 1980 à 1990, 20 cahiers thématiques semestriels ont été publiés sous la responsabilité scientifique de Monika Steffen.

Chômage et santé, 1980, n° 1, 158 p.

Travail et santé, octobre 1980, n° 2, 141 p.

Exercice médical et santé, mars 1981, n° 3, 142 p.

L'action mutualiste, santé et société, octobre 1981, n° 4, 158 p.

Sécurité sociale et santé, mars 1982, n° 5, 156 p.

Habitat, cadre de vie et santé, novembre 1982, n° 6, 126 p.

Les immigrés dans leur champ social et de santé, mai 1983, n° 7, 154 p.

La fatigue : vécus, enjeux, analyses, décembre 1983, n° 8, 158 p.

Autour du premier congrès national des sociétés de secours mutuels. Lyon, 1883-1983, mai 1984, n° 9, 144 p.

Le jeune enfant : risques et prévention, décembre 1984, n° 10, 158 p.

Les mots et les maux : le langage dans le domaine de la santé et de la médecine, *Prévenir*, octobre 1985, n° 11, 155 p.

La santé dans le tiers-monde, 1^{er} sem. 1986, n° 12, 158 p.

Les systèmes d'information dans le domaine de la santé et de la médecine, 2^e sem. 1986, n° 13, 139 p.

Les alternatives à l'hospitalisation, 1^{er} sem. 1987, n° 14, 142 p.

Vieillissements, 2^e sem. 1987, n° 15, 130 p.

Le cancer. Volume 1, 1^{er} sem. 1988, n° 16, 104 p.

Le cancer. Volume 2, 2^e sem. 1988, n° 17, 104 p.

Mouvement ouvrier et santé : une comparaison internationale. Volume 1, 1^{er} sem. 1989, n° 18, 161 p.

Mouvement ouvrier et santé : une comparaison internationale. Volume 2, 2^e sem. 1989, n° 19, 155 p.

Travail et santé mentale, 1^{er} sem. 1990, n° 20, 160 p.

Rapports annuels de l'état du mal-logement en France

Ces rapports annuels de la Fondation Abbé Pierre dressent un état du mal logement en France. Cette série a trouvé sa place à côté du rapport du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées qui a pour but de suivre et d'expertiser la politique gouvernementale. René Ballain est le responsable scientifique et le rédacteur de ces rapports.

L'état du mal-logement en France : rapport annuel 1995

Dans le cadre de la mise en place d'un « Centre de connaissance », la Fondation Abbé Pierre a décidé de publier chaque année, au mois de mars, un « rapport annuel sur l'état du mal-logement ». Ce rapport témoigne auprès de l'opinion et des pouvoirs publics des difficultés que rencontrent des milliers de personnes pour accéder à un logement ou pour s'y maintenir. Difficultés qui tiennent sans doute à la montée des phénomènes de précarité au sein de la société française mais aussi à la crise immobilière durable qui maintient un décalage permanent entre les caractéristiques de l'offre immobilière et les capacités des ménages. Mais ce rapport n'a pas pour seule ambition de souligner les blocages de l'institution actuelle. Il évoque également les actions engagées sur le terrain, souvent avec l'aide de la Fondation, pour rechercher de nouvelles réponses et élargir les solutions offertes aux personnes en difficulté.

Paris, Fondation Abbé Pierre pour le Logement des Défavorisés, mars 1996, 199 p.

L'état du mal-logement en France : rapport annuel 1996

Ce second rapport de la Fondation Abbé Pierre témoigne de l'exclusion du logement, à travers le récit de personnes en grande difficulté de logement. Il montre cependant que des solutions existent et que les associations développent désormais une gamme large d'interventions qui ne s'arrêtent pas au traitement social. Le risque serait de limiter leur rôle à la gestion de la précarité. Au rang des propositions de la Fondation : la réforme de la loi de 1977 et la mise en chantier d'une loi globale de redéfinition de l'action publique en matière d'aide à l'habitat dont le logement social ne constitue qu'un volet.

Paris, Fondation Abbé Pierre pour le Logement des Défavorisés, mars 1997, 208 p.

L'état du mal-logement en France : rapport annuel 1997

Le troisième rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre confirme les tendances à l'aggravation de la situation du logement relevées par le rapport 1996 : les difficultés de logement continuent de croître et en même temps, elles se diffusent dans des couches de la population jusque-là protégées et s'accroissent pour ceux qui s'enfoncent dans l'exclusion. Malgré un contexte difficile, des solutions sont possibles pour loger les personnes défavorisées. Pour la Fondation Abbé Pierre, l'objectif doit se centrer sur des solutions durables et sur l'accès définitif à un logement ordinaire.

Paris, Fondation Abbé Pierre pour le Logement des Défavorisés, mars 1998, 231 p.

L'état du mal-logement en France : rapport annuel 1998

Ce quatrième rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre constitue, comme les précédents, un document de référence sur la situation du mal logement en France. L'édition 1998 met en lumière la situation des personnes fragilisées économiquement par une situation professionnelle instable, contrats à durée déterminée, revenus erratiques, périodes de travail alternant avec des périodes de chômage ou de formation mal rémunérées. Face à cette montée des "précaires", comment imaginer une vraie stabilité résidentielle pour tous les foyers qui disposent de revenus instables ? C'est sur cette question que le rapport a focalisé ses recherches, tout en examinant, dans le champ du logement, les retombées de la loi Besson et les effets attendus de la nouvelle loi de lutte contre les exclusions.

Paris, Fondation Abbé Pierre pour le Logement des Défavorisés, mars 1999, 231 p.

L'état du mal-logement en France : rapport annuel 1999

Malgré l'embellie économique, le mal logement régresse trop lentement. L'offre immobilière reste structurellement inadaptée aux ménages fragiles et défavorisés, les structures d'accueil et d'habitat temporaires sont saturées et n'offrent pas de perspectives de sortie à certains publics. L'adaptation des dispositifs de droit commun pour loger les personnes à faibles ressources demeure insuffisante, qu'il s'agisse du financement du logement social et privé, des mesures de solvabilisation, des aides personnelles au logement et des mécanismes de solidarité. Le rapport propose de nouvelles perspectives d'intervention pour dégager le traitement de la question du logement des défavorisés d'une approche purement sociale, et éviter ainsi le risque de promotion du droit de l'assistance dans le domaine du logement. Il repère les initiatives et les démarches de protection sociale et de sécurisation qui constituent une alternative au risque du « tout social » : accès aux droits, sécurisation des bailleurs et des locataires, création de nouveaux services à l'habitat. Et il met l'accent sur les situations inacceptables qui appellent des réponses spécifiques et urgentes. Le rapport rend compte du bilan de l'action de la Fondation Abbé Pierre en 1999 et comporte des données statistiques, législatives et bibliographiques.

Paris, Fondation Abbé Pierre pour le Logement des Défavorisés, mars 2000, 176 p.

L'état du mal-logement en France : rapport annuel 2000

Malgré l'embellie économique, l'accès au logement reste bloqué pour les précaires et les personnes aux ressources modestes. L'effondrement de la construction de logements sociaux, la dégradation du parc privé et l'absence de dynamique territoriale pour faire vivre les dispositifs de la loi de lutte contre les exclusions sont les grands responsables de cette situation. Le rapport présente cette année un éclairage sur le mal-logement dans le Nord-Pas-de-Calais et en Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Paris, Fondation Abbé Pierre pour le Logement des Défavorisés, février 2001, 207 p.

L'état du mal-logement en France : rapport annuel 2001

Ce septième rapport sur L'état du mal-logement poursuit l'examen des situations et examine les conditions d'application du droit au logement. Il présente cette année un nouvel outil d'évaluation : les indicateurs du mal-logement. Il s'agit, à travers un certain nombre de critères clairement mesurables, d'appréhender les différents aspects du phénomène mal-logement en les comparant année après année, et de mesurer ainsi les progrès ou le recul dans la mise en œuvre de dispositifs en faveur du logement des défavorisés. Par ailleurs, il poursuit son exploration des réalités régionales, initiée l'an passé avec le Nord-Pas-de-Calais et la région PACA, à travers deux nouvelles zones : l'Alsace et la Bretagne. Cette exploration permet de constater une fois de plus qu'un pilotage dynamique et décentralisé dans la conduite des politiques de lutte contre le mal-logement s'impose comme une nécessité incontournable pour que celles-ci puissent atteindre leur plein effet.

Paris, Fondation Abbé Pierre pour le Logement des Défavorisés, mars 2002, 273 p.

L'état du mal-logement en France : rapport annuel 2002

Ce huitième rapport sur L'état du mal-logement en France examine les conditions d'application du droit au logement. Il présente cette année l'actualisation de son tableau de bord du mal-logement. Les indicateurs sont quasiment tous orientés négativement. Ils indiquent l'imminence d'une crise majeure pourtant sous-estimée par les politiques. La faiblesse de l'offre locative sociale privée ou publique provoque l'élargissement des difficultés des familles défavorisées aux ménages modestes y compris salariés. Il poursuit par ailleurs son exploration des réalités régionales à travers deux nouvelles régions : Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes. Cette observation permet de constater une fois de plus qu'un pilotage dynamique dans la conduite des politiques de lutte contre le mal-logement devient incontournable pour que celles-ci puissent atteindre leur plein effet. Le contexte d'une future décentralisation impose une réflexion sur les modalités et sur les transferts de compétence en y intégrant l'évolution d'une obligation de moyens à une obligation de résultats.

Paris, Fondation Abbé Pierre pour le Logement des Défavorisés, mars 2003, 344 p.

L'état du mal-logement en France : rapport annuel 2004

Cinquante ans après l'appel de l'Abbé Pierre le 1^{er} février 1954, la situation du logement en France reste une préoccupation majeure. La crise perdure-t-elle depuis cette époque ? Sommes-nous devant un rebond de l'Histoire ? Les causes de la crise actuelle sont-elles différentes ? Quelles similitudes avec la situation de 1954 ? Ce neuvième rapport de la Fondation Abbé Pierre tente de répondre à ces questions en examinant les dimensions historique, sociale, immobilière, territoriale, économique et politique de cette crise du logement. Au cours de ces cinquante dernières années, les politiques du logement ont permis de développer l'offre sur tous les segments du marché, et d'améliorer globalement les conditions d'habitat et de confort. Pourtant aujourd'hui, ces mêmes politiques éprouvent des difficultés à prendre la mesure de cette nouvelle crise d'une exceptionnelle ampleur. La pénurie dramatique de logements accessibles aux ménages modestes, conjuguée à cette absence de prise de conscience, oblige la Fondation à interpeller vivement les responsables gouvernementaux. Elle le fait en formulant des propositions concrètes pour une politique du logement ambitieuse et conforme aux obligations d'un État responsable.

Paris, Fondation Abbé Pierre pour le Logement des Défavorisés, mars 2004, 217 p.

Actes des séminaires du programme/Gis Risques collectifs et situations de crise

L'organisation de séminaires est au cœur de l'activité du Programme/Gis Risques Collectifs et Situations de Crise (dont Claude Gilbert est responsable) ainsi que l'édition des actes (sous la responsabilité éditoriale de Claude Gilbert et Isabelle Bourdeaux). Le Séminaire Général, lancé en 1994, a permis d'instaurer sur les thèmes du Programme/GIS Risques Collectifs et Situations de Crise du CNRS un débat scientifique de fond. Il a constitué un lieu de rencontre et de confrontation régulier entre les chercheurs et les acteurs concernés. Le Séminaire Spécialisé « Retours d'expérience, apprentissages et vigilances organisationnelles. Approches croisées » a visé à renforcer l'intérêt des chercheurs pour ces questions, à travers des séances fondées sur des « paroles d'acteurs » (de l'industrie, des transports, du domaine de la santé...) en permettant des échanges tout à la fois entre ces différents acteurs et entre ces acteurs et les chercheurs. Un autre Séminaire Spécialisé « Le risque de défaillance et son contrôle par les individus et les organisations dans les activités à hauts risques » a contribué, d'une part, à la constitution d'un pôle de recherche pluridisciplinaire (SHS, SPI, STIC, SDV) axé sur les approches cognitives et sur les questions d'erreurs humaines et de défaillances organisationnelles dans les activités à risques, et, d'autre part, à l'émergence de demandes de recherche de la part des entreprises et des pouvoirs publics.

<http://www.msh-alpes.prd.fr/gisrisques/actes.htm>

Séminaire général Risques Collectifs et Situations de Crise

Sociologie des sciences, analyse des risques collectifs et des situations de crise

Point de vue de Bruno Latour

Actes de la première séance du Séminaire Général, 15 novembre 1994, Paris

Bruno Latour, sociologue des sciences et des techniques, présente un point de vue critique sur les questions de risques et de crises, avec une articulation autour de trois thèmes : une définition des questions de risques et de crises ; un abord des questions liées à la complexité ; une réflexion sur les problèmes de responsabilité. Le texte introduit de nombreuses réflexions autour de la durabilité des collectifs, la complexité et la complication, les processus d'attribution de responsabilité, l'appel à l'élaboration d'une nouvelle « constitution » intégrant, à l'échelle des collectifs, l'idée « d'expérimentation » et prévoyant tant un « suivi » que des « débriefings »...

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, janvier 1995, 131 p.

L'action collective organisée face au risque : d'un cadre conceptuel au cas du risque-sida

Point de Jean-Claude Thoenig et de Michel Setbon

Actes de la deuxième séance du Séminaire Général, 9 février 1995, Paris

Cette séance présente une réflexion, à la fois théorique et concrète, sur les risques à partir des approches de l'action collective organisée. Dans une première partie, Jean-Claude Thoenig aborde la question des erreurs organisationnelles et des risques systémiques à travers les approches, notamment anglo-saxonnes, de la théorie des organisations et de l'action collective organisée. Dans une seconde partie, Michel Setbon analyse l'action collective organisée face au risque, à travers le cas du système transfusionnel confronté au risque-sida, expliquant les contaminations massives survenues en France et les différences avec d'autres pays comme le Royaume-Uni et la Suède.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, avril 1995, 117 p.

Réflexion à partir d'une analyse sociologique des crises politiques

Point de vue de Michel Dobry

Actes de la troisième séance du Séminaire Général, 22 juin 1995, Paris

Au cours de cette séance, Michel Dobry aborde les risques collectifs et situations de crises, à partir d'une analyse dérivée de ses travaux majeurs sur les crises politiques. Dans un premier temps, Michel Dobry propose une réflexion sur l'architecture de la complexité dans nos sociétés modernes. Dans un second temps, il développe une réflexion autour des états critiques et des conjonctures fluides, en resituant la crise par rapport à l'ordinaire de nos sociétés et à la différenciation structurelle habituelle des espaces sociaux. Dans un troisième temps il aborde les questions de « transactions collusives » (renvoyant, pour le dire très brièvement, à des « échanges inter-sectoriels produisant du légitime avec de l'illégitime »), de responsabilité et de légitimité.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, octobre 1995, 101 p.

Risques, crises et problématique de la décision dans les organisations

Point de vue de Hervé Laroche

Actes de la quatrième séance du Séminaire Général, 15 novembre 1995, Paris

Cette séance porte sur la question de la problématique de la décision, et plus particulièrement de la décision dans les organisations, en lien avec les questions de risques et de crises. Hervé Laroche, spécialiste en gestion et management stratégique de l'entreprise, dresse dans une première partie un bilan des approches cognitives de la décision développées dans le domaine des sciences de gestion et de la stratégie depuis les années 70. Dans une seconde partie, il aborde la question du modèle d'action stratégique, pour expliquer comment les stratégies et décisions se forment dans une organisation. Une troisième partie est plus centrée autour du concept même de décision, avec une approche de la décision prise comme réalité symbolique, comme représentation.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, janvier 1996, 135 p.

Alertes, affaires et catastrophes**Logique de l'accusation et pragmatique de la vigilance**

Points de vue de Luc Boltanski, Francis Chateauraynaud, Jean-Louis Derouet, Cyril Lemieux, Didier Torny

Actes de la cinquième séance du Séminaire Général, 15 février 1996, Paris

Cette séance est consacrée à la présentation des premiers résultats d'une recherche autour des risques et crises collectifs à travers un questionnaire sur les « prophètes de malheur » ou, formulé autrement, sur les processus de veille et d'alerte, les lanceurs d'alerte. Luc Boltanski traite d'abord de thèmes autour des affaires, alertes et catastrophes, dans une approche de sociologie pragmatique. Francis Chateauraynaud aborde ensuite les questions de formes et contraintes de responsabilités et de preuves dans les processus d'alerte. Ensuite, Jean-Louis Derouet, Didier Torny et Cyril Lemieux évoquent les caractéristiques de quelques dispositifs d'alerte concernant, respectivement, la sécurité des établissements scolaires, la maladie de la « vache folle », les médias en matière de santé-environnement.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, avril 1996, 164 p.

Le rôle du droit dans les phénomènes de crise.**L'expérience de la transfusion sanguine**

Point de vue de Marie-Angèle Hermitte

Actes de la sixième séance du Séminaire Général, 6 juin 1996, Paris

Lors de cette séance Marie-Angèle Hermitte expose son point de vue sur le rôle du droit dans les phénomènes de crise, à la lumière de ses recherches sur l'expérience de la transfusion sanguine. Elle se consacre d'abord, à partir du cas de la transfusion sanguine, au rôle des différentes branches du droit et des diverses productions juridiques par rapport à la sphère de l'industrie. Ensuite, elle renvoie, toujours pour le même cas, au rôle du droit par rapport à la sphère de l'État, avec une analyse de la responsabilité de l'État comme personne morale et de la responsabilité des hauts fonctionnaires. Enfin, Marie-Angèle Hermitte formule, à partir des enseignements issus de son travail sur la transfusion sanguine, une série de propositions pour une conduite de précaution.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, septembre 1996, 123 p.

Théorie de la mobilisation, risques et crises

Point de vue de Patrice Mann

Actes de la septième séance du Séminaire Général, 12 décembre 1996, Paris

La question de la mobilisation, de ses formes, ses conditions, ses obstacles et enjeux, est le thème de cette séance. Patrice Mann, sociologue, remet en perspective, de manière chronologique, les théories de la mobilisation. Puis il revient plus en détail sur les trois dimensions que sont la régulation politique, les organisations et les problèmes sociaux. Pour terminer, il effectue un retour critique sur la notion même de mobilisation, confrontée notamment à celle d'action collective.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, mars 1997, 116 p.

Information, consultation, expérimentation : les activités et les formes d'organisation au sein des forums hybrides

Points de vue de Pierre Lascoumes, Michel Callon, Yannick Barthe

Actes de la huitième séance du Séminaire Général, 12 juin 1997, Paris

Cette séance permet de croiser et confronter le point de vue de trois chercheurs sur le thème de la gestion des incertitudes par des modèles d'action délibératifs, de la compréhension des dispositifs multiformes qui se proposent d'élargir les pratiques d'expertise socio-techniques unilatérales à des expérimentations collectives au sein de «forums hybrides». Pierre Lascoumes montre comment, en une vingtaine d'années, l'information et la consultation sont devenues des instruments d'action publique, comment la mise en visibilité et en débat devient une des conditions de possibilité de l'action publique. Michel Callon reprend la question de l'expérimentation en l'envisageant comme un apprentissage collectif. Il s'attache aux pratiques, discursives notamment, qui permettent à des non-spécialistes d'avoir prise sur la pratique scientifique elle-même, à partir de ses recherches sur l'Association Française contre les Myopathies (AFM). Yannick Barthe revient sur les approches développées précédemment, à partir de ses recherches sur un dispositif public particulièrement original, celui retenu pour gérer le problème très controversé des déchets nucléaires.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, septembre 1997, 151 p.

Notions de sécurité écologique : le contrôle du risque par l'individu et l'analyse des menaces qui pèsent sur ce contrôle. Approche psycho-ergonomique.

Point de vue de René Amalberti

Actes de la neuvième séance du Séminaire Général, 6 novembre 1997, Paris

Cette séance met en avant les apports de la psychologie et de l'ergonomie cognitive à propos des risques, notamment dans les systèmes à haute technologie, ainsi que les pistes suivies lorsque les chercheurs de ces champs abordent les problèmes liés, non seulement aux individus, mais aussi aux organisations et aux systèmes. En premier lieu, René Amalberti présente le cadre général des recherches en psychologie et ergonomie sur les questions de risques ainsi que les origines et fondements du concept de «sécurité écologique». Le débat est ensuite consacré aux fragilités de cette sécurité écologique et à une discussion critique des effets de certaines pratiques de l'ergonomie visant à «masquer la complexité» dans les systèmes complexes (via certaines assistances, automatisations). Pour terminer, René Amalberti propose une réflexion plus large sur la sécurité des grands systèmes à risques ayant déjà atteint un niveau de sécurité qui permet de les qualifier «d'ultra-sûrs».

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, février 1998, 153 p.

Les scènes locales de risque

Points de vue de Geneviève Decrop, Pierre A. Vidal-Naquet

Gestion concertée du risque : une impossible institutionnalisation ?

Points de vue Philippe Blanchet, Bénédicte Vallet

Actes de la dixième séance du Séminaire Général, 19 mars 1998, Paris

Cette synthèse des résultats de deux recherches interroge, sous différents angles, la question de la « négociation des risques ». La première, réalisée par Geneviève Decrop et Pierre A. Vidal-Naquet, s'attache à expliciter et illustrer la notion de « scènes locales de risque », à propos des risques naturels comme industriels, avec différents exemples en région Rhône-Alpes. La seconde, menée par Philippe Blanchet et Bénédicte Vallet, analyse différents dispositifs d'information et de concertation mis en place localement pour assurer des médiations et une gestion en matière de risques industriels d'origine chimique, nucléaire, etc. (Secrétariats Permanents pour la Prévention des Pollutions Industrielles, Commissions Locales d'Information auprès des équipements nucléaires, Commissions Locales d'Information et de Surveillance de sites de traitement et de stockage de déchets).

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, juin 1998, 202 p.

Responsabilité, exercice des compétences et démocratie

Points de vue de Dominique Gaurier et Carole Hermon

De l'alerte à la crise sanitaire : un modèle de transformation

Points de vue de Francis Chateauraynaud, Cyril Lemieux et Didier Torny

Actes de la onzième séance du Séminaire Général, 23 avril 1998, Paris

Les actes de ce séminaire présentent une synthèse des résultats de deux recherches réalisées dans le cadre du Programme Risques Collectifs et Situations de Crise du CNRS. La première, menée au sein du Centre de Recherches en Urbanisme, Aménagement Régional et Administration Publique (Université de Nantes, CNRS), s'attache à questionner, sous l'angle du droit et à travers différentes perspectives, les évolutions récentes des questions de responsabilité en matière de risques. La seconde, menée au sein du Groupe de Sociologie Politique et Morale (EHESS, CNRS) analyse les questions de vigilance, d'alerte, de controverse, d'affaire et de crise à travers différents exemples ayant en particulier des incidences dans le domaine sanitaire : amiante, nucléaire, Encéphalopathie Spongiforme Bovine et maladie de Creutzfeldt-Jakob.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, septembre 1998, 167 p.

Politiques publiques et risques collectifs

Point de vue de Pierre Muller

Actes de la douzième séance du Séminaire Général, 12 novembre 1998, Paris

Cette séance explicite la contribution possible des analyses de politiques publiques à l'étude des risques et des crises. Pierre Muller présente un certain nombre de rappels et de réflexions sur l'analyse des politiques publiques comme discipline ou comme domaine de recherche encore relativement nouveau, modifiant le regard porté sur l'action publique. Dans un deuxième temps, il aborde « l'approche cognitive des politiques publiques » ou « l'approche cognitive de l'action publique », mettant en avant ses spécificités et la façon dont elle peut permettre de réconcilier une approche « par le haut » et une approche « par le bas ».

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, février 1999, 115 p.

Les médias et les risques

Point de vue de Patrick Champagne

Les médias en situation de crise. Constats et questionnements à partir de couvertures d'actes de terrorisme

Point de vue de Patrick Lagadec

Actes de la treizième séance du Séminaire Général, 1^{er} avril 1999, Paris

La question du rôle des médias, dans l'émergence des risques comme problèmes publics et dans le développement des crises, est ici abordée. Patrick Champagne propose une analyse des transformations majeures du champ journalistique dans la période récente et de leurs effets sur la fabrication de l'information, notamment dans le domaine des risques sanitaires. Patrick Lagadec, à partir de la couverture d'actes de terrorisme par les médias (détournement de l'Airbus Alger-Paris, attentats dans le métro parisien en 1995, maternelle de Neuilly), propose un examen critique du rôle des médias et s'interroge sur les problèmes non seulement de la « communication de crise » mais de la communication en crise.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, juin 1999, 137 p.

Organisations à hauts-risques et « normal accidents »

Point de vue de Charles Perrow

Actes de la quatorzième séance du Séminaire Général, 2 juin 1999, Paris

Cette séance apporte un éclairage sur le concept de « normal accident » développé par Charles Perrow, professeur de sociologie à l'Université de Yale, qui est un des premiers chercheurs à s'être interrogé sur le « potentiel catastrophique » propre aux organisations mettant en œuvre des technologies à hauts risques (centrales nucléaires, usines chimiques, aéronautique, etc.). Charles Perrow présente une synthèse de ses principaux concepts (*normal accidents, tight coupling, loose coupling...*) à partir d'une réflexion sur la complexité organisationnelle, sur les modes de structuration et de fonctionnement des organisations qui, selon lui, tendent à rendre « normale » la survenue d'accidents graves, sur les mécanismes endogènes de production des accidents majeurs. Dans une seconde partie, il répond longuement aux questions des participants au séminaire, revenant sur la portée actuelle de ses analyses, leurs prolongements et leurs rapports avec d'autres travaux dans le domaine des organisations à hauts risques.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, septembre 1999, 81 p.

Technologies à hauts risques, organisations et culture : le cas de Challenger

Point de vue de Diane Vauchan

Actes de la quinzième séance du Séminaire Général, 11 octobre 1999, Paris, en collaboration avec le COSTECH, Université de Technologie de Compiègne

Les analyses de Diane Vaughan, professeur de sociologie au Boston College et auteur de *The Challenger Launch Decision. Risky technology, Culture and Deviance at Nasa*, sont au centre de cette séance du séminaire. Diane Vaughan présente les grandes lignes de son travail qui permet de comprendre les processus menant à la décision de lancer la navette Challenger le 28 janvier 1986 et à l'explosion de celle-ci. L'auteur montre que l'explosion n'est pas due, comme on l'admet généralement à la suite des conclusions de la commission d'enquête présidentielle Rogers, à une série de violations intentionnelles des règles, des procédures de la part du personnel de la NASA mais, au contraire, est enracinée dans la banalité du fonctionnement organisationnel. Elle souligne en particulier les effets de contexte et de culture et le rôle joué par les facteurs structurels et culturels dans l'interprétation des signaux par les acteurs de terrain (avec des développements sur la « normalisation de la déviance »). Ses analyses intègrent à la fois le niveau de l'environnement des organisations, le niveau des organisations et, grâce notamment à une approche de cognition située, le niveau des acteurs, allant ainsi du niveau macro au niveau micro.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, janvier 2000, 85 p.

Le retour d'expérience. Illustration et analyse à partir du cas québécois de la Commission scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998

Point de vue de Bernard Sinclair-Desgagné

Actes de la seizième séance du Séminaire Général, 16 mars 2000, Paris

En janvier 1998, une pluie verglaçante d'une ampleur sans précédent s'abattit sur le Québec, paralysant une large partie du pays et occasionnant en particulier une panne du système électrique. Une commission composée d'une soixantaine d'experts et spécialistes présidée par M. Roger Nicolet a organisé un retour d'expérience collectif sur cette tempête. Bernard Sinclair-Desgagné, qui fut membre de cette commission, explique le contexte, la nature et la portée du mandat de cette Commission, le déroulement des travaux et les résultats de ce retour d'expérience. Ce cas est particulièrement intéressant, notamment en regard du contexte français et des tempêtes qu'a connues la France fin 1999 - début 2000.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, septembre 2000, 133 p.

La mise en place d'Agences dans le domaine des risques collectifs L'apport de la sociologie des décisions à l'analyse de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé

Point de vue de Philippe Urfalino

Approche comparée de quelques évolutions de la gestion des risques en France à travers l'organisation des Agences

Point de vue de Philippe Hubert

Actes de la dix-septième séance du Séminaire Général, 27 avril 2000, Paris

Cette séance permet d'engager une réflexion sur les agences, compte tenu des nombreuses créations récentes de ce type de structure dans des domaines liés aux risques collectifs et situations de crise, notamment dans le champ sanitaire, et du peu de recherches encore initiées. Dans une première partie, Philippe Urfalino présente les premiers résultats d'une recherche sur l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé, à travers notamment l'étude du fonctionnement et de l'évolution de deux commissions : la commission d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM), commission qui détermine si l'on peut ou non mettre un médicament sur le marché ; la commission de la Transparence qui donne un avis aux pouvoirs publics sur l'éventuel remboursement d'un médicament et sur le taux de ce remboursement. Dans une seconde partie, Philippe Hubert procède à une analyse transversale, à partir d'une série de critères, afin de fournir les éléments d'une approche comparative des différentes agences (organisation, type de pouvoirs, modes de fonctionnement, séparation évaluation/décision...) dans quatre domaines : le nucléaire, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire des produits de santé et les installations Seveso.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, juin 2001, 92 p.

Comment saisir les transformations en cours dans la gestion des risques collectifs ? Une approche sociologique issue de l'épidémie de sida

Point de vue de Nicolas Dodier

Actes de la dix-huitième séance du Séminaire Général, 29 mai 2002, Paris

Au cours de cette séance est abordée une difficulté récurrente, dans l'analyse des risques sous l'angle des sciences humaines et sociales, et qui a fait l'objet d'interrogations régulières lors de précédentes séances : comment appréhender les ensembles d'acteurs, les organisations, les ensembles d'organisations relevant de différents « univers », de différentes « sphères » et dont les croisements, les interactions, etc. déterminent à la fois la définition de problèmes publics et la constitution de « mondes » propres à ces problèmes. Nicolas Dodier répond à cette question à partir de ses recherches sur les espaces de mobilisation autour des essais thérapeutiques et de la mise à disposition des nouveaux traitements pour lutter contre le sida. Il expose, tout d'abord, les orientations théoriques et méthodologiques de ses recherches, le cadre d'analyse de l'action des associations de lutte contre le sida, de leurs évolutions dans le temps. Ensuite, il présente un certain nombre de résultats concernant principalement les évolutions politiques du monde médical au cours de l'épidémie de sida, avec en particulier une réflexion autour du « mouvement d'enclavement puis de désenclavement » des institutions de la médecine et de la science.

Grenoble, CNRS - GIS Risques Collectifs et Situations de Crise, octobre 2002, 102 p.

Du risque à l'univers controversé et au principe de précaution ou le raisonnable à l'épreuve. Regards d'un chercheur migrateur

Point de vue d'Olivier Godard

Actes de la dix-neuvième séance du Séminaire Général, 28 novembre 2002, CNRS, Paris
 Cette séance étudie la question des risques et des crises du point de vue de l'économie ou du moins de certaines approches en économie. Olivier Godard montre comment *in fine* des raisonnements que l'on dira économiques ou inspirés par une posture économique apportent une contribution utile pour éclairer des mécanismes nécessaires à l'intelligence des situations d'incertitudes et/ou controversées, et pour poser des questions pertinentes sur une matière dont d'autres disciplines se saisissent. Olivier Godard présente l'évolution de la théorie économique du risque, avec le passage du risque à l'univers controversé. Puis il aborde l'analyse du principe de précaution, dans sa confrontation avec ce qu'il appelle l'approche éradicatrice du risque et la figure du catastrophisme, et en référence aux analyses d'Hans Jonas (notamment à la règle d'abstention jonassienne) et au cas de la vache folle. La dernière partie est consacrée à l'organisation de l'expertise des risques en contexte de précaution, à partir du cas de l'expertise économique du changement climatique et du cas de la vache folle.

Grenoble, CNRS - GIS Risques Collectifs et Situations de Crise, mars 2003, 139 p.

Séminaire spécialisé Retours d'expérience, apprentissages et vigilances organisationnels. Approches croisées 140 -

Principes, pratiques et évolution des retours d'expérience dans quatre grandes entreprises en charge d'activité à hauts risques

Actes de la première séance du Séminaire Spécialisé, 5 mars 1998, Paris
 Les actes de cette première séance d'un séminaire spécialisé consacré aux procédures de retour d'expérience, d'apprentissage et de vigilance organisationnels présentent les pratiques, réflexions et point de vue d'acteurs ayant eu à analyser des dysfonctionnements, accidents et situations de crise dans le cadre de quatre grandes entreprises directement en charge d'activités à risques et organisant leurs propres retours d'expérience : EDF pour le nucléaire, Elf Atochem pour l'industrie chimique, Air France pour le transport aérien et la SNCF pour le transport ferroviaire.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, mai 1998, 242 p.

Principes, pratiques et évolution des retours d'expérience dans quatre organismes publics traitant des risques et crises industriels et/ou de santé-environnement

Actes de la deuxième séance du Séminaire Spécialisé, 23 juin 1998, Paris
 La seconde séance du séminaire a accueilli des acteurs soit situés au niveau « central » et ayant des missions de collecte d'informations, de surveillance, d'analyse, de retour d'expérience (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industrielles, Réseau National

de Santé Publique), soit situés au niveau départemental et ayant des missions opérationnelles mais tentant des «avancées» en termes de retour d'expérience (Service d'Incendie et de Secours, Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales).

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, octobre 1998, 170 p.

Principes, pratiques et évolution des retours d'expérience dans deux entreprises en charge de réseaux et deux organismes publics d'expertise et/ou de recherche

Actes de la troisième séance du Séminaire Spécialisé, 20 octobre 1998, Paris

Le débat a lieu cette fois avec des acteurs ayant eu à analyser des dysfonctionnements, accidents et situations de crise dans le cadre de deux entreprises directement en charge de réseaux (RATP, France Télécom) et de deux instituts publics d'expertise et/ou de recherche (Institut de Protection et de Sécurité Nucléaire, Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité).

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, janvier 1999, 165 p.

Principes, pratiques et évolutions des retours d'expérience dans le cadre de différentes structures d'enquête ou d'inspection

Actes de la quatrième séance du Séminaire Spécialisé, 21 janvier 1999, Paris

Les structures d'enquêtes et d'inspections sont au centre de cette séance. Sont ainsi exposés les cas : d'une structure souple d'enquête sur les accidents de transport dans le cadre du Conseil Général des Ponts et Chaussées ; d'une mission d'enquête pour le ministère de l'Équipement suite aux intempéries dans la Vallée du Rhône en janvier 1997 ; d'une enquête-accident dans l'aviation civile suite à l'accident de l'Airbus A320 au Mont Ste-Odile en 1992 ; d'une inspection générale dans le domaine sanitaire et sociale, l'IGAS.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, avril 1999, 161 p.

Principes, pratiques et évolutions des retours d'expérience dans le cadre préfectoral et d'une administration centrale et dans le cadre de deux structures d'évaluation

Actes de la cinquième séance du Séminaire Spécialisé, 24 mars 1999, Paris

La séance est consacrée à l'activité d'une administration centrale (Direction Générale de la Santé) en insistant plus particulièrement sur les situations de crise, et à l'activité préfectorale, dans une optique de gestion interministérielle. Elle aborde également l'étude des structures et pratiques d'évaluation à travers deux types d'organismes aux statuts, objectifs et domaines de compétence différents (Agence Nationale d'Accréditation et d'Évaluation en Santé, Instance d'Évaluation de la Politique Publique de Prévention des Risques Naturels).

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, juin 1999, 155 p.

Retours d'expérience, enquêtes judiciaires, participation des victimes et des associations de victimes

Actes de la sixième séance du Séminaire Spécialisé, 9 juin 1999, Paris

Cette sixième séance est plus particulièrement dédiée à l'examen de problèmes régulièrement relevés lors des précédentes séances, à savoir : les relations entre procédures de retour d'expérience et procédures judiciaires d'une part ; le rôle que peuvent avoir les victimes, les associations de victimes dans les procédures de retour d'expérience d'autre part. Sont ainsi présentés les points de vue d'un juge d'instruction (ayant instruit différentes affaires d'accidents aériens), d'un expert de l'administration et de l'industrie (ayant été responsable d'une enquête technique dans le secteur de l'industrie), d'un membre de l'Institut National d'Aide aux Victimes et de Médiations, d'un représentant d'EDF Production Hydraulique travaillant avec des associations de victimes suite à un important accident collectif après un lâcher d'eau.

Grenoble, CNRS - Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, septembre 1999, 149 p.

Séminaire spécialisé Le risque de défaillance et son contrôle par les individus et les organisations dans les activités à hauts risques

en partenariat avec

Action Concertée Incitative Cognitive du Ministère de la Recherche

Risques, erreurs et défaillances. Approche interdisciplinaire

René Amalberti, Catherine Fuchs, Claude Gilbert (Eds)

Actes de la première séance du Séminaire Spécialisé, 30-31 mars 2000, Gif-sur-Yvette

Au cours des dernières décennies, la nécessité d'une meilleure compréhension des erreurs humaines et des défaillances organisationnelles dans les activités à hauts risques est apparue clairement ainsi que le besoin de dépasser les cloisonnements disciplinaires pour étudier ces objets. Les formes d'accidents changent et les besoins de recherches évoluent vers la gestion dynamique des défaillances plus que vers la compréhension de leur cause. L'objet du séminaire «Le risque de défaillance et son contrôle par les individus et les organisations dans les activités à hauts risques», co-organisé par le Programme Risques Collectifs et Situations de Crise du CNRS et l'Action Concertée Incitative Cognitive du Ministère de la Recherche, est de constituer en France un pôle de recherche pluridisciplinaire axé autour des approches cognitives. Il vise à confronter les définitions, les outillages théoriques et méthodologiques de chaque discipline (sociologie des organisations, du travail, psycho-ergonomie, ergonomie cognitive, sûreté de fonctionnement, neurosciences) ; à mieux inscrire les chercheurs de ce pôle dans la recherche internationale et à s'articuler aux demandes des entreprises et des pouvoirs publics. Ce document correspond aux actes de la première séance qui a permis de mieux cerner les différentes approches mobilisables, confronter les analyses et définir des pistes de travail autour de concepts de risques, d'erreurs et de défaillances.

Conditions et mécanismes de production des défaillances, accidents et crises

René Amalberti, Catherine Fuchs, Claude Gilbert (Eds)

Actes de la seconde séance du Séminaire Spécialisé, 6-7 novembre 2000, Gif-sur-Yvette

Les auteurs interrogent les conditions et mécanismes de production de défaillances mineures à majeures à différents niveaux, depuis l'individu jusqu'aux grands systèmes macro-techniques, dans divers secteurs d'activité, avec des explications ou des niveaux de causalité allant d'une perspective locale neurophysiologique jusqu'aux perspectives contextuelles, événementielles, historiques et systémiques. La confrontation des points de vue, éclairée par l'expérience des industriels cherche, outre une meilleure connaissance et compréhension des processus à l'œuvre, à mieux faire apparaître également les convergences transversales et ruptures interdisciplinaires et à ouvrir le débat sur ces questions.

Grenoble, CNRS - Publications de la MSH-Alpes, juin 2002, 353 p.

Autour de la mesure du risque. Un questionnement pluridisciplinaire

René Amalberti, Catherine Fuchs, Claude Gilbert (Eds)

Actes de la troisième séance du Séminaire Spécialisé, 12-13 mars 2001, Gif-sur-Yvette

Les contributions proposées ici interrogent la question de la mesure pour des risques de différente nature. Quel est l'objet de la mesure : dysfonctionnement systémique, organisationnel, humain, précurseur, conséquence de la défaillance...? Quel est l'objectif de la mesure : diagnostic, expertise, correction, contrôle, pronostic, définition de limites, de seuils...? Quelles sont la ou les métriques mises en œuvre : mesure de fréquences d'occurrence (*a posteriori*), évaluation probabiliste, évaluation «possibiliste», évaluation subjective...? Quels pré-requis ou quels présupposés orientent le choix des méthodes et outils ? Quelles sont les limites de validité et les limites d'applicabilité des outils, méthodes, moyens, indicateurs considérés ? Après un exposé opérant un retour sur la définition des risques, sept contributions de chercheurs et/ou praticiens de disciplines diverses (psychologie du travail, sûreté de fonctionnement, sécurité des systèmes, sécurité informatique, anesthésiologie, psychiatrie et évaluation en santé, nutrition et sécurité alimentaire...) sont rassemblées.

Grenoble, CNRS - Publications de la MSH-Alpes, février 2003, 280 p.

Travaux édités par l'Administration

Evolution des quartiers anciens

René Ballain, Claude Jacquier, et al.

Les quartiers anciens font l'objet d'une attention croissante de la part des pouvoirs publics mais aussi des collectivités locales. Des secteurs qui auraient été, il y a peu de temps encore, voués à la destruction sont aujourd'hui réhabilités. Mais les quartiers anciens ne se ressemblent pas tous. Leur évolution dépend aussi bien de leur place, du rôle qu'ils jouent dans l'agglomération, du dynamisme économique de la région, de leur morphologie et des groupes sociaux qui les occupent. Cet ouvrage collectif fait apparaître les divers facteurs qu'explique l'évolution des quartiers anciens, à partir de l'analyse de 11 villes différentes. Ce travail comparatif permet d'éviter toute explication monolithique, et de comprendre plus finement, à partir de chaque exemple choisi, pour sa valeur significative, les mutations des quartiers anciens.

Paris, Editions du Plan Construction, Bilan thématique, janvier 1982, 222 p.

Le comportement stratégique des PME de bâtiment entreprises du Secteur Pilote «Habitat 88»

Gilbert Leconte, Jean-Claude Menabrea

Paradoxalement c'est au moment où la maîtrise du quotidien devient à la fois plus prégnante et plus difficile que la réflexion stratégique pénètre peu à peu la vie (ou la survie) de l'entreprise de bâtiment. S'interroger sur l'avenir n'est plus l'apanage des seules «nationales». Les PME aussi élaborent en fonction d'objectifs qui leur sont propres, les conditions de la gestion prévisionnelle de leur développement. Centrée sur la question des mécanismes d'apprentissage de l'innovation ainsi qu'une démarche expérimentale la révèle, cette étude constitue la face visible d'un travail de type recherche-intervention menée avec 10 PME lauréates du Programme Mobilisateur «Habitat 88» et comme telle, anticipatrice des pratiques à venir.

Paris, Plan Construction et Architecture - MELATT, Recherches, novembre 1987, 222 p.

L'homme et la neige

Jean-Paul Zuanon

Cet ouvrage analyse la place et les rôles de la neige dans la vie des montagnards : de la neige d'antan, contrainte acceptée, à l'or blanc. Approche disciplinaire faisant appel à l'histoire et à la toponymie aussi bien qu'à l'ethnographie, il aborde successivement : La neige et l'homme jadis : habitat; activités traditionnelles liées à la neige; rythmes et modes de vie en hiver; problèmes de déplacement; les avalanches; perceptions et représentations. La neige et l'homme aujourd'hui : la neige touristique (le ski: une technique; une activité économique; une utilisation de l'espace; nouvelles perceptions; nouvelles pratiques), l'autre neige (la neige dangereuse; la neige capricieuse; la neige au quotidien).

Anney, Musée, janvier 1988, 50 p.

Catalogue d'une exposition organisée au Musée-Château d'Anney, janvier-mars 1988.

Le rayonnement (mortel ?) des capitales culturelles

Bernard Poche, Jean Tournon (Eds)

La juxtaposition de témoignages ou d'études sur la création au sein des milieux culturels «minorisés» par leur situation à l'écart des grandes métropoles de la francophonie fait apparaître la relation parfois ambiguë de ces productions avec le sentiment d'identification des communautés en cause. Déjà d'un ordre différent entre les divers noyaux de langue française situés dans la partie du Canada majoritairement anglophone (Acadie, Ontario, Manitoba, Saskatchewan...), cette relation apparaît comme d'une tout autre nature en Europe, où la notion de communauté (bien que juridiquement consacrée en Belgique) n'est pas proposée dans une correspondance claire avec la création littéraire, et semble se dissoudre lorsqu'on arrive à la France «non-parisienne». Enfin la question du «centre», de la capitale, même lorsqu'elle est occultée, reste toujours problématique.

Villeurbanne, Programme Rhône-Alpes de Recherche en Sciences Humaines, Les Chemins de la Recherche, 40, novembre 1996, 182 p.

Administration et organisation des territoires urbains

Claude Jacquier, et al.

Le Centre d'études et de prévision a mené à partir de la fin 1998 une réflexion globale et pluridisciplinaire, avec six chercheurs, sur l'organisation et l'administration des territoires urbains. Parmi les thèmes abordés, on retiendra en particulier : le renforcement de la démocratie locale avec la prise en compte de la tension territoire-réseau ; l'approche en terme d'aménagement de compétences et la nécessité de s'interroger sur la pertinence du pouvoir fiscal et la péréquation des ressources ; la prise en compte de la complexité urbaine ; la nécessité de transformer les modes de fonctionnement de l'État et d'adapter la relation centre-périphérie.

Paris, Centre d'Etudes et de Prévision - Ministère de l'Intérieur, Travaux du CEP, 1, décembre 1999, 134 p.

Programme de recherche européen COST-Civitas

Claude Jacquier (Ed), en 3 volumes.

Vol. 3 : *Governing European Cities : Social Fragmentation and Urban Governance*. Van Kempen R. and Andersen H.T. (Eds), mars 2000

Vol. 1 : *Change and Stability in Urban Europe : Form, Quality and Governance*. Anderson H., Jorgensen G., Joye D. and Ostendorf W. (Eds), mai 2001

Vol. 2 : *Governing Cities on the Move : Functional and Management Perspectives on Transformation of European Urban Infrastructures*. Dijst M., Schenkel W. and Thomas I. (Eds), mars 2002

Il s'agit de la publication des travaux effectués dans le cadre du programme «COST-Civitas - Villes européennes en mutation et gouvernance urbaine». Ce programme de recherche européen a été financé en partenariat par la DG Recherche de l'Union Européenne et les Ministères de la Recherche des 14 pays membres associés. Lancé en 1995, il s'est terminé les 30 et 31 mars 2000 par un colloque au Ministère de la Recherche à Paris. Ce programme a regroupé une cinquantaine de chercheurs et une quarantaine d'institutions de recherche autour de trois axes de travail. Le premier axe

cherchait à identifier les permanences et les changements dans les systèmes urbains. Le second a abordé la question de la performance économique et de l'efficacité sociale de l'organisation des villes européennes. Le troisième axe portait sur la question de la fragmentation des villes et de leur cohésion sociale.

Burlington (USA), Ashgate Publishing Company, 2000 et 2002.

Regards sur l'accompagnement scolaire

Dominique Glasman

Selon la formule des dossiers thématiques, cet ouvrage comprend une partie de textes d'analyse sur l'accompagnement scolaire dans ses différentes dimensions (rapport avec l'école, contenu des activités, fonction de cet espace, place des familles, évaluation des dispositifs), une bibliographie classée par thèmes, une troisième partie de présentation d'actions d'accompagnement scolaire, et enfin une partie de documents officiels (textes, circulaires de création de dispositifs) et de renseignements pratiques.

Paris, Institut National de Recherche Pédagogique, Dossiers thématiques du Centre Alain Savary, mars 2000, 152 p.

Innovatory Social Policies in the City. Proceedings, Oslo, June 2000

Claude Jacquier

Ces travaux sur les politiques sociales intégrées au niveau local se divisent en deux volumes. Le premier contient une étude approfondie réalisée par l'auteur, consultant du Comité européen pour la cohésion sociale (CDCS) - Groupe de spécialistes sur les politiques sociales innovatrices dans les villes (PS-S-INNO), ainsi qu'une vue d'ensemble des projets examinés. Le second rassemble les documents de la conférence de clôture du projet, à Oslo (Norvège), du 22 au 24 juin 2000.

Strasbourg, European Council, 2001, vol. 1 : 80 p. - vol. 2 : 80 p.

Version française disponible : Politiques sociales innovatrices dans les villes, Actes, Oslo, juin 2000,

Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2001, tome 1 : 88 p. - tome 2 : 80 p.

Les agents locaux de médiation sociale en quête d'identité

Jacques Faget, Jacques de Maillard, Moussa Sene Diop, Anne Caquant (Eds)

Cet ouvrage, à l'entrecroisement de la sociologie des professions et de l'analyse des politiques publiques, contribue à la compréhension des nouvelles formes de régulation des désordres urbains en s'attachant au cas particulier des agents locaux de médiation sociale. Ces derniers, créés dans le cadre de la loi sur les emplois-jeunes, peuvent être employés par des communes, des bailleurs ou des transporteurs. Ils sont censés assurer des missions de sécurisation des lieux publics, de prévention des éventuelles violences et de médiation des conflits. Ces agents sont-ils en mesure de produire du lien social dans des espaces en fragmentation ? Parviennent-ils à établir des relations de coopération avec les différents « partenaires » impliqués dans la gestion des quartiers précarisés ? A partir d'une recherche empirique dans plusieurs agglomérations françaises (région parisienne, Grenoble et Bordeaux), la réponse est plutôt négative. Missions mal définies, soutien institutionnel insuffisant, isolement, enchevêtrement des missions par rapport à d'autres acteurs, démotivation, constituent les manifestations récurrentes d'une action qui peine à trouver ses marques.

Paris, IHESI, Etudes et Recherches, juin 2003, 203 p

Ouvrages du CIVIL - 1990-1994

Le CIVIL (Centre Interdisciplinaire de recherche Mutations territoriales et politique des Villes) a été créé en 1989, au sein de l'Université Pierre Mendès France, par deux groupes de chercheurs issus pour l'un du CERAT et pour l'autre de l'IUG (Institut d'Urbanisme de Grenoble). De 1990 à 1994, le CIVIL a été reconnu d'abord comme SDI par le CNRS, puis comme URA. En 1995, le CIVIL et le CERAT se sont regroupés à nouveau pour devenir une UMR.

Sites urbains en mutation : territoires et trajectoires

René Ballain, Claude Jacquier, Gérard Darris, J. Y. Broudic, R. Girard, et al.

Les villes sont en incessante transformation. Pendant les trente années d'après-guerre, ce phénomène a été considéré comme l'effet de la construction neuve, qui génèrait l'expansion urbaine. Le ralentissement de la construction, la mise en place d'une politique d'amélioration à partir de 1975, mais aussi la relative détente des marchés, hors région parisienne, obligent à trouver d'autres facteurs d'explication. Si la logique économique et le poids de l'héritage urbain ont toujours un rôle majeur dans les évolutions actuelles, les acteurs locaux, élus, organismes HLM, gestionnaires privés, pèsent également dans la différenciation et la hiérarchisation croissantes des sites urbains. Enfin, les stratégies des ménages apparaissent, plus que par le passé, essentielles dans l'explication des transformations urbaines : leurs trajectoires résidentielles, qui s'appuient fortement sur les réseaux familiaux et affectifs, contribuent elles aussi à façonner une géographie symbolique de la ville. Cet ouvrage collectif essaie de rendre compte de divers facteurs explicatifs des mutations urbaines, par l'analyse des sites, des jeux institutionnels, et des stratégies familiales, dans des villes aussi différentes que Lille, Rennes, Angers, Marseille et Grenoble.

Paris, L'Harmattan, Villes et Entreprises, août 1990, 206 p.

Comptes des dépenses publiques pour les déplacements urbains de personnes. Manuel des méthodes

Jean-Claude Pradeilles

Au sein des agglomérations urbaines, la gestion des déplacements repose sur une multiplicité d'équipements techniques administrés séparément et mobilise une pluralité d'instances publiques territoriales distinctes. De ce fait, les coûts que supportent ces instances et qu'entraînent ces équipements divers ne donnent que très rarement lieu à une évaluation d'ensemble de leurs volumes, de leur composition, de leur évolution, de leur financement... La démarche proposée ici à la suite d'une expérimentation dans l'agglomération grenobloise, a précisément pour objet de pallier cette carence et de fournir le cadre permanent de telles évaluations. L'établissement de tels comptes devrait permettre de connaître ainsi que le préconise la LOTI, les «coûts économiques réels liés à la création, à l'entretien et à l'usage des infrastructures et matériels de transport».

Paris, Centre d'Etudes des Transports Urbains, Dossiers du CETUR, décembre 1990, 218 p.

Voyage dans dix quartiers européens en crise

Claude Jacquier

Ce premier ouvrage de la collection «Objectif Ville» nous propose un reportage dans dix quartiers de grandes villes européennes. Des espaces qui cumulent les handicaps : urbanisme mal pensé, populations déracinées, chômage, manque de structures d'accueil pour les jeunes... Aujourd'hui, les villes mesurent les limites de l'action sociale traditionnelle et tentent de mettre en place de nouvelles stratégies pour revitaliser ces quartiers.

Paris, L'Harmattan, Objectif Villes, mai 1991, 127 p.

L'organisation corporative des taxis collectifs à Bamako et Lomé.

Richesse et perspectives

Jean-Claude Pradeilles (Ed), Jean-Claude Pradeilles, Geneviève Garcia-Oriol, Tall Ibrahim

Les taxis collectifs urbains ou les minibus exploités dans les villes d'Afrique proposent un service de transport apparemment très dispersé et ne répondant à aucune norme. Ils jouent cependant un rôle important, quelquefois essentiel, dans la desserte de ces villes. Ils sont généralement considérés comme un système anarchique et archaïque qui n'assure qu'une offre de substitution, en l'attente de la mise en place ou du développement d'entreprises de transport dignes de ce nom. Les analyses avancées dans cet ouvrage et fondées sur les cas de Bamako et Lomé tendent à valider l'idée qu'une autre attitude, positive et constructive, est envisageable à l'égard de cette forme de transport, et permettrait d'en améliorer les qualités et d'en déployer les potentialités. Pour cela on présente la richesse des ressorts économiques, sociaux et culturels qui structurent cette activité, ce milieu professionnel, et qui en façonnent les limites également. La perspective d'une valorisation de ce service de transport appelle, d'autre part, une culture de la gestion institutionnelle et politique qui s'écarte des paradigmes extérieurs aux sociétés concernées. Les enseignements et les interrogations qui se dégagent des cas de Bamako et Lomé concernent, sans aucun doute, beaucoup d'autres villes où taxis collectifs et minibus ne présentent pas les mêmes structures d'organisation.

Paris, INRETS, Transport, Transfert, Développement, septembre 1991, 128 p.

La place du pauvre. Histoire et géographie sociale de l'habitat HLM

Jacques Barou

Les HLM ont-ils trop bien rempli leur rôle social en accueillant un nombre croissant de ménages dits «défavorisés» : familles nombreuses à revenus modestes, ménages mono-parentaux, immigrés, etc. ? Telle est la question que pose cet ouvrage à l'issue d'une minutieuse analyse historique de l'évolution de l'occupation du parc HLM en termes sociologiques. La question est plus complexe que les seuls chiffres globaux la laissent apparaître. Certes, au fil des années et de la progression de la construction des logements confortables, le pourcentage de ménages modestes a progressé dans l'habitat HLM au détriment des ménages des couches moyennes qui y étaient dominants à l'origine. Mais l'analyse sociologique de l'occupation du parc HLM ferait ressortir que les ménages dits défavorisés, et en particulier les ménages immigrés, sont surtout présents dans les fragments les plus marginaux de ce parc. Les politiques d'attribution continuent d'assigner au pauvre une place qui marque encore la défiance de la société envers lui.

Paris, L'Harmattan, Minorités et sociétés, janvier 1992, 135 p.

Raoul Dautry, 1880-1951 : le technocrate de la République

Rémi Baudouï

Né en 1880, entré à Polytechnique à l'âge de vingt ans, Raoul Dautry fut successivement ingénieur à la Compagnie des chemins de fer du Nord (1903-1928), directeur général des Chemins de fer de l'Etat (1928-1937), ministre de l'Armement (1939-1940), ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (1944-1946) et enfin administrateur général du Commissariat à l'Energie atomique (1946-1951). Sa carrière exceptionnelle de grand commis de l'Etat le fit travailler avec tous les acteurs de la politique française. On peut citer entre autres, Paul Painlevé, Pierre Laval, Georges Mandel, Gaston Doumergue, Léon Blum, Edouard Baladier, Paul Reynaud, le général de Gaulle. Par ses fonctions, il fut amené à côtoyer des personnalités de premier plan des milieux les plus divers comme Jean Mermoz, Jean Jardin, les Joliot-Curie, Le Corbusier, le maréchal Lyautey, Jean Giraudoux, Daniel-Rops, Louis Renault, le général Gamelin, Weygand, Pétain. A l'extérieur ? Mussolini, Adolf Hitler, Chamberlain, Churchill. Déclaré technicien "apolitique", il se refusait à prendre position dans les débats de la cité autrement que sous l'angle des réponses matérielles pouvant être apportées à un problème concret. C'est ainsi qu'il fut l'un des artisans de la modernisation de la France. Quarante ans après sa mort, le nom de Dautry refait surface. Pierre Assouline dans Jean Jardin... Jean-Jacques Servan-Schreiber, son filleul, l'évoque largement dans ses Mémoires. Aujourd'hui la crise économique mondiale, le discrédit du personnel politique dans l'opinion publique ne sont pas sans rappeler la situation des années trente. C'est pourquoi l'auteur a voulu tirer de l'ombre ce technocrate de la République, sorte de père putatif de nos nouveaux héros, chevalier de l'industrie.

Paris, Editions Balland, Biographies, février 1992, 390 p.

Les quartiers américains, rêve et cauchemar. Le développement communautaire et la revitalisation des quartiers aux Etats-Unis

Claude Jacquier

Tout à la fois, ombilic du monde et sa périphérie appauvrie, la ville américaine et ses quartiers-ghettos connaissent une crise sans précédent. Le cauchemar de Los Angeles, au printemps 1992, a été en effet la manifestation brutale d'une détérioration profonde des conditions de vie de millions d'habitants appartenant aux minorités, mais aussi à la middle-class, après des années de récession et de politiques urbaines conservatrices. Au cœur de ces quartiers de la relégation, un puissant mouvement communautaire organisé par des professionnels du développement cherche cependant, depuis des années, à promouvoir des alternatives à cette dérive des villes et des quartiers. Marquées par le rêve américain et renouant avec le mouvement «grass roots» des sixties, ces organisations de développement communautaire poursuivent l'ambition d'être une force de renouveau des politiques locales de la ville, de la citoyenneté et de la démocratie en Amérique. Les quartiers américains, rêve et cauchemar. Ce livre essaie de faire le point sur une réalité qui est souvent, pour nous, un mythe.

Paris, L'Harmattan, Objectif Ville, mai 1993, 190 p.

L'immigration entre loi et vie quotidienne

Jacques Barou, Khoa Huu Le (Eds)

Réforme du code de la nationalité, lois favorisant les contrôles d'identité, projet de réforme du droit d'asile et réponse du Conseil constitutionnel aux initiatives gouvernementales... Voici l'immigration revenue en force au cœur du débat politique français! A l'écoute de toutes les polémiques développées autour de cette question, on oublierait presque la dimension humaine qu'elle comporte. Les immigrés vivent au sein de notre société, ils y travaillent, s'y logent, y aiment, y prient et parfois aussi s'y engagent politiquement. Dix chercheurs développent ici une réflexion sur ces divers aspects : vie quotidienne, participation sociale, identité communautaire... Puissent leurs textes contribuer à éclairer un problème qui demeure l'un des principaux enjeux de notre temps.

Paris, L'Harmattan, Minorités et Sociétés, novembre 1993, 176 p.

Coordinations de numéros de Revues

L'Est européen : sociétés à refonder, espaces à reconquérir

Bernard Poche (Ed)
Paris, L'Harmattan, *Espaces et Sociétés*, n° 64, 1e trim. 1991, 188 p.

Identités, espaces, frontières

Bernard Poche (Ed)
Paris, L'Harmattan, *Espaces et Sociétés*, n° 70-71, 3^e-4^e trim. 1992, 277 p.

Les échelles de l'espace social

Bernard Poche (Ed)
Paris, L'Harmattan, *Espaces et Sociétés*, n° 82-83, 3^e-4^e trim. 1995, 251 p.

Pratiques alimentaires et identités culturelles

Jacques Barou (Ed)
Paris, Société d'Ethnologie Française, Armand Colin, *Ethnologie Française*, n° 1, janvier-mars 1997, 132 p.

L'illettrisme aujourd'hui

Jacques Barou (Ed)
Paris, CNAF, *Informations Sociales*, n° 59, 1997, 130 p.

Grenoble, une ville en mouvements : région urbaine, territoires et acteurs

Jean-Claude Pradeilles (Ed), Marie-Christine Fourny
Grenoble, *Revue de Géographie Alpine*, n° 4, tome 85, 1997, 196 p.

DOM : regards croisés

Jacques Barou (Ed)
Paris, CNAF, *Informations Sociales*, n° 69, 1998, 122 p.

Nouvelle crise du logement

Jacques Barou (Ed)
Paris, CNAF, *Informations Sociales*, n° 77, 1999, 152 p.

La ville désintégrée

Jacques Barou, Abdelhafid Hammouche (Eds)
Paris, Hommes et Migrations. *Hommes et migrations*, n° 1217, janvier-février 1999, 150 p.

Nouvelles formes de travail en milieu rural. Pratiques sociales et actions publiques

Françoise Gerbaux, Jean Le Monier, Marie-Pierre Tournon (Eds)
Paris, GREP, *Pour*, n° 161, mars 1999, 171 p.

Le 46^e Congrès de la CGT. Les communistes et les élections en Allemagne, en Suède

Dominique Labbé (Ed)
Paris, L'Age d'Homme, *Communisme*, n° 57-58, 1er et 2e trim. 1999, 277 p.

Esthétique et territoire

Bernard Poche (Ed)

Paris, L'Harmattan, *Espaces et Sociétés*, n° 69, 2^e trim. 1999, 134 p.

Justice 2000 (I) (dont Dossier Justice et Politique)

Jacques Commaille (Ed)

Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, *Droit et Société*, n° 42-43, 4^e trim. 1999, 360 p.

La Nature et l'Artifice

Bernard Poche (Ed)

Paris, L'Harmattan, *Espaces et Sociétés*, n° 99, 4^e trim. 1999, 181 p.

Les politiques culturelles face aux dynamiques sociales et métropolitaines

Pierre-Alain Four (Ed)

Lyon, Mission «Prospective et stratégie d'agglomération», *Les Cahiers Millénaires trois*, n° 19, février 2000, 84 p.

L'innovation territoriale, références, formes et enjeux

Françoise Gerbaux, Frédéric Giraut (Eds)

Grenoble, *Revue de Géographie Alpine*, tome 88, n° 1, avril 2000, 156 p.

Justice 2000 (II) (dont Dossier Justice et Politique)

Jacques Commaille (Ed)

Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, *Droit et Société*, n° 44-45, 2^e trim. 2000, 392 p.

La question urbaine en Europe : convergence des enjeux, diversité des réponses

Claude Jacquier (Ed)

Lyon, CRDSU (Centre de Ressources et d'Echanges sur le Développement Social et Urbain), *Les Cahiers du DSU*, n° 24, septembre 2000, 43 p.

Communisme et post-Communisme en Europe centrale et orientale

François Bafoïl, Stéphane Courtois (Eds)

Paris, L'Age d'Homme, *Communisme*, n° 64, mars 2001, 174 p.

Autoemploi et création d'activités

Françoise Gerbaux, Jean Le Monnier (Eds)

Paris, GREP. *Pour*, n° 171, septembre 2001, 179 p.

Ces objets qui communiquent. Perspectives technologiques et usages

Philippe Mallein, Gilles Privat (Eds)

Cachan, Lavoisier, Hermès, *Les Cahiers du Numérique*, vol. 3, n° 4, 2002, 190 p.

Riscos coletivos. Ambiente e Saúde

Magda Zanoni, Angela Duarte Damasceno Ferraira, Claude Gilbert (Eds)

Curitiba, Editora UFPR (Universidade Federal do Paraná), *Desenvolvimento e Meio Ambiente*, n° 5 (Co-Edição : *Revista Natures, Sciences, Sociétés*), janvier-juin 2002, 152 p.

La diversité culturelle dans la ville, fondement du lien social

Jacques Barou (Ed)

Lyon, CRDSU, *Les Cahiers du DSU*, n° 34, juin 2002, 43 p.

Crisis Management in France

Claude Gilbert (Ed)

Oxford, *Blackwell Publishing, Journal of Contingencies and Crisis Management*, vol. 10, n° 4, décembre 2002, 220 p.

Formes et formalités du vote

Olivier Ihl, Nicolas Mariot (Eds)

Paris, Belin, *Genèses*, n° 49, décembre 2002, 174 p.

Les politiques des risques en Europe

Pierre Lascoumes, Claude Gilbert (Eds)

Bruxelles, Editions de Boeck Université, *Revue Internationale de Politique Comparée*, n° 2, 2003, 284 p.

Parlementarismes et construction européenne

Olivier Rozenberg, Yves Surel (Eds)

Paris, L'Harmattan, *Politique européenne*, n° 9, mars 2003, 213 p.

Démocratiser les honneurs

Olivier Ihl (Ed)

Paris, Belin, *Genèses*, n° 55, juin 2004, 174 p.

Comparaisons internationales en politiques publiques: méthodes, stratégies de recherche et interprétation

Steffen Monika (Ed)

Bruxelles, Editions De Boeck Université, *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 11, n° 3, 2004, à paraître.

Index

- 1 →** **Index des auteurs membres du Cerat**
- 2 →** **Index thématique des ouvrages**
- 3 →** **Chronologie des ouvrages**

Index des Auteurs membres du CERAT

Il s'agit des 89 auteurs cités dans l'ensemble du Catalogue, et qui sont membres du CERAT au cours de l'année d'édition de leur(s) ouvrage(s) ou autres publications.

ANDOLFATTO Dominique	32, 35, 36, 37
ARCY (d') François	29, 44, 51, 58, 61, 69, 87, 122
BAFOIL François	59, 62, 67, 72, 148
BALLAIN René	50, 78, 79, 82,,83, 125, 140 , 143
BAROU Jacques	26, 72, 73, 75, 81, 83, 144, 146, 147, 149
BARTHE Yannick	94, 131
BAUDOUI Rémi	100, 145
BERNARD Jean-Pierre A. ou Arthur	22, 24, 26, 109, 150
BÉLANGER Pierre A.	86
BIAREZ Sylvie	50, 51, 54, 122
BOISBERRANGER (du) Guy	50
BON Frédéric	28, 29, 30, 150
BOUCHET Claude	50
BOUHET Bernard	22
BRÉCHON Pierre	14, 30
BURDY Jean-Paul	62
CARTIER Stéphane	81
COMMAILLE Jacques	66, 90, 91, 92, 93, 148
CROISAT Maurice	34, 40, 42, 45, 60
DENNI Bernard	16
DEREYMEZ Jean-William	17, 24, 25, 32, 53, 100
DERVILLE Jacques	30
DOMENACH GATTI-MONTAIN Jacqueline	15, 40, 42
DOMENACH Claude	15
DOUILLET Anne-Cécile	117
DRESSLER-HOLOHAN Wanda	122
DUMOULIN Laurence	93, 97, 105
FAURE Alain	15, 55, 88, 89, 90, 91
FOUR Pierre-Alain	148
FROMENT Jean-Charles	47
GAUDIN Jean-Pierre	92, 94, 96
GERBAUX Françoise	15, 18, 52, 53, 54, 121, 147, 148
GILBERT Claude	78, 87, 96, 128,138, 139, 148, 149, 150
GLASMAN Dominique	19, 80, 81, 142
GLEIZAL Jean-Jacques	17, 40, 41, 42, 47, 51
GREFFET Fabienne	32
GUÉRIN ou GUÉRIN-PLANTIN Chantal	79, 80
GUIBOURDENCHE Henri	23, 122
GUILLALOT Elsa	110
IHL Olivier	74, 100, 102, 104, 116, 149
JACQUIER Claude	140, 141, 142, 143, 144, 145, 148
JEANTET Alain	15, 50
JOBERT Bruno	50, 64, 86, 87, 91, 98
KALUSZYNSKI Martine	47, 101, 103, 104

KUKAWKA Pierre	14, 50, 68, 84, 114, 122
LABBE Dominique	34, 35, 36, 37, 108, 109, 110, 115, 147
LABRANCHE Stéphane	56, 97, 116
LECOMTE Patrick	16, 30
LECONTE Gilbert	140
LEMASSON Sylvie	31, 72
MAILLARD (de) Jacques	97, 142
MALLEIN Philippe	148
MARCOU Jean	23, 44
MARIE Jean-Louis	115
MATTEUDI Emmanuel	18
MÉRIAUX Olivier	56
MINGASSON Christian	50
MONZIES Marie-Christine	50
MULLER Pierre	14, 15, 65, 87, 88, 133
NEZOSI Gilles	36
NIZARD Lucien	86
OBERDORFF Henri	43, 46, 47, 58, 59, 68
PERRINEAU Pascal	29
PETITEVILLE Franck	42, 43
POCHE Bernard	22, 23, 73, 141, 147, 148
POLLET Gilles	74, 89, 100, 101, 103, 104
PONGY Mireille	64
POUYET Catherine	50
PRADEILLES Jean-Claude	143, 144, 147
PREAU Pierre	114, 121
QUERMONNE Jean-Louis	31, 32, 41, 45, 46, 55, 60, 61, 65, 110
ROBERT Cécile	93, 97
ROCHÉ Sebastian	16, 17, 18, 19, 20, 70, 94, 95
RUMPALA Yannick	95
SABOT Jean-Yves	34
SACCOMAN Pierre	121
SAEZ Guy	20, 25, 44, 64, 87, 89, 122
SMITH Andy	65
STEFFEN Monika	64, 66, 69, 70, 84, 124, 149
SUREL Yves	62, 149
TIGER Henri	15
TOURNON Jean	24, 26, 42, 122, 141
URFALINO Philippe	79, 135
VERJUS Anne	104
VIVIER Dominique	121
WARIN Philippe	55, 78, 82, 89, 97
ZAHN Marie-Françoise	122
ZITTOUN Philippe	93
ZUANON Jean-Paul	52, 53, 117, 121, 140

Index thématique et alphabétique des ouvrages

Cet index porte uniquement sur les ouvrages cités dans la première partie.

Thème 1 — Sociétés, solidarités

- Pierre Bréchon
La famille, idées traditionnelles, idées nouvelles : p. 14
- Jean-William Dereymez
Le travail. Histoire, perspectives : p. 17
- Claude Domenach, Jacqueline Gatti-Montain
Communes et sécurité : p. 15
- Françoise Gerbaux, Brigitte Biche, Jean Le Monnier, et Jacques Perret
Créer son emploi en milieu rural : p. 18
- Dominique Glasman, Bernard Charlot, (Eds)
Les jeunes, l'insertion, l'emploi : p. 19
- Jean-Jacques Gleizal
L'art et le politique. Essai sur la médiation : p. 17
- Alain Jeantet, Henri Tiger
Des manivelles au clavier : p. 15
- Pierre Kukawka
Manufrance, radiographie d'une lutte : p. 14
- Patrick Lecomte, Bernard Denni
Sociologie du politique : p. 16
- Emmanuel Matteudi
Structures familiales et développement local : p. 18
- Pierre Muller, Jean Le Monnier (Eds)
Les agricultures différentes : p. 14
- Pierre Muller, Françoise Gerbaux, Alain Faure
Les entrepreneurs ruraux : p. 15
- Sebastian Roché
Le sentiment d'insécurité : p. 16
- Sebastian Roché
Insécurité et libertés : p. 17
- Sebastian Roché
La société incivile : p. 18
- Sebastian Roché, Jean-Louis Schlegel
La société d'hospitalité : p. 19
- Sebastian Roché
La délinquance des jeunes : p. 19
- Sebastian Roché
Sociologie politique de l'insécurité : p. 20
- Guy Saez, Armel Huet, (Eds)
Le règne des loisirs : p. 20

Thème 2 — Territoires, identités

- Jacques Barou, Jean-Claude Duclos (Eds)
Un air de famille : p. 26
- Jean-Pierre A. Bernard
Paris-Rouge. 1944-1964 : p. 22
- Jean-Pierre A. Bernard
Les deux Paris : p. 24
- Jean-Pierre A. Bernard
Le goût de Paris : p. 26
- Bernard Bouhet, Philippe Videlier
Vénissieux de A à V. 1921-1931 : p. 22
- Jean-William Dereymez (Ed)
Etre jeune en Isère (1939-1945) : p. 24
- Jean-William Dereymez (Ed)
Etre jeune en France (1939-1945) : p. 25
- Henri Guibourdenche, Jean Marcou (Eds)
L'Ardèche et la Drôme : p. 23
- Bernard Poche
Lyon tel qu'il s'écrit : p. 22
- Bernard Poche
L'espace fragmenté : p. 23
- Bernard Poche
Le monde bessanais : p. 23
- Guy Saez, Hervé Glevarec
Le patrimoine saisi par les associations : p. 25
- Jean Tournon, Hélène Greven-Borde (Eds)
Les identités en débat : intégration ou multiculturalisme ? : p. 24
- Jean Tournon, Ramon Maiz (Eds)
Ethnicité et politique : p. 26

Thème 3 — Représentation politique

- Dominique Andolfatto, Fabienne Greffet, Olivier Laurent (Eds)
Les partis politiques. Quelles perspectives ? : p. 32
- François d'Arcy (Ed)
La représentation : p. 29
- Frédéric Bon, Michel Antoine Burnier, Nonna Mayer
Les sondages peuvent-ils se tromper ? : p. 28
- Frédéric Bon
Les élections en France : p. 28
- Frédéric Bon, Michel Antoine Burnier
Que le meilleur perde : p. 29
- Frédéric Bon, Jean-Paul Cheylan
La France qui vote : p. 30
- Pierre Bréchon, Jacques Derville, Patrick Lecomte
Les cadres du RPR : p. 30
- Pierre Bréchon
La France aux urnes : p. 30

- Jean-William Dereymez, Jacques Girault (Ed), Frank Georgi, Denis Lefebvre, Frédéric Sawicki, et Danielle Tartakowski
L'implantation du socialisme en France au XX^e siècle : p. 32
- Sylvie Lemasson (Ed)
L'Allemagne de Gerhard Schröder : p. 31
- Pascal Perrineau (Ed)
Régions : Le baptême des urnes : p. 29
- Jean-Louis Quermonne, Nicolas Wahl (Eds)
La France présidentielle : p. 31
- Jean-Louis Quermonne
L'alternance au pouvoir : p. 32

Thème 4 — Syndicalisme

- Dominique Andolfatto (Ed)
Les syndicats en France : p. 37
- Maurice Croisat, Dominique Labbé
La fin des syndicats ? : p. 34
- Dominique Labbé, Antoine Bevort
La CFDT. Organisation et audience depuis 1945 : p. 34
- Dominique Labbé
Syndicats et syndiqués en France depuis 1945 : p. 35
- Dominique Labbé, Dominique Andolfatto
La CGT. Organisation et audience depuis 1945 : p. 35
- Dominique Labbé, Dominique Andolfatto (Eds)
Un demi-siècle de syndicalisme en France et dans l'Est : p. 36
- Dominique Labbé, Dominique Andolfatto
Sociologie des syndicats : p. 37
- Dominique Labbé, Stéphane Courtois (Eds)
Regards sur la crise du syndicalisme : p. 37
- Gilles Nezosi
La fin de l'Homme du fer : p. 36
- Gilles Nezosi (Ed), Dominique Labbé
La crise du paritarisme : p. 36
- Jean-Yves Sabot
Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie : p. 34

Thème 5 — Institutions politiques et administratives

- François d'Arcy, Françoise Dreyfus
Les institutions politiques et administratives de la France : p. 44
- Maurice Croisat
Le fédéralisme canadien et la question du Québec : p. 40
- Maurice Croisat, Franck Petiteville, Jean Tournon
Le Canada, d'un référendum à l'autre (1980-1992) : p. 42
- Maurice Croisat
Le fédéralisme dans les démocraties contemporaines : p. 45
- Jacqueline Domenach Gatti-Montain
Le droit des collectivités locales : p. 42

Jacqueline Gatti-Montain, Jean-Jacques Gleizal, Paul Allies, Danièle Lochak, et al.
L'administration dans son Droit : p. 40

Jean-Jacques Gleizal
Le désordre policier : p. 40

Jean-Jacques Gleizal, Gérard Boismenu (Eds)
Les mécanismes de régulation sociale : p. 41

Jean-Jacques Gleizal
La police en France : p. 42

Jean-Jacques Gleizal, Jacqueline Gatti-Domenach, Claude Journes
La police. Le cas des démocraties occidentales : p. 42

Jean-Jacques Gleizal, Jean-Charles Froment, Martine Kaluszynski (Eds)
Les États à l'épreuve de la sécurité : p. 47

Jean Marcou
Justice constitutionnelle et systèmes politiques : p. 44

Henri Oberdorff, Guy Gardavaud (Eds)
Le juge administratif à l'aube du XXI^e siècle : p. 43

Henri Oberdorff, Jacques Robert
Libertés fondamentales et droits de l'homme : p. 46

Henri Oberdorff
Les institutions administratives : p. 46

Henri Oberdorff
Droits de l'homme et libertés fondamentales : p. 47

Franck Petiteville
La coopération décentralisée : p. 43

Jean-Louis Quermonne
L'appareil administratif de l'État : p. 41

Jean-Louis Quermonne
Les régimes politiques occidentaux : p. 45

Jean-Louis Quermonne, Dominique Chagnollaud
La V^e République, en 4 tomes : p. 46

Guy Saez, Jacques Perret (Eds)
Institutions et vie culturelles : p. 44

Thème 6 — Réorganisation des pouvoirs

François d'Arcy, Mariano Baena del Alcazar, Blanca Olias de Lima
Décentralisation en France et en Espagne : p. 51

René Ballain, Bruno Dhont, Alain Jeantet, al.
Droits nouveaux des locataires : p. 50

Sylvie Biarez, Claude Bouchet, Guy du Boisberranger,
Christian Mingasson, Marie-Christine Monzies, et al.
Institution communale et pouvoir politique : p. 50

Sylvie Biarez
Le pouvoir local : p. 51

Sylvie Biarez
Territoires et espaces politiques : p. 54

Jean-William Dereymez, Gérard Chianéa, Robert Chagny, (Eds)
Le département : hier, aujourd'hui, demain : p. 53

Alain Faure, Emmanuel Négrier (Eds)
La politique culturelle des agglomérations : p. 55

- Françoise Gerbaux
La cause des montagnes : p. 52
- Françoise Gerbaux
La montagne en politique : p. 52
- Françoise Gerbaux (Ed)
Utopie pour le territoire : cohérence ou complexité ? : p. 54
- Jean-Jacques Gleizal, Didier Migaud
Le département en toutes libertés : p. 51
- Bruno Jobert
La planification urbaine. La cas de Stuttgart : p. 50
- Stéphane Labranche
Mondialisation et terrorisme identitaire : p. 56
- Olivier Mériaux, Maïten Bel, Philippe Mehaut (Eds)
La décentralisation de la formation professionnelle en France : p. 56
- Philippe Warin, Bernard Jouve, Vincent Spenlehauer (Eds)
La région, laboratoire politique : p. 55
- Jean-Paul Zuanon, Françoise Gerbaux, Lucien Tron
Histoire du premier parc national français : p. 52
- Jean-Paul Zuanon, Françoise Gerbaux
Chronique d'un «parc oublié» : p. 53

Thème 7 — Unification européenne, transformation des États nationaux

- François d'Arcy, Luc Rouban (Eds)
De la Cinquième République à l'Europe : p. 58
- François d'Arcy
Construção Europeia e Transformações dos Estados Europeus : p. 61
- François Bafoil
Le post-communisme en Europe : p. 59
- François Bafoil
Après le communisme : p. 62
- Jean-Paul Burdy (Ed)
La Turquie est-elle européenne ? : p. 62
- Maurice Croisat, Jean-Louis Quermonne
L'Europe et le fédéralisme : p. 60
- Henri Oberdorff (Ed)
Les Constitutions de l'Europe des Douze : p. 58
- Henri Oberdorff, Constance Grewe (Eds)
Les Constitutions des États de l'Union Européenne : p. 59
- Jean-Louis Quermonne (Ed), et al.
L'Union Européenne en quête d'institutions légitimes et efficaces : p. 60
- Jean-Louis Quermonne
L'Europe en quête de légitimité : p. 61
- Jean-Louis Quermonne
Le système politique de l'Union Européenne : p. 61
- Yves Surel, Christian Lequesne (Eds)
L'intégration européenne : p. 62

Thème 8 — Politiques européennes, européanisation des politiques

- François d'Arcy
União Europeia. Instituições, Políticas e Desafios : p. 69
- François Bafoil (Ed)
Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale : p. 67
- François Bafoil (Ed)
Chômage et exclusion en Europe postcommuniste : p. 67
- Jacques Commaille, François de Singly (Eds)
The European Family : p. 66
- Bruno Jobert (Ed)
Le tournant néo-libéral en Europe : p. 64
- Bruno Jobert, Monika Steffen (Eds)
Les politiques de santé en France et en Allemagne : p. 64
- Pierre Kukawka
Le quadrige européen ou l'Europe par les régions : p. 68
- Pierre Kukawka
L'Europe par les régions : p. 68
- Henri Oberdorff, Guy Guillermin (Eds)
La cohésion économique et sociale : une finalité de l'Union Européenne : p. 68
- Mireille Pongy, Guy Saez, Christian Olles
Politiques culturelles et Régions en Europe : p. 64
- Jean-Louis Quermonne, Pierre Muller, Yves Mény (Eds)
Politiques publiques en Europe : p. 65
- Sebastian Roché (Ed)
Les politiques de sécurité en Europe et aux États-Unis : p. 70
- Andy Smith
L'Europe politique au miroir du local : p. 65
- Monika Steffen
The Fight Against AIDS : p. 66
- Monika Steffen
Les États face au Sida en Europe : p. 69
- Monika Steffen (Ed)
Health governance in Europe : p. 70

Thème 9 — Europes

- François Bafoil
Règles et conflits sociaux en Allemagne et en Pologne post-communistes : p. 72
- Jacques Barou, Pierre Prado
Les Anglais dans nos campagnes : p. 72
- Jacques Barou
Europe, terre d'immigration : p. 73
- Jacques Barou, Alain Battégay, András Gergely (Eds)
La ville, ses cultures, ses frontières, démarches d'anthropologues dans des villes d'Europe : p. 75
- Olivier Ihl, Janine Chêne, Eric Vial, Ghislain Waterloo (Eds)
La tentation populiste au cœur de l'Europe : p. 74
- Sylvie Lemasson, Gilbert Casaus, Sophie Lorrain (Eds)
L'autre Allemagne. 1990-1995 : l'unification au quotidien : p. 72
- Bernard Poche
Les langues minoritaires en Europe : p. 73
- Gilles Pollet, Bruno Dumons (Eds)
Administrer la ville en Europe (XIX^e-XX^e siècles) : p. 74

Thème 10 — Mise en œuvre des politiques publiques

- René Ballain, Francine Benguigui (Eds)
Loger les personnes défavorisées : p. 78
- René Ballain (Ed)
Promouvoir le droit au logement : p. 79
- René Ballain, Elisabeth Maurel
Le logement très social : p. 82
- René Ballain, Francine Benguigui (Eds)
Mettre en œuvre le droit au logement : p. 83
- Jacques Barou, Annie Maguer (Ed), Ariella Rothberg
Services publics et usagers dans les quartiers en difficulté : p. 81
- Jacques Barou
L'habitat des immigrés et de leurs familles : p. 83
- Stéphane Cartier
Chronique d'un déluge annoncé, crise de la solidarité face aux risques naturels : p. 81
- Claude Gilbert
Le pouvoir en situation extrême : p. 78
- Dominique Glasman
Des ZEP aux REP : pratiques et politiques : p. 80
- Dominique Glasman
L'accompagnement scolaire : p. 81
- Chantal Guérin, Jaime Alberto Perez (Eds)
Les territoires de l'insertion : p. 79
- Chantal Guérin-Plantin
Genèses de l'insertion : p. 80
- Monika Steffen, Pierre Kukawka (Eds)
Risques et société : p. 84
- Philippe Urfalino
L'invention de la politique culturelle : p. 79
- Philippe Warin
Les usagers dans l'évaluation des politiques publiques : p. 78
- Philippe Warin
Les dépanneurs de justice : p. 82

Thème 11 — Sociologie de l'action publique

- Yannick Barthe, Michel Callon, Pierre Lascoumes
Agir dans un monde incertain : p. 94
- Jacques Commaille, Claude Martin
Les enjeux politiques de la famille : p. 90
- Jacques Commaille, Bruno Jobert (Eds)
Les métamorphoses de la régulation politique : p. 91
- Jacques Commaille
Territoires de Justice : p. 92
- Jacques Commaille, Laurence Dumoulin, Cécile Robert (Eds)
La juridicisation du politique : p. 93
- Laurence Dumoulin, Stéphane Labranche, Cécile Robert, Philippe Warin (Eds)
Le recours aux experts : p. 97

- Alain Faure
Le village et la politique : p. 88
- Alain Faure, Gilles Pollet, Philippe Warin (Eds)
La construction du sens dans les politiques publiques : p. 89
- Alain Faure (Ed)
Territoires et subsidiarité : p. 90
- Alain Faure, Richard Balme, Albert Mabileau (Eds)
Les nouvelles politiques locales : p. 91
- Jean-Pierre Gaudin
Gouverner par contrat : p. 92
- Jean-Pierre Gaudin
Pourquoi la gouvernance ? : p. 94
- Jean-Pierre Gaudin
L'action publique : p. 96
- Claude Gilbert, Guy Saez, François d'Arcy
L'État sans qualités : p. 87
- Claude Gilbert (Ed)
Risques collectifs et situations de crise : p. 96
- Bruno Jobert
Le social en plan : p. 86
- Bruno Jobert, Pierre Muller
L'État en action : p. 87
- Bruno Jobert
Estado, Sociedad, Políticas Públicas : p. 98
- Jacques de Maillard
Réformer l'action publique : p. 97
- Pierre Muller
Le technocrate et le paysan : p. 87
- Pierre Muller
Airbus, l'ambition européenne : p. 88
- Lucien Nizard, Pierre A. Bélanger (Eds)
Planification et Société : p. 86
- Sebastian Roché
Tolérance zéro ? : p. 94
- Sebastian Roché (Ed)
En quête de sécurité : p. 95
- Yannick Rumpala
Régulation publique et environnement : p. 95
- Guy Saez, Jean-Philippe Leresche, Michel Bassand (Eds)
Gouvernance métropolitaine et transfrontalière : p. 89
- Philippe Warin (Ed)
Quelle modernisation des services publics ? p. 89
- Philippe Zittoun
La politique du logement (1981-1995) : p. 93

Thème 12 — Sociohistoire du politique et sciences de gouvernement

- Rémi Baudouï, Yves Cohen (Eds)
Les chantiers de la paix sociale, 1900-1940 : p. 100
- Jean-William Dereymez, Olivier Ihl, Gérard Sabatier (Eds)
Un cérémonial politique : les voyages officiels des Chefs d'État : p. 100
- Laurence Dumoulin, Frédéric Chauvaud,
Experts et expertise judiciaire : p. 105
- Olivier Ihl
Le vote : p. 102
- Olivier Ihl, Martine Kaluszynski, Gilles Pollet (Eds)
Les sciences de gouvernement : p. 104
- Martine Kaluszynski, Sophie Wahnich (Eds)
L'État contre la politique ? : p. 101
- Martine Kaluszynski
La République à l'épreuve du crime : p. 103
- Gilles Pollet, Bruno Dumons,
L'État et les retraites : p. 100
- Gilles Pollet, Bruno Dumons (Eds)
Élites et pouvoirs locaux : p. 101
- Gilles Pollet, Bruno Dumons, Pierre-Yves Saunier
Les élites municipales sous la III^e République : p. 103
- Anne Verjus
Le cens de la famille : p. 104

Thème 13 — Mots et discours du politique

- Jean-Pierre Arthur Bernard, Olivier Gadet
Bouquet d'injures et d'horions : p. 109
- Elsa Guillaot
Un mythe politique moderne : Auguste Blanqui et son double : p. 110
- Dominique Labbé
Le discours communiste : p. 108
- Dominique Labbé
François Mitterrand . Essai sur le discours : p. 108
- Dominique Labbé, Philippe Thoiron, Daniel Sérant (Eds)
Études sur la richesse et la structure lexicales : p. 108
- Dominique Labbé
Le vocabulaire de François Mitterrand : p. 109
- Dominique Labbé, Denis Monière
Le discours gouvernemental : p. 110
- Jean-Louis Quermone (Ed), Emiliano Grossman,
Bastien Irondele, Sabine Saurugger
Les mots de l'Europe : p. 110

14 — Libre cours

- Anne-Cécile Douillet, Jean-Paul Zuanon (Eds)
Quarante ans de recherche en sciences sociales : p. 117
- Olivier Ihl, Jean-Claude Duclos (Eds)
1939-1944. Grenoble en résistance : p. 116
- Pierre Kukawka, Pierre Préau, François Servoin, Robert Vivian
Albertville 92. Les enjeux olympiques : p. 114
- Pierre Kukawka, Danielle Dailly, Pierre Préau, François Servoin, et al.
Albertville 92. L’empreinte olympique : p. 114
- Dominique Labbé
Corneille dans l’ombre de Molière : p. 115
- Stéphane Labranche, Lawrence Olivier (Eds)
Enseigner les sciences sociales : p. 116
- Jean-Louis Marie, Philippe Dujardin, Richard Balme (Eds)
L’ordinaire : p. 115

Littérature/Théâtre

- Frédéric Bon, Michel-Antoine Burnier, Bernard Kouchner
Les voraces : p. 117
- Gilbert Lége
Isabelle ou le désir d’Amérique : p. 117
- Jean-Pierre Arthur Bernard
Les parapets de l’Europe : p. 117
- Arthur Bernard
La chute des graves : p. 117
- Arthur Bernard
La petite vitesse : p. 117
- Arthur Bernard
Le neuf se fait attendre : p. 117
- Arthur Bernard
L’ami de Beaumont : p. 117
- Arthur Bernard
On n’est pas d’ici : p. 117
- Arthur Bernard
C’était pire avant : p. 117
- Arthur Bernard
L’oubli de la natation : p. 117

Chronologie des ouvrages

Seuls les ouvrages cités dans la première partie de ce catalogue sont mentionnés dans cette chronologie.

1973

Sylvie Biarez, Claude Bouchet, Guy du Boisberranger, Christian Mingasson, Marie-Christine Monzies, et al.
Institution communale et pouvoir politique

1974

Frédéric Bon, Michel Antoine Burnier, Nonna Mayer
Les sondages peuvent-ils se tromper ?

Frédéric Bon, Michel-Antoine Burnier, Bernard Kouchner
Les voraces
(éd. définitive en 1988)

Lucien Nizard, Pierre A. Bélanger (Eds)
Planification et Société

1976

Pierre Bréchon
La famille, idées traditionnelles, idées nouvelles
(2^e éd. en 1978)

1977

Bruno Jobert
La planification urbaine

Dominique Labbé
Le discours communiste

1978

Frédéric Bon
Les élections en France

1979

Maurice Croisat
Le fédéralisme canadien et la question du Québec

1980

Pierre Kukawka
Manufrance, radiographie d'une lutte

1981

Bruno Jobert
Le social en plan

1982

René Ballain, Bruno Dhon, Alain Jeantet, al.
Droits nouveaux des locataires
(2^e éd. en 1983)

Claude Gilbert, Guy Saez, François d'Arcy
L'État sans qualités

1983

Bernard Bouhet, Philippe Videlier
Vénissieux de A à V. 1921-1931

Dominique Labbé
François Mitterrand

1984

Pierre Muller, Jean Le Monnier (Eds)
Les agricultures différentes

Pierre Muller
Le technocrate et le paysan

1985

Paul Allies, Jean-Jacques Gleizal, Jacqueline Gatti-Montain, Danièle Lochak, et al.
L'administration dans son Droit

François d'Arcy (Ed)
La représentation

François d'Arcy, Françoise Dreyfus
Les institutions politiques et administratives de la France
(5^e éd. en 1997)

Frédéric Bon, Michel Antoine Burnier
Que le meilleur perde
(2^e éd. en 1986)

Jean-Jacques Gleizal
Le désordre policier

1986

François d'Arcy, Mariano Baena del Alcazar, Blanca Olias de Lima
Décentralisation en France et en Espagne

Claude Domenach, Jacqueline Gatti-Montain
Communes et sécurité

Jean-Louis Quermonne
Les régimes politiques occidentaux
(4^e éd. en 2000)

1987

Pierre Bréchon, Jacques Derville, Patrick Lecomte
Les cadres du RPR

Bruno Jobert, Pierre Muller
L'État en action

Pascal Perrineau (Ed)
Régions : Le baptême des urnes

1988

Jean-Pierre Arthur Bernard
Les parapets de l'Europe

Gérard Boismenu, Jean-Jacques Gleizal (Eds)
Les mécanismes de régulation sociale

Frédéric Bon, Jean-Paul Cheylan
La France qui vote

Alain Jeantet, Henri Tiger
Des manivelles au clavier

Didier Migaud, Jean-Jacques Gleizal
Le département en toutes libertés

Philippe Thoiron, Dominique Labbé, Daniel Sérant (Eds)
Études sur la richesse et la structure lexicales

1989

Sylvie Biarez
Le pouvoir local

Pierre Muller, Françoise Gerbaux, Alain Faure
Les entrepreneurs ruraux

Pierre Muller
Airbus, l'ambition européenne

Henri Oberdorff, Jacques Robert
Libertés fondamentales et droits de l'homme
(5^e éd. en 2002)

1990

Jean-Pierre Arthur Bernard, Olivier Gadet
Bouquet d'injures et d'horions
(2^e éd. en 2000)

Dominique Labbé
Le vocabulaire de François Mitterrand

Patrick Lecomte, Bernard Denni
Sociologie du politique

Bernard Poche
Lyon tel qu'il s'écrit

1991

Jean-Pierre A. Bernard
Paris-Rouge. 1944-1964

Arthur Bernard
La chute des graves

Pierre Kukawka, Pierre Préau, François Servoin, Robert Vivian
Albertville 92. Les enjeux olympiques

Jean-Louis Quermonne
L'appareil administratif de l'État

1992

Antoine Bevort, Dominique Labbé
La CFDT. Organisation et audience depuis 1945

Maurice Croisat, Franck Petiteville, Jean Tournon
Le Canada, d'un référendum à l'autre

Maurice Croisat
Le fédéralisme dans les démocraties contemporaines
(3^e éd. en 1999)

Danielle Dailly, Pierre Kukawka, Pierre Préau, François Servoin, et Robert Vivian
Albertville 92. L'empreinte olympique

Alain Faure
Le village et la politique

Claude Gilbert
Le pouvoir en situation extrême

Dominique Labbé, Maurice Croisat
La fin des syndicats ?

Gilbert Légé
Isabelle ou le désir d'Amérique

Henri Oberdorff
Les Constitutions de l'Europe des Douze
(2^e éd. en 1994)

1993

Arthur Bernard
La petite vitesse

Pierre Bréchon
La France aux urnes

Jacqueline Domenach Gatti-Montain
Le droit des collectivités locales

Françoise Gerbaux
La cause des montagnes

Jean-Jacques Gleizal
La police en France

Jean-Jacques Gleizal, Jacqueline Gatti-Domenach, Claude Journes
La police. Le cas des démocraties occidentales

Jean-Louis Quermonne
Le système politique de l'Union européenne
(5^e éd. en 2002)

Sebastian Roché
Le sentiment d'insécurité

Philippe Warin
Les usagers dans l'évaluation des politiques publiques.

1994

Bruno Dumons, Gilles Pollet
L'État et les retraites

Françoise Gerbaux
La montagne en politique

Jean-Jacques Gleizal
L'art et le politique

Bruno Jobert (Ed)
Le tournant néo-libéral en Europe

Bruno Jobert, Monika Steffen (Eds)
Les politiques de santé en France et en Allemagne

Mireille Pongy, Guy Saez, Christian Olles
Politiques culturelles et Régions en Europe

Sebastian Roché
Insécurité et libertés

Jean-Paul Zuanon, Françoise Gerbaux, Lucien Tron
Histoire du premier parc national Français

1995

René Ballain, Francine Benguigui (Eds)
Loger les personnes défavorisées.

Jacques Barou, Pierre Prado
Les Anglais dans nos campagnes

Rémi Baudouï, Yves Cohen (Eds)
Les chantiers de la paix sociale, 1900-1940

Arthur Bernard
Le neuf se fait attendre

Gilbert Casaus, Sylvie Lemasson, Sophie Lorrain (Eds)
L'autre Allemagne

Gérard Chianéa, Robert Chagny, Jean-William Dereyomez (Eds)
Le département : hier, aujourd'hui, demain

Jean-William Dereyomez
Le travail

Alain Faure, Gilles Pollet, Philippe Warin (Eds)
La construction du sens dans les politiques publiques

Guy Gardavaud, Henri Oberdorff (Eds)
Le juge administratif à l'aube du XXI^e siècle

Yves Mény, Pierre Muller, Jean-Louis Quermonne (Eds)
Politiques publiques en Europe

Franck Petiteville
La coopération décentralisée

Jean-Louis Quermonne
L'alternance au pouvoir
(éd. suivante en 2003)

Jean-Yves Sabot
Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie

Jean-Louis Quermonne, Nicolas Wahl (Eds)
La France présidentielle

Jean-Paul Zuanon, Françoise Gerbaux
Chronique d'un «parc oublié»

1996

François d'Arcy, Luc Rouban (Eds)
De la Cinquième République à l'Europe.

Brigitte Biche, Françoise Gerbaux, Jean Le Monnier, et Jacques Perret
Créer son emploi en milieu rural

Maurice Croisat, Jean-Louis Quermonne
L'Europe et le fédéralisme
(2^e éd. en 1999)

Chantal Guérin, Jaime Alberto Perez (Eds)
Les territoires de l'insertion

Olivier Ihl
Le vote
(2^e éd. en 2000)

Dominique Labbé
Syndicats et syndiqués en France depuis 1945

Jacques Perret, Guy Saez (Eds)
Institutions et vie culturelles

Bernard Poche
L'espace fragmenté

Sebastian Roché
La société incivile

Andy Smith
L'Europe politique au miroir du local

Monika Steffen
The Fight Against AIDS

Philippe Urfalino
L'invention de la politique culturelle

1997

Dominique Andolfatto, Dominique Labbé
La CGT. Organisation et audience depuis 1945

François Bafoil
Règles et conflits sociaux en Allemagne et en Pologne post-communistes

François Bafoil (Ed)
Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale

Jacques Commaille, François de Singly (Eds)
The European Family

Alain Faure (Ed)
Territoires et subsidiarité

- Henri Guibourdenche, Jean Marcou (Eds)
L'Ardèche et la Drôme
- Jean Marcou
Justice constitutionnelle et systèmes politiques
- Emmanuel Matteudi
Structures familiales et développement local
- Guy Saez, Jean-Philippe Leresche, Michel Bassand (Eds)
Gouvernance métropolitaine et transfrontalière
- Philippe Warin (Ed)
Quelle modernisation des services publics ?

1998

- Dominique Andolfatto, Dominique Labbé (Eds)
Un demi-siècle de syndicalisme en France et dans l'Est
- René Ballain (Ed)
Promouvoir le droit au logement
- Arthur Bernard
L'ami de Beaumont
- Bernard Charlot, Dominique Glassman (Eds)
Les jeunes, l'insertion, l'emploi
(2^e éd. en 1999)
- Jacques Commaille, Claude Martin
Les enjeux politiques de la famille
- Jacques Commaille, Bruno Jobert (Eds)
Les métamorphoses de la régulation politique
- Jean-William Dereyomez, Olivier Ihl, Gérard Sabatier (Eds)
Un cérémonial politique : les voyages officiels des Chefs d'État
(2^e éd. en 1999)
- Bruno Dumons, Gilles Pollet, Pierre-Yves Saunier
Les élites municipales sous la III^e République
(2^e éd. en 2002)
- Martine Kaluszynski, Sophie Wahnich (Eds)
L'État contre la politique ?
- Henri Oberdorff
Les institutions administratives
(3^e éd. en 2002)
- Sebastian Roché
Sociologie politique de l'insécurité
(éd. augmentée en 2004)

1999

- François d'Arcy
Construção Europeia e Transformações dos Estados Europeus
- François Bafoil
Le post-communisme en Europe
- François Bafoil (Ed)
Chômage et exclusion en Europe postcommuniste
- Richard Balme, Alain Faure, Albert Mabileau (Eds)
Les nouvelles politiques locales

- Bruno Dumons, Gilles Pollet (Eds)
Elites et pouvoirs locaux
- Jean-Pierre Gaudin
Gouverner par contrat
- Françoise Gerbaux (Ed)
Utopie pour le territoire : cohérence ou complexité ?
- Constance Grewe, Henri Oberdorff (Eds)
Les constitutions des États de l'Union Européenne
- Chantal Guérin-Plantin
Genèses de l'insertion : l'action publique indéfinie
- Pierre Kukawka
Le quadrige européen ou l'Europe par les régions
- Gilles Nezosi
La fin de l'Homme du fer
- Bernard Poche
Le monde bessanais
- Jean-Louis Quermonne (Ed), et al.
L'Union Européenne en quête d'institutions légitimes et efficaces

2000

- Dominique Andolfatto, Dominique Labbé
Sociologie des syndicats
- Arthur Bernard
On n'est pas d'ici
- Sylvie Biarez
Territoires et espaces politiques
- Dominique Chagnollaude, Jean-Louis Quermonne
La Cinquième République, en 4 tomes
- Jacques Commaille
Territoires de Justice
- Jacques Commaille, Laurence Dumoulin, Cécile Robert (Eds)
La juridicisation du politique
- Dominique Glasman
Des ZEP aux REP : pratiques et politiques
- Hélène Greven-Borde, Jean Tournon (Eds)
Les identités en débat : intégration ou multiculturalisme ?
- Guy Guillermin, Henri Oberdorff (Eds)
La cohésion économique et sociale : une finalité de l'Union Européenne
- Sylvie Lemasson (Ed)
L'Allemagne de Gerhard Schröder
- Gilles Nezosi (Ed), Dominique Labbé
La crise du paritarisme
- Bernard Poche
Les langues minoritaires en Europe
- Sebastian Roché, Jean-Louis Schlegel
La société d'hospitalité

2001

- Dominique Andolfatto, Fabienne Greffet, Olivier Laurent (Eds)
Les partis politiques : quelles perspectives ?
- Jacques Barou
Europe, terre d'immigration
- Jean-Pierre A. Bernard
Les deux Paris
- Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe
Agir dans un monde incertain
- Jean-William Dereyomez (Ed)
Etre jeune en Isère (1939-1945)
- Jean-William Dereyomez (Ed)
Etre jeune en France (1939-1945)
- Alain Faure, Emmanuel Négrier (Eds)
La politique culturelle des agglomérations
- Jacques Girault (Ed), Jean-William Dereyomez, Frank Georgi, Denis Lefebvre,
Frédéric Sawicki, et Danielle Tartakowski
L'implantation du socialisme en France au XX^e siècle
- Dominique Glasman
L'accompagnement scolaire
- Bernard Jouve, Philippe Warin, Vincent Spenlehauer (Eds)
La région, laboratoire politique
- Pierre Kukawka
L'Europe par les régions
- Dominique Labbé, Stéphane Courtois (Eds)
Regards sur la crise du syndicalisme
- Annie Maguer, Jacques Barou, Ariella Rothberg (Ed)
Services publics et usagers dans les quartiers en difficulté
- Jean-Louis Quermonne (Ed), Emiliano Grossman, Bastien Irondelle, Sabine Saurugger
Les mots de l'Europe.
- Jean-Louis Quermonne
L'Europe en quête de légitimité
- Sebastian Roché
La délinquance des jeunes
- Monika Steffen
Les États face au Sida en Europe
- Philippe Zittoun
La politique du logement (1981-1995)

2002

- François d'Arcy
União Europeia. Instituições, Políticas e Desafios
- François Bafoil
Après le communisme
- René Ballain, Elisabeth Maurel
Le logement très social
- Jacques Barou
L'habitat des immigrés et de leurs familles

- Arthur Bernard
C'était pire avant
- Stéphane Cartier
Chronique d'un déluge annoncé, crise de la solidarité face aux risques naturels
- Jean-Pierre Gaudin
Pourquoi la gouvernance ?
- Hervé Glevarec, Guy Saez
Le patrimoine saisi par les associations
- Armel Huet, Guy Saez (Eds)
Le règne des loisirs
- Martine Kaluszynski
La République à l'épreuve du crime
- Jean-Louis Marie, Philippe Dujardin, Richard Balme (Eds)
L'ordinaire
- Sebastian Roché
Tolérance zéro ?
- Anne Verjus
Le cens de la famille
- Philippe Warin
Les dépanneurs de justice

2003

- Jacques Barou, Jean-Claude Duclos (Eds)
Un air de famille
- Maiten Bel, Philippe Mehaut, Olivier Mériaux (Eds)
La décentralisation de la formation professionnelle en France
- Frédéric Chauvaud, Laurence Dumoulin
Experts et expertise judiciaire
- Jean-Charles Froment, Jean-Jacques Gleizal, Martine Kaluszynski (Eds)
Les États à l'épreuve de la sécurité
- Claude Gilbert (Ed)
Risques collectifs et situations de crise.
- Olivier Ihl, Janine Chêne, Eric Vial, Ghislain Waterloo (Eds)
La tentation populiste au cœur de l'Europe
- Olivier Ihl, Martine Kaluszynski, Gilles Pollet (Eds)
Les sciences de gouvernement
- Dominique Labbé, Denis Monière
Le discours gouvernemental
- Dominique Labbé
Corneille dans l'ombre de Molière
- Stéphane Labranche
Mondialisation et terrorisme identitaire
- Henri Oberdorff
Droits de l'homme et libertés fondamentales
- Sebastian Roché (Ed)
En quête de sécurité
- Yannick Rumpala
Régulation publique et environnement

2004

- Dominique Andolfatto (Ed)
Les syndicats en France
- René Ballain, Francine Benguigui (Eds)
Mettre en œuvre le droit au logement
- Jacques Barou, Alain Battégay, András Gergely (Eds)
La ville, ses cultures, ses frontières, démarches d'anthropologues dans des villes d'Europe
- Jean-Pierre A. Bernard
Le goût de Paris
- Arthur Bernard
L'oubli de la natation
- Jean-Paul Burdy (Ed)
La Turquie est-elle européenne ?
- Anne-Cécile Douillet, Jean-Paul Zuanon (Eds)
Quarante ans de recherche en sciences sociales
- Jean-Claude Duclos, Olivier Ihl (Eds)
1939-1944. Grenoble en résistance
- Bruno Dumons, Gilles Pollet
Administrer la ville en Europe (XIX^e-XX^e siècle)
- Laurence Dumoulin, Stéphane Labranche, Cécile Robert, Philippe Warin (Eds)
Le recours aux experts
- Jean-Pierre Gaudin
L'action publique
- Elsa Guillaudot
Un mythe politique moderne : Auguste Blanqui et son double
- Bruno Jobert
Estado, Sociedad, Políticas Públicas
- Stéphane Labranche, Lawrence Olivier (Eds)
Enseigner les sciences sociales
- Christian Lequesne, Yves Surel (Eds)
L'intégration européenne
- Jacques de Maillard
Réformer l'action publique
- Sebastian Roché (Ed)
Les politiques de sécurité en Europe et aux États-Unis
- Monika Steffen (Ed)
Health governance in Europe
- Monika Steffen, Pierre Kukawka (Ed)
Risques et société
- Jean Tournon, Ramon Maiz (Eds)
Ethnicité et politique



CERAT

Centre de recherche sur le Politique, l'Administration, la Ville et le Territoire

Fondé en 1963, à l'initiative de Jean-Louis Quermonne, le CERAT a obtenu, en 1967, le statut d'Equipe de Recherche Associée au CNRS, ainsi que celui de Centre de recherche associé à la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Il a conservé ce double label jusqu'à ce jour. Et depuis 2003, il est l'un des laboratoires de l'UMR PACTE.

<http://www.upmf-grenoble.fr/cerat/>

Institut d'Études Politiques BP 48 - 38040 Grenoble cedex 9 (France)
Tél. : 33 (0)4 76 82 60 00 - Fax : 33 (0)4 76 82 60 98
cerat@iep.upmf-grenoble.fr

Site Constantine, Pôle « Villes et Solidarités »
25, avenue de Constantine 38100 Grenoble
Tél. : 33 (0)4 76 09 55 63 - Fax : 33 (0)4 76 09 42 55

UMR 5194 — PACTE

Politiques publiques, Actions politiques, Territoires CNRS — IEP — UPMF — UJF

L'Unité Mixte de Recherche PACTE, créée en 2003, est un nouveau groupement de trois laboratoires grenoblois en sciences humaines et sociales, qui constitue l'une des plus grosses plates-formes de recherche en France pour la science politique, la géographie, l'aménagement et l'urbanisme. Son établissement de rattachement principal est l'IEPG. Cette nouvelle unité, composée de trois laboratoires (CERAT et Territoires/UJF depuis 2003, et CIDSP depuis 2004), émane d'une volonté du CNRS de regrouper ses équipes de recherche, et concrétise une collaboration de longue date et de réelles convergences scientifiques.

